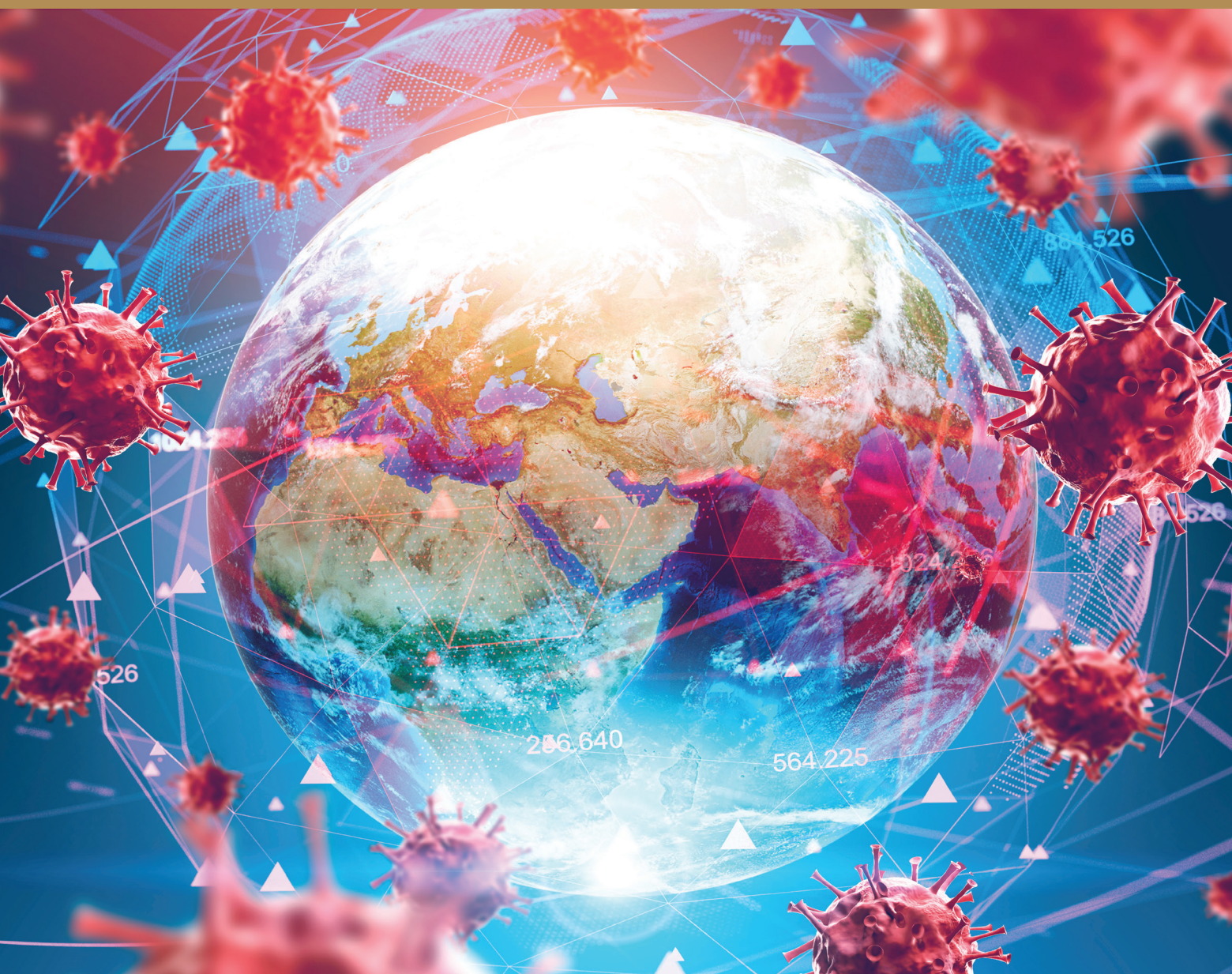




VERS DEMAIN

POUR LE TRIOMPHE DE L'IMMACULÉE

**Que sera le monde de demain
après la pandémie du coronavirus?**





Édition en français, 81^e année.

No. 958 mai-juin-juillet 2020

Date de parution: mai 2020

1\$ le numéro

Périodique, paraît 5 fois par année

Publié par l'Institut Louis Even
pour la Justice Sociale

Tarifs pour l'abonnement

Canada et États-Unis, 4 ans.....20,00\$

2 ans.....10,00\$

autres pays: surface, 4 ans.....60,00\$

2 ans.....30,00\$

avion 1 an.....20,00\$

Bureau et adresse postale

Maison Saint-Michel, 1101, rue Principale

Rougemont, QC, Canada – J0L 1M0

Tél: Rougemont (450) 469-2209

Tél. région de Montréal (514) 856-5714

site internet: www.versdemain.org

e-mail: info@versdemain.org

Imprimé au Canada

POSTE-PUBLICATION CONVENTION No. 40063742

Dépôt légal – Bibliothèque Nationale du Québec

Directrice: Thérèse Tardif

Rédacteur: Alain Pilote

Retournez toute correspondance ne pouvant être
livrée au Canada à: Journal Vers Demain, 1101
rue Principale, Rougemont, QC, Canada, J0L 1M0

Tarifs et adresses pour l'Europe

Prix: Surface, 1 an 10 euros. — 2 ans 20 euros
4 ans 40 euros

Avion, 1 an 15 euros - 4 ans 60 euros

France et Belgique: Ceux qui désirent s'abonner
ou se réabonner à la revue Vers Demain doivent
libeller leur chèque au nom de Pèlerins de saint
Michel et faire le virement en France au C.C.P.
Nantes 4 848 09 A et donner leurs coordonnées
par Tél/Fax au 03.88.94.32.34, ou par la poste à:
Pèlerins de saint Michel
5 de la Forêt, 67160 Salmbach, France

Pour rejoindre Christian Burgaud,
notre Pèlerin de saint Michel en Europe:
cburgaud1959@gmail.com
47 rue des Sensives
44340 Bouguenais, France
Téléphone fixe: 02 40 32 06 13
Portable: 06 81 74 36 49



Vers Demain est membre
de l'AMéCO (Association
des médias catholiques et
œcuméniques)

VERS DEMAIN

Un journal de patriotes
catholiques pour le
règne de Jésus et de
Marie dans les âmes,
les familles, les pays

Pour la réforme économique du
Crédit Social en accord avec la
doctrine sociale de l'Église par
l'action vigilante des pères de famille
et non par les partis politiques

Sommaire

- 3 La crise du coronavirus, un temps
pour la rélexion. *Alain Pilote*
- 4 La pandémie: punition ou avertissement?
- 6 «Dieu est notre allié, pas celui du virus!»
- 7 «Cette pandémie a-t-elle un sens?»
Père Henri Boulad, sj
- 8 Dieu, le mal, le coronavirus, et après?
Abbé Guy Pagès
- 10 Le temps du réveil de l'âme
Mgr Christian Lépine
- 11 «Cette épidémie disperse la fumée de
l'illusion». *Cardinal Robert Sarah*
- 12 «Réflexions sur l'après-coronavirus»
Mgr Giampaolo Crepaldi
- 15 Que sera le monde de demain?
Louis Even
- 18 La pandémie de la COVID-19: quand
la confiance descend. *Geoffrey Dobbs*
- 19 La pandémie et la guérison du corps
social. *Évêques du Québec*
- 20 Le dividende social, meilleure forme
de revenu de base. *Alain Pilote*
- 26 Deux objections au dividende
Alain Pilote, Louis Even
- 28 Le droit de tous aux biens de la terre
Louis Even
- 32 Impossible de rembourser les dettes
Alain Pilote
- 35 Doctrine sociale à la lumière de la Bible
- 38 Prions pour nos défunts
- 40 But des financiers: un gouvernement
mondial. *Louis Even*
- 44 Agenda mondial des vaccins de Gates:
Robert Kennedy Jr.

La crise du coronavirus, un temps pour la réflexion et le changement

On ne peut passer à côté: la pandémie actuelle du coronavirus ou COVID-19 (acronyme anglais de **CO**rona**V**irus **I**nfectious **D**isease 2019, ou maladie à coronavirus 2019 en français) est vraiment unique dans l'histoire... et elle va même peut-être en changer le cours. Ce n'est pas la première pandémie de l'histoire de l'humanité: il y eut la grande peste dans les années 1300 qui tua de 30 à 50 % des Européens en cinq ans, faisant environ 25 millions de victimes, et la grippe espagnole en 1918-1919, qui contamina plus d'un tiers de la population mondiale, et tua entre 30 et 100 millions de personnes.

Mais la pandémie actuelle de la COVID-19 nous a amené dans une situation jamais vue auparavant; en quelques jours, c'est toute la société qui a changé radicalement: plus de la moitié de la population de la planète en arrêt — plus de travail jugé non essentiel, plus d'activités sportives ou culturelles, plus de sorties au restaurant, les écoles sont fermées, etc. Même les messes avec public sont interdites, quelque chose qui n'était jamais arrivé pendant les 2000 ans d'histoire de l'Église — même durant les deux guerres mondiales; une fermeture que même les plus grands dictateurs anti-chrétiens (Staline, Hitler, Mao Zedong, etc.) n'avaient pu accomplir.

Deux nouveaux mots ou expressions se seront ajoutés à notre vocabulaire durant cette pandémie: *distanciation sociale* et *confinement*, qui sont tout le contraire d'une vie normale. On va s'en sortir sans sortir, nous dit-on, on va sauver des vies en restant chez nous et ne faisant rien. En ce temps de confinement, une preuve d'amour, ce n'est plus de visiter nos parents ou les personnes âgées, mais justement de ne plus les visiter...

C'est le monde à l'envers, le confinement est en train de rendre tout le monde fou: on a créé un climat de peur et de délation, on n'ose plus sortir de chez nous de peur que nos voisins ou nos compagnons de travail nous transmettent le virus, et on ne se gêne pas pour dénoncer ceux qui osent transgresser les consignes de sécurité sanitaire jusqu'à en sombrer dans l'absurde et l'exagération. La confiance mutuelle est à son plus bas, c'est le contraire du Crédit Social. (Voir page 18.)

L'arrêt des activités économiques entraîne l'inquiétude et l'anxiété parmi la population: puisque les gens perdent leurs revenus, et ne savent pas s'ils pourront faire les paiements pour garder leur maison et nourrir leur famille, les gouvernements n'ont pas eu d'autre choix que d'avoir recours à des plans d'aide financière pour venir en aide directement aux individus et aux entreprises, mais au prix d'un endettement jamais vu

auparavant, de dettes qu'on devra rembourser plus tard. (Voir page 32.) Pourtant, le dividende du Crédit Social serait beaucoup plus efficace et moins coûteux que toutes ces aides provenant d'argent-dette. (Voir page 20.)

Bref, tout le monde a hâte que la situation revienne à la normale. Mais justement, on ne sait même pas quand ce retour à la normale aura lieu, et même s'il aura lieu tout court: on nous dit plutôt que les choses ne seront plus jamais comme avant, que le monde va changer, que bien des emplois auront disparu pour de bon, qu'on devra peut-être porter des masques pendant longtemps, etc..

Parlant de changement, nous savons que les financiers travaillent depuis longtemps à imposer un gouvernement mondial (par force ou par consentement, disait en 1950 le financier Paul Warburg devant le Sénat américain), et il semblerait bien que cette pandémie de la COVID-19 arrive à point nommé pour l'avancement de leur plan à vitesse grand V. (Voir page 40.)

D'un point de vue spirituel, quel sens donner à cette pandémie? Cette pandémie est-elle un châtement, une punition de Dieu? Non, elle est plutôt un avertissement: Dieu nous aime infiniment et veut notre salut, et dans sa toute-puissance, il peut se servir d'un mal pour en faire germer un plus grand bien. Dans ce cas-ci, Dieu se sert de ce virus (qu'il n'a pas créé, mais simplement permis) pour nous réveiller, nous sortir de notre torpeur. (voir pages 4 à 10)). Dieu ne nous abandonne pas, il souffre et est à côté de nous pendant cette pandémie pour nous soutenir dans cette épreuve.

En fait, on peut même trouver de bons côtés à cette pandémie: puisqu'on n'a pas le choix d'être confinés, pourquoi ne pas profiter de ce temps libre pour réfléchir sur ce qui est vraiment essentiel dans notre vie, pour prier en famille. De plus, cette pandémie peut nous ouvrir les yeux sur les limites du système financier actuel, de la mondialisation, de nos comportements et habitudes de consommation. Les financiers veulent profiter de cette pandémie pour imposer leur gouvernement mondial tyrannique, mais pourquoi ne pas profiter nous aussi de cette pandémie pour offrir une solution plus respectueuse de la personne humaine, la démocratie économique telle qu'enseignée par Douglas et Louis Even, le dividende social à tous pour garantir la sécurité dans la liberté, pour l'avènement d'une véritable civilisation de l'amour. Si nous agissons ainsi, comme le dit le slogan du jour, alors ça va effectivement bien aller! ❖

Alain Pilote, rédacteur

La pandémie du coronavirus: punition ou avertissement de Dieu ?

par Alain Pilote

On pourrait parler à l'infini des causes du virus et des conséquences de la pandémie sur la vie des gens, créant une multitude de soucis du point de vue humain — matériel, économique et psychologique — mais les médias nous informent déjà 24 heures sur 24 sur ces aspects (créant surtout un climat de peur et de déprime). Un point par contre qui a été plutôt négligé, et qui peut donner beaucoup d'espoir, c'est le point de vue spirituel: quel sens donner à cette pandémie? Dieu nous envoie-t-il un message? Si oui, lequel? Est-ce une punition de Dieu, ou plutôt un avertissement?

On dit que Dieu nous parle par les événements. Eh bien, avec un événement comme cette pandémie de la COVID-19, qui confine à la maison plus de la moitié de la population du globe, chose jamais vue dans l'histoire, et arrêtant pratiquement toutes les messes publiques dans le monde entier — autre chose aussi sans précédent dans les 2000 ans d'histoire de l'Église, on peut dire que Dieu non seulement nous parle, il nous crie!

Et il nous crie non pas pour le plaisir de nous punir ou de nous faire souffrir, mais il nous envoie un électrochoc, un avertissement puissant pour nous sortir de notre indifférence, nous faire quitter le chemin qui mène à l'abîme (*voir page 6*). Dieu est bon, il ne veut pas la mort du pécheur, mais il veut qu'il se convertisse et vive. Dieu nous aime à l'infini et ne veut qu'aucun de ses enfants de la terre ne se perde et aille en enfer. Donc, tout en respectant notre liberté, Dieu doit parfois, en dernier recours, se servir d'événements extraordinaires.

Comme l'expliquait le père Cantalamessa dans sa prédication du Vendredi Saint 2020, en citant saint Augustin: «Dieu, étant suprêmement bon, ne laisserait aucun mal exister dans ses œuvres, s'il n'était pas assez puissant et bon, pour tirer le bien du mal lui-même» (*voir page 7*). Dieu n'a pas créé le virus, mais s'il permet que ce virus existe, c'est pour qu'en bout de ligne un plus grand bien en sorte: le salut de nos âmes, pour nous amener à une conversion qui, autrement, n'aurait pas lieu.

Les trois textes qui suivent expliquent davantage ce point. D'abord, voici ce que disait Mgr Michel Aupetit, archevêque de Paris, lors de son homélie de la messe du dimanche 22 mars 2020, commentant l'évangile de la guérison de l'aveugle-né ((Jean 9, 1-41):

«Maître, qui a péché: lui ou ses parents, pour qu'il soit aveugle?» Éternelle question de savoir qui est coupable... Nous avons besoin de rechercher un bouc-émissaire, un responsable. C'est ainsi que dans le contexte actuel d'une pandémie mondiale, nous

avons besoin d'en comprendre le sens. Alors donc, qui est coupable? Nous voyons bien que tous les fléaux qui affectent les humains sont la plupart du temps la conséquence de leurs actes. C'est évident pour les guerres dans lesquelles nous nous entretenons... De même, ce coronavirus, apparu en Chine dans un marché... montre l'incurie des hommes et la responsabilité, entre parenthèses, d'un régime qui a fait du mensonge un mode de gouvernement, ce qui a retardé une saine réaction sanitaire. Bref, il n'est pas besoin de chercher très loin pour trouver un coupable de toutes ces folies.

Mais ce n'est pas la question du jour, ce n'est pas la question que posent les Apôtres (dans l'évangile du jour). La question que les disciples posent à Jésus, c'est de savoir s'il s'agit, oui ou non, d'une punition divine, qui réagit à la folie des hommes. Est-ce que c'est lui qui a péché pour qu'il soit né aveugle? Car enfin, cet homme n'a rien fait car il est né aveugle; il n'a pas péché dans le ventre de sa mère! Alors, seraient-ce ses parents qui ont commis un péché pour que Dieu le punisse?

La réponse de Jésus est claire, et elle nous concerne aujourd'hui: «Ni lui, ni ses parents.» Ce qui signifie que ce qui nous arrive n'est pas une punition divine, mais écoutons la suite de ce que nous dit Jésus: «*C'est pour que les œuvres de Dieu se manifestent en lui.*»

Voilà. Dieu n'a pas créé le mal, Dieu ne veut pas le mal. Mais cela veut dire que Dieu peut se servir du mal pour faire émerger un bien plus grand. D'ailleurs, c'est ce que nous allons fêter très prochainement, durant le Triduum pascal: nous voyons que, bien sûr, le mal absolu, c'est la mort de Jésus-Christ, la mort du Fils de Dieu, l'Innocent que l'on a mis sur une croix. Et bien de cela, de cette abomination, Dieu va faire surgir la résurrection et le salut éternel pour tous les hommes. Voilà ce qui est important de comprendre.

Dans un article du site [lifesitenews.com](https://www.lifesitenews.com), John Horvat écrit':

La plupart des gens ont une mauvaise idée des châtiments de Dieu. Ils les voient presque comme des actes arbitraires. Ils ne les voient pas comme un moyen de remettre les choses en ordre. Notre-Dame de Fatima a parlé des châtiments de cette manière.

Lorsque la société dans son ensemble devient inique et impénitente, le seul moyen de revenir à l'ordre passe par une grande tribulation pour tous. Saint Alphonse de Liguori clarifie la question en disant: «Dieu étant infiniment bonté, ne désire que notre bien et

1 <https://www.lifesitenews.com/news/yes-coronavirus-is-a-punishment-from-god-just-ask-a-repentant-sinner>



«Du mal absolu – la mort de Jésus sur la croix – Dieu fait surgir le bien le plus grand – la résurrection et le salut éternel.»

– Mgr Michel Aupetit

Pourquoi Dieu permettrait-il le virus en premier lieu? Si nous croyons aux prophéties de Notre-Dame, il a autorisé le virus afin que les gens se repentent de leurs péchés et changent leurs mauvaises voies. Il a permis à ce virus de paralyser tous les pays du monde afin que les gens se réveillent, arrêtent de commettre des péchés d'impureté et arrêtent de tuer leurs enfants par l'avortement. (*Fin de l'article du Père Scanlon.*)

* * *

Durant cette pandémie, on parle beaucoup de ce qui doit être maintenu ou non comme service essentiel. Mais pour un chrétien, l'essentiel, c'est le ciel. Riches ou pauvres, nous ne sommes que de passage sur cette terre, tandis que notre âme est éternelle: nous pouvons soit passer une éternité de bonheur au ciel avec Dieu, les anges et les saints, ou bien une éternité de malheur en enfer avec Satan et les anges déchus. Cela dépend de nos choix, de nos actes sur la terre. On ne pense peut-être pas souvent à ce qui arrivera après notre mort corporelle, mais ces semaines de confinement devraient nous permettre de réfléchir un peu plus sur le sens de la vie (*voir page 8*), que nous avons une âme à sauver (*voir page 10*).

Pour résumer, ce n'est pas Dieu qui a créé le virus, mais la méchanceté des hommes. Cependant, même si les financiers internationaux veulent se servir de ce virus pour avancer plus rapidement la venue de leur gouvernement mondial, Dieu, dans sa divine Providence, a aussi son plan: se servir de ce virus pour notre conversion.

De plus, on le verra plus loin dans ce numéro, cette pandémie peut nous ouvrir les yeux sur les limites du système financier actuel qui crée l'argent sous forme de dette, de la mondialisation, de nos comportements et habitudes de consommation. Tous disent que le monde ne sera plus jamais pareil après cette pandémie: pourquoi ne pas, nous aussi, profiter de cette pandémie pour offrir une solution plus respectueuse de la personne humaine, la démocratie économique – ou crédit social, mais pas celui de la Chine communiste (*voir page 45*) – telle qu'enseignée par Douglas et Louis Even, pour l'avènement d'une véritable civilisation de l'amour.

À nous de saisir cette occasion, et ainsi cette pandémie ne sera pas une punition, mais une bénédiction! Les financiers pensent se servir de la pandémie pour imposer une dictature mondiale, mais Dieu va faire germer un plus grand bien de cette pandémie: le crédit social! ❖

Alain Pilote

nous communique son propre bonheur. Quand il nous châtie, c'est parce que nous l'avons obligé à le faire par nos péchés.»

En effet, Dieu désire notre amendement plus que nous. Il réprimande «non pas parce qu'il désire nous punir, mais parce qu'il souhaite nous délivrer de la punition». Il a de la compassion pour nous en se montrant «en colère contre nous, afin que nous puissions modifier notre vie, et qu'ainsi il puisse nous pardonner et nous sauver».

Finalement, dans un article intitulé Le coronavirus est-il une punition de Dieu?, et posté le 29 mars 2020 sur son blogue, le père Regis Scanlon, capucin, écrit²:

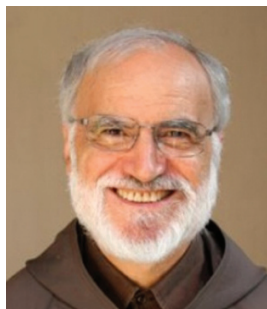
Dieu a-t-il envoyé le Coronavirus pour punir les gens du monde et en particulier les gens aux États-Unis? Je ne crois pas que Dieu ait «envoyé» le coronavirus à personne. Apparemment, ce virus est originaire de Chine et on spéculé que c'est le résultat de la négligence des scientifiques travaillant dans les laboratoires avec ce virus, ou bien de la population consommant des aliments et des animaux nuisibles, comme les chauves-souris.

Il devrait être évident pour tous que Dieu n'a pas à envoyer de virus pour punir les gens aux États-Unis ou ailleurs dans le monde. Les gens, y compris l'Église et les gouvernements civils, sont tout à fait capables de tout gâcher tout seuls. Là où la punition de Dieu entre en jeu, c'est dans le fait que Dieu a permis à ce virus de se produire (il aurait pu l'empêcher) et maintenant il ne l'arrête pas.

² <http://frregisscanlon.com/index.php/2020/03/29/is-the-coronavirus-a-punishment-from-god/>

«*Dieu est notre allié, pas celui du virus!*»

Voici des extraits de l'homélie donnée le Vendredi Saint 10 avril 2020 dans la basilique Saint-Pierre, en présence du pape François, par le père Raniero Cantalamessa, capucin (photo de droite), prédicateur de la Maison pontificale:



Et cette année, nous lisons le récit de la Passion avec une question – ou plutôt avec un cri – dans le cœur, qui s'élève de partout sur la terre. Nous devons chercher à saisir la réponse que la parole de Dieu y apporte.

La pandémie du coronavirus nous a brutalement fait prendre conscience du danger le plus grand qui soit que les hommes et l'humanité ont toujours couru, celui de l'illusion de la toute-puissance... Il a suffi du plus petit et plus informe élément de la nature, un virus, pour nous rappeler que nous sommes mortels,

Alors qu'il peignait les fresques de la cathédrale Saint-Paul à Londres, le peintre James Thornhill était si enthousiasmé par son travail que, revenant à un moment donné sur ses pas pour mieux admirer sa fresque, il ne remarqua pas qu'il était sur le point de tomber de l'échafaudage dans le vide. Un de ses assistants, terrifié, comprit que s'il criait, il ne ferait qu'accélérer la catastrophe. Sans y réfléchir à deux fois, il trempa un pinceau dans la couleur et le balança en plein sur la fresque. Le maître, sidéré, bondit en avant. Son travail était compromis, mais il était sauvé.

C'est ainsi parfois que Dieu fait avec nous, il bouleverse nos plans et notre tranquillité, pour nous sauver de l'abîme que nous ne voyons pas. Mais ne soyons pas dupes. Ce n'est pas Dieu qui a balancé le pinceau en plein sur la fresque éblouissant de notre civilisation technologique. Dieu est notre allié, pas celui du virus! «Je forme à votre sujet des pensées de paix, et non de malheur», dit-il lui-même dans la Bible (Jr 29, 11). Si ces fléaux étaient des châtiments de Dieu, il ne serait pas expliqué pourquoi ils frappent également justes et pécheurs, et pourquoi les pauvres sont ceux qui en supportent les pires conséquences. Sont-ils plus pécheurs que les autres?

Non! Celui qui a un jour pleuré la mort de Lazare pleure aujourd'hui le fléau qui est tombé sur l'humanité. Oui, Dieu «souffre», comme chaque père et chaque mère. Quand nous le découvrirons un jour, nous aurons honte de toutes les accusations que nous avons portées contre lui dans la vie. Dieu participe à notre douleur pour la surmonter. **«Dieu – écrit saint Augustin – étant suprêmement bon, ne laisserait aucun mal exister dans ses œuvres, s'il n'était pas assez puissant et bon, pour tirer le bien du mal lui-même».**

Dieu le Père a-t-il voulu lui-même la mort de son Fils, pour en tirer un bien? Non, il a simplement laissé la liberté humaine suivre son cours, en lui faisant servir son plan, pas celui des hommes. Ceci s'applique également aux maux naturels, comme les tremblements de terre et les pestes. Ce n'est pas lui qui les suscite. Il a donné aussi à la nature une sorte de liberté, qualitativement différente certes de la liberté morale de l'homme, mais toujours une forme de liberté. Liberté d'évoluer selon ses lois de développement. Il n'a pas créé le monde comme une horloge programmée à l'avance dans son moindre mouvement. C'est ce que certains appellent le hasard, et que la Bible appelle plutôt «la sagesse de Dieu». (...)

La parole de Dieu nous dit quelle est la première chose que nous devons faire dans des moments comme ceux-ci: crier vers Dieu, car c'est lui-même qui met sur les lèvres des hommes les mots qu'ils lui adressent, parfois même des mots durs, de lamentation et presque d'accusation. «Debout! Viens à notre aide! Rachète-nous, au nom de ton amour... Ne nous rejette pas pour toujours (Ps 43, 24.27).» «Maître, nous sommes perdus; cela ne te fait rien? (Mc 4, 38)»

Peut-être Dieu aime-t-il se faire prier pour accorder ses bienfaits? Peut-être notre prière peut-elle amener Dieu à changer ses plans?... Il y a des choses que Dieu a décidé de nous accorder comme fruit à la fois de sa grâce et de notre prière, comme pour partager avec ses créatures le mérite du bienfait reçu (S. Thomas d'Aquin, *Somme théologique* II-IIae, q.83, a.2). C'est lui qui nous exhorte à le faire: «Demandez, on vous donnera; dit Jésus; frappez, on vous ouvrira (Mt 7, 7)».

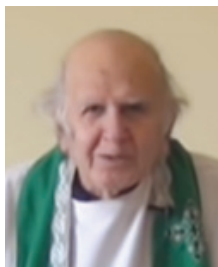
Lorsque, dans le désert, les Juifs étaient mordus par des serpents venimeux, Dieu ordonna à Moïse d'élever un serpent de bronze sur un poteau, et ceux qui le regardaient ne mouraient pas. Jésus s'est approprié ce symbole. «De même que le serpent de bronze fut élevé par Moïse dans le désert, dit-il à Nicodème, ainsi faut-il que le Fils de l'homme soit élevé, afin qu'en lui tout homme qui croit ait la vie éternelle (Jn 3, 14-15)». Nous aussi, en ce moment, nous sommes mordus par un «serpent» venimeux invisible.

Regardons celui qui a été «élevé» pour nous sur la croix. Adorons-le pour nous et pour toute l'humanité. Qui le regarde avec foi ne meurt pas. Et s'il meurt, ce sera pour entrer dans une vie éternelle. «Après trois jours, je me lèverai», avait prédit Jésus (Mt 9,31). Nous aussi, après ces jours que nous espérons courts, nous nous lèverons et sortirons des tombeaux que sont devenus nos maisons. Non pas pour revenir à l'ancienne vie comme Lazare, mais à une nouvelle vie, comme Jésus. Une vie plus fraternelle, plus humaine. Plus chrétienne! ♦

Père Raniero Cantalamessa, O.F.M. CAP

«Cette pandémie a-t-elle un sens?»

Les lecteurs réguliers de *Vers Demain* connaissent maintenant le Père Henri Boulad – jésuite égyptien (photo de droite), auteur d'une trentaine de livres publiés en 15 langues, et qui donne des conférences partout dans le monde – puisqu'il a participé à notre session d'étude à Rougemont en septembre 2019, et en a fait d'excellents commentaires (voir *Vers Demain* d'octobre-novembre-décembre 2019). On peut retrouver son homélie de chaque dimanche sur le site internet [youtube.com/HenriBouladOnline](https://www.youtube.com/HenriBouladOnline). Voici la retranscription de son homélie du dimanche de Pâques, 12 avril 2020, qui porte justement sur le sujet dont parle tout le monde de ce temps-ci, la pandémie du coronavirus:



Mes chers amis, beaucoup d'entre vous attendent de moi un commentaire sur ce qui se passe actuellement avec le coronavirus. Ils s'étonnent de mon silence sur un tel sujet qui est dans toutes les têtes, tous les cœurs, sur toutes les lèvres et dans tous les postes de télévision, etc. J'attendais.

J'attendais pourquoi? J'attendais parce que je ne voyais pas clair, mais je me dis: «Mais enfin, est-ce que derrière cette épidémie, cette pandémie, y a-t-il quelque chose – pas sur le plan politique, une quelconque manipulation, non – mais sur le plan du sens: cette pandémie a-t-elle un sens?»

Il est clair que chacun de vous s'interroge: «Qu'est-ce que cela signifie?» Car cela signifie quelque chose! Vous allez me dire: «Il ne faut pas chercher de midi à 14 heures.» Non. Une telle catastrophe qui, pour la première fois dans l'histoire, a envahi le monde entier, doit avoir un sens.

Vous allez me dire: «Ah, vous allez introduire Dieu dans l'histoire: Dieu se venge, Dieu est en colère, Dieu nous punit...»

Oui, j'introduis Dieu, car Dieu n'est pas extérieur à ça, Il vit avec nous cette tragédie, et s'Il la laisse venir, s'Il l'a laissée venir, c'est peut-être pour nous transmettre un message.

Un signe des temps

Le Concile Vatican II nous invite à lire les signes des temps: y a-t-il un signe plus éclatant que cette épidémie? Non. Alors qu'est-ce qu'elle dit si nous la lisons, qu'est-ce que cela nous dit?

Je ne veux pas apporter de réponse définitive car je n'en ai pas, mais je cherche et je vous invite tous à réfléchir et à chercher: «Seigneur, veux-tu nous dire quelque chose à travers ce qui se passe; quel est ton message?»

J'écarte la colère, j'écarte le châtement, alors c'est

quoi? Eh bien, c'est pour nous réveiller: un peu comme quelqu'un qui conduit une voiture et qui, lentement, s'endort et commence à faire fausse route, il va se casser la figure. Alors son voisin, qui est assis à côté, voit la chose et lui donne un coup en pleine poitrine en lui disant: «Réveille-toi!»

Cette pandémie devrait nous réveiller d'un sommeil, de l'inconscience dans laquelle nous sommes plongés et il fallait un grand coup pour nous dire: «Stop! Où vas-tu? Où cours-tu? Que fais-tu? Que veux-tu?»

Je vois, par la fenêtre, des voitures défilier à toute vitesse sur la grande autoroute qui est en face de nous. Ça court! Dans un sens puis dans l'autre, et ça court! Tout le monde court, toutes les voitures courent, mais arrête-toi! Stop! Nous courons comme des toupies, et finalement, nous ne voyons pas. On se demande finalement si nous savons ce que nous voulons et où nous allons.

Un coup d'arrêt

Alors, cette pandémie est un coup d'arrêt, un coup de frein: arrête. Interdit de sortir, interdit de se rencontrer, interdit de circuler interdit, interdit, etc. Ce que le bon sens et la raison auraient pu me suggérer, les circonstances s'en chargent. Et alors, à ce moment-là, ce qui se dissimulait, ce qui se cachait, ce qui était inconscient, apparaît à la surface.

L'inessentiel disparaît. On se dit, à ce moment-là: «Au fond, je peux être demain atteint de ce virus.» Chaque jour, j'entends que des milliers de personnes y succombent; alors, ça pourrait être mon tour.

Retrouver l'essentiel

Alors ce coup d'arrêt, c'est une invitation à mon avis à réfléchir: où est l'essentiel où est l'important, où allons-nous, pourquoi courons-nous? Un peu comme un verre plein de scories: tant que vous l'agitez, le liquide dans ce verre est opaque; laissez-le tranquille, laissez ces scories déposer au fond et vous verrez que le liquide est transparent et vous pourrez comprendre.

Notre âme est comme ça, notre monde est comme ça: il faut arrêter. Puissions-nous comprendre que ce que nous faisons maintenant, par la force des circonstances, nous devrions nous l'imposer chaque jour: chaque jour prendre un temps de recul, de repos, de contemplation, de méditation, de réflexion au-delà de tout l'inessentiel qui nous accapare. Nous obliger chaque jour à un temps où nous allons vers l'important.

Que ce temps d'arrêt, ce temps de repos forcé, nous puissions l'assumer, et nous demander: «Seigneur, aide-moi à voir clair, aide-moi à profiter de cette occasion unique qui m'est offerte pour réfléchir et retrouver l'essentiel. ♦

Père Henri Boulad, sj

Dieu, le mal, le coronavirus, et après ?

par l'abbé Guy Pagès

La pandémie aux dimensions mondiales du covid-19 a ceci de bon qu'elle permet à beaucoup de se poser enfin de bonnes questions. Confiné dans sa retraite, en ce temps de carême, chacun fait face, comme un bon moine, à sa mort, peut-être très prochaine. S'en suit la recherche du sens de la vie, de sa vie:

Quel sens aura ma vie lorsque je mourrai? Aucun? Mais si c'est le cas, pourquoi vouloir vivre? Si je ne connais pas le but de ma vie, pourquoi ferais-je un pas dans telle direction plutôt que dans telle autre? Me voilà cloué sur place! Et bouger signifierait se conduire littéralement en insensé!

Voilà que le confinement physique qui nous est imposé exprime si bien l'existence de tous ceux qui n'ont pas encore découvert leur raison d'être nés, de souffrir et de mourir; raison sans laquelle il est impossible de mener une vie humaine.

Et devant l'imprévu et l'ampleur des conséquences induites par la pandémie, surgit l'idée de l'existence d'une réalité (la covid-19)... aussi méconnue que puissante, capable de faire mordre la poussière à la société mondialisée, ridiculisant ses prétentions et sa puissance! L'incommensurable disproportion entre le caractère microscopique du virus et les dégâts qu'il provoque amplifie l'effroi de cette découverte.

L'hypothèse de l'existence de Dieu refait surface. Par le coronavirus et l'humiliation qu'il leur inflige, Dieu Se rappelle au souvenir des dirigeants du monde, en particulier de l'Europe et de la France, qui L'ont si bien évacué de leur univers mental et de la société qu'ils s'efforcent de bâtir sans Lui.

Comment, après le coronavirus, continuer à vivre comme si Dieu n'existait pas, et ne pas Lui offrir le culte auquel Il a droit? En Corée du Nord, il est interdit de croire en Dieu, mais il est obligatoire de rendre un culte public au dictateur. Est-ce cela que nous voulons? Car si Dieu n'est pas Dieu, c'est que l'homme prend Sa place.

Et ceux qui estiment encore avoir autant de raisons de ne pas croire que de croire en l'existence de Dieu, parce que le verre est à moitié plein, et donc aussi à moitié vide, ne peuvent-ils pas reconnaître en cet infini respect de notre liberté, une preuve supplémentaire, et suréminente, de l'infinie sainteté et perfection de Dieu?

Reste la question du mal: **Si Dieu existe, pourquoi le mal? Pour les athées, la preuve que Dieu n'existe pas, c'est justement l'existence du mal.** Dieu n'aurait pas dû créer le monde sachant qu'il allait y avoir du

mal. Qui n'entend les sarcasmes du Diable crachés au visage de Dieu: «C'est ta faute! Si tu n'avais pas créé le monde, ces enfants ne naîtraient pas infirmes, ne mourraient pas de faim! Ces innocents ne seraient pas violés, condamnés! Si Tu n'avais pas créé le monde, toutes ces horreurs n'existeraient pas! C'est ta faute! Honte à Toi!».

Mais qui ne voit aussi se dessiner déjà les traits de la Passion du Seigneur venant racheter l'humanité... Les athées ne se rendent pas compte qu'en postulant le mal incompatible avec la notion de Dieu, ils témoignent contre eux-mêmes qu'ils connaissent quelque chose de Dieu, à savoir que Dieu est nécessairement bon, en sorte que si le mal existe, c'est que Dieu n'existe pas. Et ce faisant, au lieu de prouver l'inexistence de Dieu, ils prouvent le contraire...

De plus, si Dieu, sachant que le mal allait advenir, aurait dû renoncer à créer, alors, le Mal aurait été plus puissant que Dieu, puisqu'il L'aurait empêché de créer...

Grâce au coronavirus, le projet mondialiste et le culte de la nature uniquement bonne sont maintenant beaucoup moins séduisants... Et c'est pourquoi, je le redis, **l'après coronavirus doit comprendre la reconnaissance publique de l'existence du Dieu Créateur, et son adoration, comme première protection des malheurs qu'une gouvernance athée ou païenne du monde ne peut qu'engendrer.**

Mais revenons à la question: Si Dieu existe, pourquoi le mal? Dieu n'est pas l'auteur du mal Il n'est que bon, et le mal Lui est donc étranger. C'est ainsi que l'on comprend que le mal n'est pas quelque chose qui est, mais quelque chose qui n'est pas. Le mal est le manque, le refus du bien, et par essence le rejet de Dieu qui est l'Être et la Source de ce qui est. Tous les maux physiques découlent de ce mal moral appelé péché. Le premier péché a entraîné la souffrance, l'ignorance, la concupiscence, la mort... La souffrance est l'absence de bien-être, l'ignorance, l'absence de connaissance, la concupiscence, l'absence de chasteté, et la mort, l'absence de vie. (...)

Cette crise du coronavirus fait apparaître le caractère vital de la solidarité familiale, communale, professionnelle, régionale, nationale, et du principe de subsidiarité qui doit relier ces différentes réalités. Les dysfonctionnements criminels dans la gestion de cette crise, et les grandes misères sociales et économiques qui s'annoncent, remettent en cause les principes directeurs de l'action publique, l'oubli du principe de réalité, le mépris du bien commun.

Doivent être définitivement condamnées la franc-maçonnerie et les politiques qu'elle a initiées pour



Abbé Guy Pagès

détruire la famille, par la légalisation, entre autres, du divorce, de l'avortement, de l'homosexualité, et pour détruire la nation, par la perte des pouvoirs régaliens et la disparition des frontières, dans le but de créer, «ordo ad chaos», l'individu-roi, mais seul, et donc sans défense, face au pouvoir abstrait et inhumain d'une secte de ploutocrates apatrides et putrides à la mode Soros.

Les libertaires, qui ont rejeté le service du bien commun comme devoir moral, au nom de quoi veulent-ils aujourd'hui être soignés? Sur quoi fonder l'amour désintéressé du prochain, et la défense du bien commun? (...) Comment des personnes capables de tuer leurs concitoyens, même et surtout les plus faibles (par l'avortement), ou de nier la différence entre un homme et une femme, tel Emmanuel Macron disant que pour être un père il n'est pas nécessaire d'être un mâle, comment peut-on confier à de telles personnes une responsabilité? En d'autres temps ils seraient mis en prison.

Mais revenons à nos moutons: Dieu n'est pas responsable du mal ni de la façon dont il frappe. **Reste que si Dieu, sachant qu'il allait y avoir du mal, a quand même créé, c'est donc qu'il savait aussi qu'il aurait le dernier mot! Et ce dernier mot, c'est Jésus-Christ, qui, par Sa mort et Sa résurrection, a détruit le mal et introduit en la vie divine ceux qui Le suivent sur le chemin de l'Amour. Tel le feu qui transforme tout en lui-même, l'amour ne rencontre pas d'obstacle, mais se sert de tout pour aimer toujours plus!**

Inutile donc de dire que Dieu aurait dû arrêter le temps dès le premier péché pour empêcher le développement du mal, ou bien qu'il aurait dû supprimer la souffrance de l'existence. Si Dieu avait arrêté le temps, nous ne saurions pas là pour en parler, ni n'aurions la grâce de pouvoir connaître et aimer le Christ! Si Dieu avait supprimé maladies, douleurs, violences, catastrophes et la mort, alors nous pécherions sans fin, et ne connaîtrions jamais la vie du Ciel... Quel cauchemar! La vie la plus belle est donc celle en laquelle chacun est libre d'aimer! À ses risques et périls, mais en toute justice, Dieu ayant le dernier mot au Jour du Jugement et de l'éternité.

En attendant ce jour, voici quelques conseils: Je vous invite à

- Considérer que la vie nous a été donnée gratuitement, et que nous devons la donner à notre tour gratuitement, pour nous montrer dignes de l'avoir reçue. Nous n'avons rien payé pour exister. Alors, au lieu de nous plaindre de la vie que nous n'avons pas, commençons par remercier Dieu, et nos parents, pour celle que nous avons, et qui grosse de vie éternelle. Si nous ne sommes pas reconnaissants pour ce que nous avons reçu, pourquoi Dieu donnerait-il davantage?

- Offrir en sacrifices, preuves d'un amour pur, nos multiples peines, à la suite du Christ portant Sa croix pour expier nos péchés et demander le salut des

pécheurs. Au lieu de souffrir et mourir bêtement, à contrecœur, soyons heureux de pouvoir nous associer à l'œuvre de salut du Christ. D'où vient la vocation du personnel médical donnant sa vie pour que d'autres vivent, sinon des chrétiens fondateurs d'hospices et d'hôtel-Dieu?

Nous ne devons plus accepter de bâtir une société qui méprise Dieu et Son amour créateur et sauveur, mais il faut au contraire que son culte public inspire à chacun le devoir et la joie de nous aimer les uns les autres comme Il nous en a montré l'exemple. ♦

Abbé Guy Pagès
6 avril 2020

Dieu et le barbier

Un homme s'était rendu dans un salon de coiffure pour se faire couper les cheveux et tailler la barbe. Lui et le coiffeur parlaient de choses et d'autres. C'est ainsi qu'ils en vinrent incidemment à parler de Dieu, et c'est alors que le coiffeur déclara:

« — Je ne crois pas que Dieu existe.

— Ah bon et pourquoi dites-vous cela ? a demandé le client.

— Eh bien, il suffit de sortir dans la rue pour se rendre compte que Dieu n'existe pas. Dites-moi, si Dieu existait, y aurait-il tant de malades ? Y aurait-il des enfants abandonnés ? Si Dieu existait, il n'y aurait ni douleur ni souffrance. Je ne peux pas imaginer un Dieu d'amour qui permettrait toutes ces choses. »

Le coiffeur finit son travail et le client quitta le magasin. Juste après avoir quitté le salon de coiffure, le client vit un homme dans la rue avec de longs cheveux gras, embrouillés et une barbe hirsute. Il avait l'air sale et négligé. Le client s'en retourna et pénétra à nouveau dans le salon de coiffure. Il dit alors au coiffeur:

« — Vous savez quoi ? Les barbiers n'existent pas.

— Comment pouvez-vous dire ça ? demanda le coiffeur surpris. Je suis ici, je suis coiffeur et je viens de travailler sur vous !

— N'empêche ! s'exclama le client, les barbiers n'existent pas... parce que s'ils existaient, il n'y aurait plus de gens avec des cheveux longs et sales et une barbe en broussaille comme cet homme dehors.

— Ah, mais tout de même les barbiers existent ! Ça, c'est ce qui arrive quand les gens ne font pas appel à moi.

— Exactement ! répondit le client. C'est le but ! Dieu existe aussi ! C'est parce que les gens ne cherchent pas d'aide auprès de Dieu qu'il y a tant de souffrances dans le monde. » ♦

Le temps du réveil de l'âme

En ce temps de pandémie et de confinement, Mgr Christian Lépine, archevêque de Montréal, a publié une série de lettres pastorales pour redonner espoir aux gens et faire grandir leur foi. Voici le texte de sa 4e lettre pastorale, datée du 25 mars 2020, intitulé «Le temps du réveil de l'âme»:

Chers frères et chères sœurs,

Dans un monde qui se construit souvent sans Dieu et qui donne la priorité à ce que l'on peut voir, toucher et mesurer, l'être humain ne cesse pas d'être fait pour Dieu et de chercher un sens à sa vie qui peut résister à l'échec, à l'expérience de la fragilité, à la souffrance et à la mort.

Que reste-t-il d'un sens à la vie basé sur le succès lorsque survient l'échec, sur la santé lorsque survient la maladie, sur la gloire humaine lorsque survient l'humiliation, sur la richesse lorsque survient l'appauvrissement? Comme certains l'ont exprimé, ne peut-on pas dire que c'est le jour où l'on donne un sens à sa mort que l'on donne un sens à sa vie (cf. Saint-Exupéry).

Que devient le sens de notre vie lorsque notre soif d'absolu et de plénitude de bonheur se projette dans des réalités limitées, dont la somme ne pourra toujours qu'être limitée et nous laisser le cœur vide (cf. Blondel).

Dans un univers où on ne voit que le visible, que la matière, tout finit par périr. Et si tout finit par périr, la vie n'a pas véritablement de sens. « Mangeons et buvons, car demain nous mourrons » (saint Paul). Alors que l'on parle de développement durable, ne faudrait-il pas parler de sens durable à la vie? Et pour parler de sens durable ne faut-il pas parler d'éternité, d'une éternité qui se profile à l'horizon de notre vie et vers laquelle nous marchons, d'une éternité qui vient à notre rencontre et que nous accueillons.

L'éternité comme plénitude de vie éternelle, comme existence de Dieu, comme rencontre avec Dieu. Cela pourrait sembler très abstrait, pourtant il n'y a rien de plus concret. Nous faisons l'expérience que vivre dans l'oubli de Dieu conduit à vivre dans l'oubli de l'être humain, de la dignité de la personne humaine dont la vie même a une valeur en soi de la conception à la mort naturelle.

Dieu est Esprit et fonde notre existence en donnant consistance et sens à notre existence et à notre vie. Lorsque l'on ne sait plus ce qu'est l'être humain, homme et femme, c'est un signe que l'on ne connaît plus Dieu. Lorsque l'être humain n'est plus que le fruit

du hasard qui se dissout comme une ombre dans la nuit de la mort, cela devient paradoxalement le signe que Dieu existe.

Lorsqu'il n'y a plus que des sens passagers à la vie, il n'y a plus de sens à la vie. Mais l'être humain résiste au non-sens. Il sait au fond de son âme, au centre de son cœur, à la cime de son esprit qu'il a soif d'une eau durable, d'une eau qui demeure, de vie éternelle. Il a soif de Dieu. Sa soif qui survit à tous les oublis, à toutes les négligences et à toutes les fuites est un signe qu'il est dans le monde, mais qu'il dépasse le monde (cf. saint Jean-Paul II).

S'il n'y avait que la matière, que le végétal, que l'animal, que le corps biologique, il n'y aurait pas de soif d'absolu, d'yeux plus grands que la panse, d'aspiration profonde de tout son être à une plénitude d'existence et de vie, d'amour et de bonheur. Si l'être humain n'était que corps il n'y aurait que des désirs limités. L'être humain oublie son humanité lorsqu'il oublie le désir de Dieu qui l'habite (cf. Henri de Lubac).

N'est-il pas temps de retrouver l'âme qui est esprit ouvert à Dieu, et qui connaît et se donne à travers le corps. Il ne s'agit pas pour l'âme de négliger ou de refouler le corps, comme il ne s'agit pas pour le corps d'oublier l'âme. L'être humain existe corps et âme. « Je suis corps et âme ». Le corps humain est une pure valeur, mais il existe avec l'âme.

C'est dans l'âme que retentissent la soif d'infini, le désir d'un amour qui donne tout, l'espérance d'une fécondité qui porte des fruits, un fruit qui demeure (saint Jean). C'est dans l'âme qu'est mon cœur qui bat et qui veut battre pour toujours (cf. Péguy).

L'âme est invisible, mais elle est pourtant visible. Lorsque je l'oublie, mon humanité s'affaiblit, ma force de vivre et d'aimer gratuitement s'étirole. Comme la faiblesse du corps qui ne respire pas est un signe que le corps est fait pour respirer, la faiblesse de ma vie lorsqu'elle n'aime pas est un signe que la vie est faite pour respirer. Je suis une personne qui existe corps et âme et je suis fait pour respirer corps et âme. Je suis corps fait pour respirer, mais je suis aussi âme faite pour respirer. Le corps est fait pour respirer l'air ambiant. L'âme spirituelle est faite pour respirer Dieu qui est Esprit.

L'âme qui respire c'est l'âme qui prie. Comme en témoignent tous les saints et toutes les saintes, la prière est la respiration de l'âme. Retrouver l'âme c'est



Mgr Christian Lépine

retrouver la prière. Retrouver la prière c'est retrouver l'âme. La prière est à la fois l'état et l'acte le plus humble où je me reconnais comme créature de Dieu.

Dans la prière je me tiens devant Dieu, Infini et Éternel, je l'adore en me prosternant corps et âme, je m'en remets à Lui : Dieu Saint je vous adore profondément (cf. l'ange à Fatima), je remets ma vie et mon esprit entre tes mains (cf. la Croix du Christ). Devant Dieu je découvre qui je suis, que je suis créé à l'image de Dieu, que je suis aimé de Dieu et que je suis appelé à aimer Dieu et les autres. Le commandement de Dieu lui-même nous révèle ce qui habite notre cœur, mais que nous n'entendons plus : Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme et de tout ton esprit, et ton prochain comme toi-même (cf. Bible).

(...) Même si nous avons la foi, peut-être avons-nous, sinon oublié, du moins négligé notre âme, en remettant trop souvent la prière au lendemain. Laissons Dieu nous corriger, laissons l'Esprit-Saint nous conduire à nous tenir devant Jésus-Christ et à l'adorer, laissons Jésus-Christ nous transformer en enfants de

lumière (cf. saint Paul), en fils et filles du Père éternel.

C'est à ce prix que nous réveillerons notre âme et que nous pourrions devenir des éveilleurs d'âme dans le monde d'aujourd'hui, quel que soit le qualificatif qu'on lui donne : post-chrétienté, modernité, postmodernité, sécularisme, laïcité.

Les cultures sont différentes et changent, les époques varient, mais l'être humain est toujours un être humain et nous avons besoin de le redécouvrir sans cesse à la lumière de la raison et de la foi. Les sources ne manquent pas dans la Bible, le Magistère et les docteurs de l'Église. Les témoignages ne manquent pas avec les saints et les saintes, la grâce ne manque pas avec Jésus-Christ et le don de l'Esprit-Saint.

Les temps que nous vivons sont des temps où nous sommes appelés à faire retentir le temps du réveil de l'âme. Les jeunes, les couples, les familles et les aînés sont dans l'attente d'une Parole de vie : âmes, réveillez-vous, levez-vous, corps et âmes. ❖

† **Christian Lépine**
Archevêque de Montréal

«Cette épidémie disperse la fumée de l'illusion»

Dans un interview publié dans la revue Valeurs actuelles (n. 4350, 9 avril 2020, le cardinal Robert Sarah, confiné au Vatican, explique ce que lui inspire la crise du coronavirus :

Ce virus a agi comme un révélateur. En quelques semaines, la grande illusion d'un monde matérialiste qui se croyait tout-puissant semble s'être effondrée. Il y a quelques jours, les politiciens nous parlaient de croissance, de retraites, de réduction du chômage. Ils étaient sûrs d'eux. Et voilà qu'un virus, un virus microscopique, a mis à genoux ce monde qui se regardait, qui se contemplait lui-même, ivre d'autosatisfaction parce qu'il se croyait invulnérable.

La crise actuelle est une parabole. Elle révèle combien tout ce en quoi on nous invitait à croire était inconsistent, fragile et vide. On nous disait: vous pourrez consommer sans limites! Mais l'économie s'est effondrée et les Bourses dévissent. Les faillites sont partout. On nous promettait de repousser toujours plus loin les limites de la nature humaine par une science triomphante. On nous parlait de PMA (procréa-

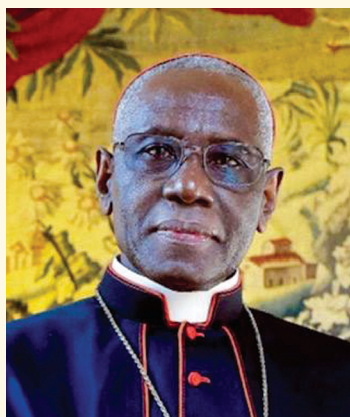
tion médicalement assistée), de GPA (gestation pour autrui), de transhumanisme (transformer le corps humain), d'humanité augmentée. On nous vantait un homme de synthèse et une huma-

nité que les biotechnologies rendraient invincible et immortelle. Mais nous voilà affolés, confinés par un virus dont on ne sait presque rien. L'«épidémie» était un mot dépassé, médiéval. Il est soudain devenu notre quotidien.

Je crois que cette épidémie a dispersé la fumée de l'illusion. L'homme soi-disant tout-puissant apparaît dans sa réalité crue. Le voilà nu. Sa faiblesse et sa vulnérabilité sont criantes. Le fait d'être confinés à la maison nous permet-

tra, je l'espère, de nous tourner de nouveau vers les choses essentielles, de redécouvrir l'importance de nos rapports avec Dieu, et donc la centralité de la prière dans l'existence humaine. Et, dans la conscience de notre fragilité, de nous confier à Dieu et à sa miséricorde paternelle.

† **Cardinal Robert Sarah**
Préfet de la Congrégation pour le culte divin
et la discipline des sacrements



Cardinal Robert Sarah

Réflexions sur l'après-coronavirus à la lumière de la doctrine sociale de l'Église

Dans un article daté du 19 mars 2020 et dont la traduction en français a paru sur le blogue de Jeanne Smits, journaliste catholique pro-vie, Mgr Giampaolo Crepaldi, archevêque de Trieste en Italie depuis 2009, souligne comment la COVID-19 met à mal les grandes erreurs de notre temps, y compris le rejet du principe de subsidiarité et son remplacement par le mondialisme supranational. Mgr Crepaldi est un spécialiste de la doctrine sociale de l'Église, ayant été, de 2001 à 2009, secrétaire du Conseil pontifical Justice et Paix au Vatican. En 2003, il a fondé l'Observatoire Centre international Cardinal Van Thuan sur la doctrine sociale de l'Église, dont il est encore le président. Voici des extraits de cet article:



Mgr Giampaolo Crepaldi

par Mgr Giampaolo Crepaldi

Plus rien ne sera comme avant

L'épidémie liée à la propagation de la COVID-19 a un fort impact sur de nombreux aspects de la coexistence entre les hommes et pour cette raison, elle nécessite également une analyse du point de vue de la Doctrine Sociale de l'Église. La contagion est avant tout un événement sanitaire et cela suffit à la relier directement à l'objectif du bien commun. La santé en fait certainement partie.

Le financement des soins de santé, un problème que le coronavirus met très clairement en évidence, est un problème moral central dans la poursuite du bien commun. Il est urgent de réfléchir tant aux objectifs du système de santé qu'à sa gestion et à l'utilisation des ressources, car l'examen du passé récent laisse constater une réduction significative du financement des établissements de soins de santé. L'épidémie menace en effet la fonctionnalité des filières productives et économiques, et leur blocage, s'il se prolonge, entraînera des faillites, du chômage, de la pauvreté, des difficultés et des conflits sociaux.

Le monde du travail sera soumis à de grands bouleversements, de nouvelles formes de soutien et de solidarité seront nécessaires et des choix drastiques devront être faits. **La question économique renvoie à celle du crédit et à la question monétaire et, par conséquent, aux relations de l'Italie avec l'Union européenne dont dépendent dans notre pays les**

décisions finales dans ces deux domaines.

Cela soulève à nouveau la question de la souveraineté nationale et de la mondialisation, faisant ressortir la nécessité de réexaminer la mondialisation comprise comme une machine systémique mondialiste, qui peut aussi être très vulnérable précisément en raison de son interrelation interne rigide et artificielle, de sorte que, lorsqu'un point névralgique est touché, elle provoque des dommages systémiques globaux difficiles à corriger. Lorsque les niveaux sociaux inférieurs sont soustraits à la souveraineté, tous seront emportés.

D'autre part, le coronavirus a également mis en évidence les «fermetures» des États, incapables de coopérer réellement même s'ils sont membres des institutions supranationales (dans le cas de l'Italie, l'Union européenne) auxquelles ils appartiennent. Enfin, l'épidémie a posé le problème de la relation du bien commun avec la religion catholique et de la relation entre l'État et l'Église. La suspension des messes et la fermeture des églises ne sont que quelques aspects de ce problème.

Tel semble donc être le tableau complexe des problèmes posés par l'épidémie du coronavirus. Ce sont des sujets qui interpellent la doctrine sociale de l'Église, c'est pourquoi notre Observatoire se sent appelé à proposer une réflexion, en sollicitant d'autres contributions dans ce sens.

La fin du naturalisme idéologique

Les sociétés étaient et sont toujours traversées par diverses formes idéologiques de naturalisme que l'expérience de cette épidémie pourrait corriger. L'exaltation d'une nature pure et originellement non contaminée dont l'homme serait le pollueur était intenable; elle l'est encore moins aujourd'hui. L'idée d'une Terre-Mère dotée à l'origine de son propre équilibre harmonieux avec l'esprit de laquelle l'homme devrait se connecter pour trouver la bonne relation avec les choses et avec lui-même est une absurdité que cette expérience pourrait faire disparaître. La nature doit être gouvernée par l'homme et les nouvelles idéologies panthéistes (et pas seulement elles) postmodernes sont inhumaines. La nature, au sens naturaliste du terme, produit également des déséquilibres et des

maladies et c'est pourquoi elle doit être humanisée. Ce n'est pas l'homme qui doit se naturaliser, mais la nature qui doit être humanisée.

La Révélation nous enseigne que la création est confiée à la garde et à la gouvernance de l'homme en vue du but ultime qui est Dieu. L'homme a le droit, parce qu'il en a le devoir, de gérer la création matérielle, de la régir et d'en tirer ce qui est nécessaire et utile pour le bien commun. La création est confiée par Dieu à l'homme, à son intervention selon la raison et à sa capacité de sage domination. L'homme est le régulateur de la création, et non l'inverse.

Les deux sens du mot «Salus»

Le terme «Salus» signifie santé, au sens sanitaire du terme, et il signifie également salut, au sens éthico-spirituel et surtout religieux. L'expérience actuelle du coronavirus témoigne une fois de plus que les deux significations sont liées. Les menaces pour la santé du corps induisent des changements dans les attitudes, dans la façon de penser, dans les valeurs à défendre. Ils mettent à l'épreuve le système moral de référence de la société tout entière. Elles exigent des comportements éthiquement valables, elles remettent en cause des attitudes égoïstes, désengagées, indifférentes, d'exploitation. Elles mettent en évidence des formes d'héroïsme dans la lutte commune contre la contagion et, en même temps, des formes de pillage de ceux qui profitent de la situation. La lutte contre la contagion exige une recomposition morale de la société en termes de comportement sain, solidaire et respectueux, peut-être plus importante que la recomposition des ressources.

Le défi de la santé physique est donc lié au défi de la santé morale. Nous devons repenser en profondeur les dérives immorales de notre société, à tous les niveaux. Souvent, les malheurs naturels ne sont pas entièrement naturels, mais ont derrière eux les attitudes moralement désordonnées de l'homme. L'origine de la COVID-19 n'est pas encore définitivement clarifiée; elle pourrait même s'avérer ne pas être d'origine naturelle. Mais même si son origine purement naturelle est admise, son impact social remet en cause l'éthique communautaire. La réponse n'est pas et ne sera pas seulement scientifico-technique, mais aussi morale. Après la réponse technique, la grave crise du coronavirus devrait faire revivre la moralité publique sur un nouveau fondement solide.

Participation au bien commun

La participation éthique est nécessaire parce que le bien commun est en jeu. L'épidémie du coronavirus contredit tous ceux qui ont soutenu que le bien commun en tant que fin morale n'existe pas. Si tel était le cas, à quoi s'engageraient et pour quoi se battraient toutes les personnes à l'intérieur et à l'extérieur des institutions? À quel engagement les citoyens seraient-ils appelés par des ordonnances restrictives (le confi-

nement, par exemple) si ce n'est à un engagement moral pour le bien commun? Sur quel fondement dit-on qu'un certain comportement est «obligatoire» en ce moment? Ceux qui ont nié l'existence du bien commun ou qui en ont confié la mise en œuvre aux seules techniques, mais non à l'engagement moral pour le bien, sont aujourd'hui contredits par les faits. C'est le bien commun qui nous dit que la santé est un bien que nous devons tous promouvoir. C'est le bien commun qui nous dit que le mot *Salus* a deux significations.

Cette expérience du coronavirus va-t-elle être portée au point d'approfondir et d'élargir cette notion de bien commun? Alors que nous nous battons pour sauver la vie de tant de personnes, les procédures d'avortement procurées ne cessent pas, ni la vente de pilules abortives, ni les pratiques euthanasiques, ni les sacrifices d'embryons humains et bien d'autres pratiques contre la vie et la famille.

Un point important maintenant mis en évidence par la crise coronavirus est le rôle subsidiaire du crédit. Le blocage de grands secteurs de l'économie pour assurer une plus grande sécurité sanitaire et réduire la propagation du virus provoque une crise économique, notamment en termes de liquidités, pour les entreprises et les ménages. Si la crise dure longtemps, on s'attend à une crise de la circularité de la production et de la consommation, avec le spectre du chômage. Face à ces besoins, le rôle du crédit peut être fondamental et le système financier pourrait se racheter des nombreux délabrements condamnables du passé récent.

Souveraineté et mondialisation

L'expérience actuelle du coronavirus nous oblige également à reconsidérer les deux concepts de mondialisation et de souveraineté nationale. Il existe une mondialisation qui voit la planète entière comme un «système» de connexions et d'articulations rigides, une construction artificielle régie par des initiés, une série de vases communicants apparemment inébranlables. Cependant, un tel concept s'est également avéré faible car il suffit de frapper le système à un point donné pour créer un effet domino d'avalanche.

L'épidémie peut mettre en crise le système de santé, les quarantaines mettent en crise le système productif, ce qui provoque l'effondrement du système économique, la pauvreté et le chômage faisant que le système de crédit n'est plus alimenté, l'affaiblissement de la population l'expose à de nouvelles épidémies et ainsi de suite dans une série de cercles vicieux de dimension planétaire.

La mondialisation présentait jusqu'à hier ses splendeurs et ses gloires de parfait fonctionnement technico-fonctionnel, de certitudes incontestables sur l'obsolescence des États et des nations, de valeur absolue de la «société ouverte»: un seul monde, une seule religion, une seule morale universelle, un seul peuple mondialiste, une seule autorité mondiale.

► Mais un virus peut alors suffire à faire tomber le système, puisque les niveaux de réponse non globaux ont été désactivés. L'expérience que nous vivons nous met en garde contre une «société ouverte» ainsi comprise, à la fois parce qu'elle se place entre les mains du pouvoir de quelques-uns et parce que quelques autres mains pourraient la faire tomber comme un château de cartes. Cela ne signifie pas qu'il faille nier l'importance de la collaboration internationale qu'exigent les pandémies, mais cette collaboration n'a rien à voir avec les structures collectives, mécaniques, automatiques et systémiques mondiales.

Mort par coronavirus de l'Union européenne

L'expérience de ces jours a montré une fois de plus une Union européenne divisée et fantôme. Des différends égoïstes sont apparus entre les États membres plutôt que la coopération. L'Italie est restée isolée, elle a été laissée seule. La Commission européenne est intervenue tardivement et la Banque centrale européenne est intervenue mal. Face à l'épidémie, chaque État a pris des mesures pour se fermer. Les ressources nécessaires à l'Italie pour faire face à la situation d'urgence, qui en d'autres temps aurait été les siennes propre, comme par exemple avec la dévaluation de la monnaie, dépendent maintenant des décisions de l'Union devant lesquelles elle doit se prosterner.

Le coronavirus a définitivement démontré le caractère artificiel de l'Union européenne, incapable de faire coopérer entre eux les États auxquels elle a été superposée par l'acquisition de la souveraineté. Le manque de liant moral n'a pas été compensé par un liant institutionnel et politique. Il faut prendre acte de cette fin peu glorieuse, par coronavirus, de l'Union européenne et penser qu'une collaboration entre les États européens dans la lutte pour la santé est également possible en dehors des institutions politiques supranationales.

L'État et l'Église

Le mot *Salus* signifie, comme nous l'avons vu, aussi le salut, et pas seulement la santé... Se pose ici le problème de la relation essentielle que la vie politique entretient avec la religion, celle qui garantit le mieux la vérité de la vie politique. L'autorité politique affaiblit la lutte contre le mal, comme c'est le cas également avec l'épidémie actuelle, lorsqu'elle assimile les saintes messes à des initiatives récréatives, pensant qu'elles devraient être suspendues, peut-être même avant de suspendre d'autres formes de rassemblement qui sont certainement moins importants. Même l'Église peut se tromper lorsqu'elle n'affirme pas, pour le même bien commun authentique et complet, la nécessité publique des saintes messes et de l'ouverture des églises.

L'Église apporte sa contribution à la lutte contre l'épidémie sous les différentes formes d'assistance,

d'aide et de solidarité qu'elle sait mettre en œuvre, comme elle l'a toujours fait par le passé dans des cas similaires. Il convient toutefois de rester très attentif à la dimension religieuse de sa contribution, afin qu'elle ne soit pas considérée comme une simple expression de la société civile. C'est la raison de l'importance de ce que le pape François a dit lorsqu'il a prié le Saint-Esprit de donner aux «pasteurs la capacité pastorale et le discernement nécessaires pour prendre des mesures qui ne laissent pas seul le peuple fidèle de Dieu. Que le peuple de Dieu se sente accompagné par les pasteurs et le réconfort de la Parole de Dieu, des sacrements et de la prière», naturellement avec le bon sens et la prudence que la situation exige.

Cette urgence du coronavirus peut être vécue par tous «comme si Dieu n'existait pas» et en ce cas, la phase suivante, lorsque l'urgence prendra fin, appliquera également une telle vision des choses comme une suite logique. De cette façon, cependant, le lien entre la santé physique et la santé morale et religieuse que cette douloureuse urgence a mis au jour aura été oublié. Si, au contraire, on ressent le besoin de revenir à la reconnaissance de la place de Dieu dans le monde, alors les relations entre la politique et la religion catholique et entre l'État et l'Église pourront également prendre le bon chemin.

L'urgence de l'épidémie actuelle interpelle profondément la doctrine sociale de l'Église. Il s'agit d'un patrimoine de foi et de raison qui, à l'heure actuelle, peut apporter une grande aide dans la lutte contre l'infection, lutte qui doit concerner tous les niveaux de la vie sociale et politique. Surtout, il peut apporter une aide en vue du post-coronavirus. Nous avons besoin d'une vue d'ensemble qui n'exclut aucune perspective vraiment importante. La vie sociale exige cohérence et synthèse, surtout en cas de difficultés. C'est pourquoi, dans les difficultés, les hommes qui savent regarder en profondeur et vers le haut peuvent trouver des solutions et même des occasions d'améliorer les choses par rapport au passé. (*Note de Vers Demain : une solution qui améliorerait les choses, c'est le Crédit Social de Douglas et Louis Even.*) ♦

† Giancarlo Crepaldi
Archevêque de Trieste

Source : <https://leblogdejeannesmits.blogspot.com/2020/03/mgr-crepaldi-de-trieste-evoque-le.html>

«La bataille finale de la chrétienté se fera autour du problème de l'argent, et tant que ce problème ne sera pas résolu, il ne pourra y avoir d'application universelle du christianisme.» – Honoré de Balzac, écrivain français



Que sera le monde de demain ?

par Louis Even

Un changement est inévitable

Personne sauf peut-être des exploiters et des privilégiés du système — ne soutiendra que l'état de choses actuel donne généralement satisfaction. Au contraire. Pratiquement toute la population, dans presque tous les pays, est peut-on dire, dans un état de révolte. Révolte qui prend bien des aspects divers.

Les employés sont en révolte contre les conditions de travail qui leur sont faites. Les employeurs sont en révolte contre les restrictions financières, contre les ingérences gouvernementales, contre les difficultés au travers desquelles ils doivent conduire leurs entreprises. Les contribuables regimbent contre le fardeau croissant des dettes qu'on leur impose. Les chômeurs, les destitués, les sans-le-sou sont en révolte contre le sort désespérant qui est le leur.

La révolte, la réaction contre des conditions irritantes n'est pas une mauvaise chose. C'est le fait d'hommes qui ne veulent pas se laisser amoindrir ou détruire par un milieu malsain qui entrave l'épanouissement de leur personnalité. La révolte contre ce milieu est la première condition pour se décider à prendre les moyens de le modifier. La révolte est précurseur, soit d'un bouleversement, soit au moins d'un grand changement.

La révolte étant générale et croissante aujourd'hui, on peut certainement en conclure que des changements fondamentaux sont inévitables. C'est un lieu commun de dire que le monde actuel est en gestation. Mais reste à savoir ce qui en sortira. Sera-ce une révolution et un chaos, invitant une dictature ? Ou bien verrons-nous des changements ordonnés de façon à procurer au moins graduellement une satisfaction générale ?

Un objectif social commun

Toute association a pour fin de permettre à ses membres d'obtenir ce qu'ils désirent, plus facilement qu'ils ne le pourraient isolément. C'est, le cas des syndicats ouvriers, ou agricoles, ou patronaux ; des compagnies, des coopératives, des clubs sportifs, etc. Ces associations particulières poursuivent les buts spécifiques pour lesquels leurs membres se sont associés ; sinon, elles se disloqueraient.

La grande société, embrassant tous les citoyens, son objectif — l'objectif social — doit être de faciliter

Les élites financières, associées aux puissances des ténèbres, veulent profiter de cette pandémie du coronavirus pour imposer leur gouvernement mondial, avec une seule monnaie mondiale, etc. Dans leur orgueil, ils se croient déjà vainqueurs. Mais ils pourraient bien se faire jouer un tour par la Divine Providence, qui peut aussi se servir de cette pandémie pour faire en sorte que les gens voient clair dans leur jeu et choisissent plutôt un système respectueux de la personne humaine, comme le Crédit Social.

Dans cet article publié pour la première fois en mars 1960, M. Even parle d'un choix à faire entre le communisme ou le crédit social. Il est vrai que depuis ce temps il y a eu la chute du communisme en Russie et les pays d'Europe de l'Est, mais il ne faut pas oublier que la révolution bolchévique de 1917 avait été financée par les banquiers de Wall Street dans le but de donner l'aperçu dans un pays de ce que serait leur gouvernement mondial (ou Nouvel Ordre Mondial) à l'échelle de la planète.

Et ne pas oublier aussi que les socialistes de l'école fabianiste de Londres (Sydney Webb, George Bernard Shaw), fondateurs de la London School of Economics, partageaient les mêmes idées que Karl Marx sur le communisme, mais différaient d'opinion sur la façon d'y arriver : alors que Marx prônait la révolution par la force, eux prônaient plutôt d'arriver au communisme petit à petit, par étapes, en appliquant chaque jour davantage des lois socialistes et centralisatrices.

Comme l'écrivait le Père Peter Coffey d'Irlande, mentionné dans le numéro précédent (mars-avril 2020) de Vers Demain dans une lettre écrite le 3 mars 1932 à un jésuite canadien, le Père Richard :

«J'ai étudié le sujet durant 15 années et je considère une réforme financière (telle que proposée par Douglas comme essentielle au rétablissement d'un système économique chrétien de propriété) largement répandue et par conséquent, la seule option à opposer à celle d'un communisme révolutionnaire, violent et athée.

«Quant à la possibilité de réaliser cette réforme dans le concret avec la psychologie de masse d'un public dopé et avec toute la puissance de la presse capitaliste mondiale alignée contre elle, c'est le secret des dieux ! Mais je ne vois qu'une alternative : c'est ou bien le Crédit Social de Douglas ou bien le chaos du communisme. Tout le nœud de la tragique transition du capitalisme au communisme est actuellement situé dans la finance.»

A. Pilote



Louis Even (1885-1974)
Fondateur de Vers Demain

► ter au peuple l'acquisition des biens que les citoyens, dans leur ensemble, s'accordent à désirer.

Les besoins d'une population sont certainement nombreux et variés. Parmi les individus qui la composent, les uns peuvent vouloir ardemment des choses qui en laissent d'autres totalement indifférents. Et l'ordre social serait bien imparfait s'il donnait la priorité à la satisfaction d'un petit nombre, pendant que le grand nombre souffrirait de frustrations dans la poursuite d'objectifs fondamentaux.

Or, il est certainement deux choses que chacun cherche premièrement et avant tout dans la société où il vit. Ces deux choses sont :

1. **La sécurité économique;**
2. **La liberté personnelle.**

Par sécurité économique, entendons l'accès aux choses nécessaires à la vie, le moyen de satisfaire les besoins essentiels de l'individu. Donc: nourriture, vêtement, logement, soins de santé, et le degré d'instruction indispensable à tout citoyen dans le monde actuel.

Théoriquement, la liberté personnelle, est d'un rang supérieur à la sécurité économique. Mais dans la pratique, la liberté ne peut guère s'affirmer avant la satisfaction au moins du nécessaire. Le nécessaire est l'esclave des conditions qu'on lui impose pour avoir le droit de vivre. Il n'est pas libre, à moins de renoncer à vivre.

D'autre part, une fois le nécessaire obtenu, surtout au niveau d'une honnête subsistance, l'homme qui a le sens de la liberté peut refuser des programmes qui l'enchaîneraient, tout en l'enrichissant matériellement. Il considère la liberté comme une richesse supérieure à l'argent ou à un plus grand confort matériel.

Quant à l'homme insatiable qui court toujours après une fortune plus grosse, qui poursuit l'argent, plus d'argent, et encore plus d'argent, il est, lui aussi, un esclave: esclave de l'argent.

Disons que la liberté commence avec la satisfaction du nécessaire et cesse avec la poursuite du superflu.

Socialisme ou Crédit Social ?

En matière de sécurité économique, des hommes politiques, des économistes aussi, et même des sociologues, disent que la garantie de la sécurité économique exige le sacrifice d'une partie de la liberté personnelle. En quoi ils tiennent, inconsciemment peut-être, de l'école socialiste. Ils peuvent bien citer des exemples pris dans les législations actuelles; mais c'est justement parce que les gouvernements actuels, de n'importe quel nom, cherchent des améliorations dans cette ligne plutôt que de s'attaquer au système financier qui les y force.

Les socialistes promettent bien la sécurité écono-

*«Seigneur, ne me donne
ni pauvreté ni richesse,
laisse-moi goûter ma part de
pain, de crainte que, comblé,
je ne me détourne et ne dise:
'Qui est Yahvé?' ou encore,
qu'indigent, je ne vole et ne
profane le nom de mon Dieu»
(Proverbes 30, 8-9)*



mique à tous — mais moyennant centralisation, dirigisme, plans, conduite de l'économie par l'État, avec bureaucratie, inspections, enquêtes, enrégimentations et tout le reste. Une société de citoyens classés; attelés et nourris. Comme les animaux domestiques, comme les chevaux dans l'écurie.

L'école créditiste ne veut point de cette sécurité économique-là. Elle veut pour chaque citoyen la sécurité du capitaliste, qui n'a point besoin d'être embauché, inspecté, enquêté, pour toucher les dividendes de son capital. Ce n'est pas lui-même qui met son capital en rendement — c'est le producteur. Le producteur a sa récompense (salaire ou profit), et le capitaliste a son dividende.

Eh bien, l'école créditiste, considérant chaque citoyen comme co-héritier d'un capital communautaire que des travailleurs mettent en rendement, maintient la récompense à ces travailleurs, mais introduit le dividende à tous, employés ou non dans la production.

Abondance suffisante pour tous

Le but d'un système économique est de fournir les produits et services répondant à des besoins humains, dans la mesure, au temps et au lieu où ils sont requis.

Ce but est, physiquement, facile à réaliser aujourd'hui. La caractéristique de notre époque, c'est la possibilité de produire en abondance les biens variés nécessaires à la vie. Et de le faire avec une diminution constante du besoin de labeur humain.

C'est de tout temps que l'homme a essayé de suffire à ses besoins matériels avec un minimum d'efforts, de façon à pouvoir disposer de son temps et de ses activités pour d'autres fonctions humaines que la fonction purement économique. Et aujourd'hui, ce but, une production suffisante, abondante même, avec des efforts décroissants — est atteint, au point de pouvoir fournir assez pour tous sans que tous aient besoin d'être employés dans la production.

Nul ne peut nier le fait que la capacité moderne de production soit globalement capable de répondre aux besoins de tous, quand on ne l'entrave pas financièrement ou autrement, et quand on fait les biens aller là où sont les besoins.

**Une fois le nécessaire obtenu,
l'homme qui a le sens de la
liberté peut refuser des pro-
grammes qui l'enchaîneraient.
Quant à l'homme insatiable
qui court toujours après plus
d'argent, il est un esclave:
esclave de l'argent.**



Il reste à admettre que chacun, à seul titre de membre de la société, possède un droit individuel à une part de cette abondante production. Voyons si ce droit est réel.

Un grand héritage commun

L'abondante production moderne est due, pour une part, à l'existence de richesses naturelles, créées par Dieu pour tous les hommes. Elle est aussi le fait de découvertes scientifiques et de leur application, d'inventions et de procédés perfectionnés, d'une organisation sociale qui permet la division du travail, faisant de tout le système producteur une vaste et féconde coopérative de production.

Or, ces choses-là — ces acquisitions scientifiques, ces perfectionnements ajoutés les uns aux autres, ces progrès de toutes sortes, n'ont point été gagnés par le travail de ceux que la production emploie présentement. Ils ne sont pas, non plus, l'oeuvre seulement des savants et techniciens vivants qui s'activent à poursuivre les recherches et à accroître les développements. Pas même l'oeuvre uniquement des quatre ou cinq dernières générations. C'est le fruit de siècles de lutte pour vaincre la pénurie; de siècles d'efforts, d'étude des forces de la nature pour les maîtriser, de recherches, de découvertes, d'inventions et, de perfectionnement d'inventions conduisant à des inventions et perfectionnements nouveaux. C'est tout un héritage d'acquisitions ajoutées les unes aux autres, — héritage transmis et accru de génération en génération. Et c'est l'existence d'une société organisée, bien commun, qui a permis ces transmissions.

Notre génération, comme les précédentes, est donc héritière des générations passées. C'est un héritage commun, immense, sur lequel nul ne peut réclamer un droit prioritaire. L'héritage appartient à tous.

Chaque membre de la société est, avec les autres membres, co-héritier de cette richesse, de cet immense capital devenu le facteur prépondérant de la production actuelle.

Il faut certainement que ce grand capital commun soit mis en rendement. Mais tous et chacun ont droit à une part du résultat, à titre de co-héritiers, de co-

capitalistes, sans exclure la part supplémentaire spéciale due à ceux qui contribuent à mettre le capital en rendement.

S'il suffisait de 1 pour cent de la population pour faire sortir la production moderne de cet immense capital réel, bien, plus réel que les bouts de papier ou chiffres appelés dollars, pourrait-on logiquement soutenir que seul ce 1 pour cent de la population aurait droit aux produits? Le même argument tient, si au lieu de 1 pour cent, il faut y employer 40 pour cent de la population. Les autres, 60 pour cent, ne peuvent être exclus du droit à une part des produits ils gardent leur statut de co-héritiers; de copropriétaires du capital commun mis en oeuvre, par les 40 pour cent. Ces 40 pour cent aussi sont co-héritiers et, comme tels, doivent obtenir leur part de co-héritiers en plus de leur part comme producteurs.

L'effort du producteur doit rester récompensé. Mais la plus grande part de la production, est due à l'enrichissement par l'association et par l'héritage social. C'est là un enrichissement non gagné (en anglais, *unearned increment of association*), dont le fruit doit aller à tous les membres de l'association, de la société.

Cette part est potentiellement suffisante pour couvrir le nécessaire à tous. Le dividende à tous et à chacun, à seul titre de membre de la société, doit donc être un montant suffisant pour garantir au moins le nécessaire à la vie, et graduellement davantage à mesure que le progrès supplante davantage le travail individuel dans la production globale du pays.

Il faut donc admettre que, non seulement l'abondance est à notre disposition, mais aussi que la sécurité économique sans condition restrictive, donc avec la sauvegarde de la liberté personnelle, est un droit de naissance de chaque homme, femme et enfant du pays.

Les règlements financiers actuels méconnaissent ce droit. Le socialisme l'ignore. L'application des propositions financières du Crédit Social en assurerait la réalisation. ❖

Louis Even

La pandémie du COVID-19: quand la confiance descend à son plus bas



Geoffrey Dobbs

Dans l'article précédent, Louis Even explique les propositions financières du Crédit Social (aussi appelé Démocratie économique). Geoffrey Dobbs, créditiste britannique disciple de Douglas, rappelle cette vérité de base: aucun système économique ne peut fonctionner sans confiance, et on verra

que cela correspond exactement à ce qui se passe actuellement avec la pandémie du coronavirus et le confinement qui a suivi. Dans son pamphlet «Qu'est-ce que le Crédit Social?», publié en 1981, Geoffrey Dobbs écrit:

«Le terme "crédit social" (sans majuscules) désigne quelque chose qui existe dans toutes les sociétés, mais à laquelle on n'avait jamais donné de nom auparavant, parce qu'on prenait cette chose pour acquise. Nous prenons conscience de l'existence du "crédit social", du crédit de la société, seulement lorsque nous le perdons.

«Le mot "crédit" est synonyme de foi, ou confiance; ainsi, nous pouvons dire que le crédit est la foi ou confiance qui lie ensemble les membres d'une société — la confiance ou croyance mutuelle dans chaque autre membre de la société, sans laquelle c'est la peur, et non la confiance, qui cimente cette société... Quoiqu' aucune société ne puisse exister sans une certaine sorte de crédit social, ce crédit social, ou confiance en la vie en société, atteint son maximum lorsque la religion chrétienne est pratiquée, et atteint son minimum lorsqu'on nie le christianisme ou qu'on s'en moque.»

Avec la pandémie actuelle du coronavirus, où toute activité est pratiquement interdite, les commerces et écoles fermées, et les gens confinés dans leur maison, on peut dire que la confiance mutuelle a atteint son niveau le plus bas: tout est paralysé, les gens vivent dans l'anxiété et ont peur de sortir de chez eux et de rencontrer d'autres personnes, par peur d'attrapper le fameux virus... on ne fait plus confiance à personne! On prenait toutes sortes d'activités pour acquises: la liberté de circuler, participer à la messe dans une église, mais tout ça est disparu du jour au lendemain!

Au paragraphe 32 de son encyclique *Caritas in veritate*, le pape Benoît XVI reprend la même notion de confiance expliquée précédemment par Dobbs, mais en utilisant les mots «capital social» au lieu de «crédit social», quand il parle de «l'érosion progres-

sive du "capital social", c'est-à-dire de cet ensemble de relations de confiance, de fiabilité, de respect des règles, indispensables à toute coexistence civile.»

M. Dobbs continue: «Le crédit social est donc un résultat, ou une expression en termes concrets, du vrai christianisme dans la société, un de ses fruits les plus reconnaissables; et c'est le but et la ligne de conduite des créditistes d'augmenter ce crédit social, et de s'efforcer d'empêcher son déclin. Il y a des milliers d'exemples de ce crédit social qu'on tient pour acquis dans la vie de tous les jours. Comment pourrions-nous vivre le moins en paix si nous ne pouvons pas faire confiance à nos voisins? Comment pourrions-nous utiliser les routes si nous n'avions pas confiance que les autres automobilistes observent le Code de la route? (Et qu'arrive-t-il lorsqu'ils ne le font pas!)

«À quoi servirait-il de cultiver des fruits ou des légumes dans des jardins ou des fermes si d'autres gens venaient les voler? Comment n'importe quelle activité économique pourrait-elle exister — que ce soit produire, vendre ou acheter — si les gens ne peuvent, en général, compter sur l'honnêteté et des transactions justes? Et qu'arrive-t-il lorsque le concept de mariage chrétien, de famille chrétienne et d'éducation chrétienne des enfants est abandonné? Nous réalisons donc que le christianisme est quelque chose de réel avec des conséquences pratiques terriblement vitales, et que d'aucune manière le christianisme ne se limite à un ensemble d'opinions qui peuvent être choisies par ceux qui y sont intéressés.» (...)

«J'en arrive donc enfin à la question de l'argent. Certaines personnes pensent que le Crédit Social se résume à une question d'argent. Ils ont tort! Le Crédit Social n'est pas avant tout une question d'argent, mais essentiellement une tentative d'appliquer le christianisme dans les questions sociales, dans la vie en société; et si le système d'argent se trouve être un obstacle à une vie plus chrétienne (et c'est effectivement le cas), alors nous, et tout chrétien, devons nous soucier de ce qu'est la nature de l'argent, et pourquoi l'argent est un obstacle.

«Il existe un urgent besoin que plus de gens examinent de plus près le fonctionnement du système monétaire actuel, quoiqu'il ne soit pas demandé à tout le monde d'être des experts sur ce sujet. Mais lorsque les conséquences du système monétaire actuel sont si abominables, tout le monde doit au moins saisir les grandes lignes de ce qui ne fonctionne pas et doit être corrigé, afin de leur permettre d'agir en conséquence...» ❖

La pandémie et la guérison du corps social

Tout comme Mgr Crepaldi dans l'article en page 12, l'Assemblée des évêques catholiques du Québec s'est penchée sur la pandémie du coronavirus et ses conséquences sur le corps social, proposant entre autres «la mise en place durable d'une formule de revenu minimum garanti pour tous les citoyens.» Voici des extraits de ce message, intitulé «Car il passe, ce monde tel que nous le voyons» (1 Co 7,31), daté du 17 avril 2020:



Mgr Rodembourg

La communauté humaine, à l'échelle mondiale, est affectée depuis plusieurs mois par la propagation d'un mal sans précédent à notre époque. La collectivité québécoise se trouve, elle aussi, frappée de plein fouet par la pandémie du nouveau coronavirus. Mises à pied massives de travailleuses et de travailleurs, fermeture temporaire ou définitive d'entreprises, baisse radicale de l'activité économique, confinement des personnes vulnérables, isolement social, efforts supplémentaires demandés au personnel soignant, difficulté de maintenir les services aux personnes âgées, à celles itinérantes et aux plus démunis, sans oublier le décès de plusieurs personnes atteintes par la contagion et les deuils à vivre ensemble : autant d'aspects d'un temps de crise qui nous met à l'épreuve, mais qui se révèle aussi un moment de grande solidarité sociale. (...)

La présente crise affecte nos modes de vie, notre rapport au travail, nos attitudes face à la consommation, nos relations familiales et sociales, et même notre rapport à la mort. Voici venu le temps de réfléchir à nos valeurs profondes, à notre sens de la fraternité humaine, à notre capacité d'entraide entre les groupes sociaux, à l'inégalité des conditions de vie, ainsi qu'à l'impact dévastateur des changements climatiques reliés à une croissance économique sans frein et à une exploitation démesurée des ressources. Nous sommes placés devant nos responsabilités les uns à l'égard des autres.

Le coronavirus sert de révélateur des limites de notre système socio-économique. La solidarité sociale que la propagation de la COVID-19 a réveillée chez plusieurs d'entre nous apparaît comme une réaction en chaîne qui pourrait transformer durablement notre vivre-ensemble. Ainsi, a-t-on vu se réaliser des ententes de temps partagé entre les travailleurs, des manifestations d'un authentique souci des employeurs pour leurs employés, d'entreprises se plaçant au service des besoins de la société pour s'adapter à la production de biens essentiels, d'initiatives de collaboration entre les entreprises et les groupes communautaires.

Nous avons aussi été les témoins des grands efforts consentis par les gouvernements pour adapter ou créer des programmes économiques au service des besoins des personnes. Les pouvoirs publics et

les acteurs économiques sont parvenus à mettre en place des mesures pour instaurer, au moins provisoirement, l'équivalent d'un système de revenu minimum garanti. Les différents programmes de subvention salariale sont venus pallier les pertes de revenus des personnes privées d'un emploi en raison de la COVID-19. **La présente crise devient ainsi l'occasion de réfléchir à la mise en place durable d'une formule de revenu minimum garanti pour tous les citoyens.** Des mesures incitatives pour soutenir l'emploi doivent aussi faire partie du coffre d'outils en dehors des périodes

de crise. Il y aura un «après» à la crise actuelle de santé publique, qui devient aussi une crise de santé sociale et économique. Il ne faudra pas négliger, le moment venu, les transformations du système qui nous sollicitent, car l'économie et la santé sont étroitement reliées.

La présente catastrophe sanitaire entraîne des effets socioéconomiques négatifs tout en suscitant les adaptations de système et des solutions inventives. Elle nous montre également que ces effets négatifs affectent davantage les couches de population les plus fragilisées et creusent les inégalités sociales, ce qui aura des conséquences à long terme sur la santé publique. Cela nous interpelle. Nous devons continuer à porter ces questions en cherchant à y répondre.

Un cercle de vie a commencé à poindre au creux de cette crise: agissons en sorte que tout ce que nous apprenons en ce moment, en construisant une plus grande solidarité sociale, perdure dans le temps. Notre société en est capable et elle en a fait la preuve.

Au cours des dernières semaines, l'Église au Québec a été plus effacée en raison du respect des directives sanitaires qu'elle a accepté de s'imposer, comme beaucoup d'autres institutions. Nous avons voulu être au diapason d'une société placée en pause et retenant son souffle. Mais l'Église n'a pas cessé et elle ne cessera pas d'accompagner, par le soutien spirituel et la solidarité effective, ceux et celles qui souffrent davantage de la crise sanitaire et des bouleversements économiques qui en découlent. Continuons d'avancer ensemble pour réaliser une société plus solidaire et une véritable civilisation de l'amour! ♦

+ Christian Rodembourg
Évêque de Saint-Hyacinthe
Président de l'Assemblée des évêques catholiques du Québec

Ce message a été préparé par les membres du conseil Église et Société: Mgr Marc Pelchat, président, Mgr Claude Hamelin, Mgr René Guay, Mme Sabrina Di Matteo, Mme Émilie Frémont-Cloutier, M. Frédéric Barriault, M. Simon Labrecque.

Le dividende social est la meilleure forme de revenu minimum de base

par Alain Pilote

Avec l'arrêt forcé de pratiquement tous les emplois depuis le début du confinement, suite à la pandémie du coronavirus, les gouvernements de plusieurs pays ont mis sur pied des programmes d'urgence pour venir en aide à ceux qui ont perdu leurs salaires, et aux entreprises qui risquent de faire faillite... ce qui coûte évidemment des centaines de milliards de dollars et fait gonfler la dette du pays à des niveaux encore jamais atteints.

Tous conviennent que, malgré cet endettement massif, les gouvernements n'avaient pas le choix, car on ne pouvait laisser les gens crever de faim. Mais tous ces programmes sont soumis à différentes règles, qui font que plusieurs parmi la population sont oubliés, et ne reçoivent aucune aide, ou si peu, ou bien quand l'aide vient, c'est seulement plusieurs semaines plus tard. De plus, ces programmes sont lourds à administrer, demandant beaucoup d'enquêtes et de fonctionnaires.

Alors, pour ce qui est du Canada, plusieurs personnalités, parmi les médias et même les politiciens, ont suggéré au gouvernement canadien qu'il était temps d'appliquer une formule de revenu minimum de base, ou revenu annuel garanti. Par exemple, le 21 avril 2020, cinquante sénateurs, soit près de la moitié des membres du Sénat canadien, ont envoyé une lettre au premier ministre Justin Trudeau, pour lui demander la mise en place d'un «revenu minimum de base» afin d'empêcher d'autres Canadiens de «tomber entre les mailles du filet et créer ainsi «un héritage positif pour tous les Canadiens» Selon le Réseau canadien pour le revenu garanti, chaque adulte au Canada serait en droit de recevoir 22 000 dollars par année.

En Espagne, pour limiter l'impact du coronavirus sur l'économie, le gouvernement espagnol travaille sur une série de mesures, dont la mise en place d'un revenu universel «dès que possible» pour aider les familles, a fait savoir dimanche 5 avril Nadia Calvino, la ministre de l'Economie. Mais l'ambition du gouvernement est plus large. Il réfléchirait à faire perdurer le revenu universel à la fin de l'épidémie, de manière à ce que ce dispositif «reste pour toujours, devienne un instrument structurel, un instrument permanent», affirme Nadia Calvino.

On a vu aussi dans l'article précédent, les évêques catholiques du Québec, dans leur lettre sur la pandémie, mentionner «la mise en place durable d'une formule de revenu minimum garanti pour tous les citoyens.» Et l'exemple vient de plus haut: en effet, le pape François lui-même, dans une lettre aux mouve-

ments populaires, datée du dimanche de Pâques, 12 avril 2020 écrivait : «C'est peut-être le moment d'envisager un revenu de base universel qui reconnaîtrait et honorerait les tâches nobles et essentielles que vous accomplissez». (La lettre était écrite en espagnol, et le pape utilisait l'expression «salario universal», ce qui est l'équivalent en français de revenu de base.

Comme on le voit, l'idée d'un revenu de base est dans l'air, de plus en plus populaire. Le seul problème, c'est qu'on n'offre pas de solution pour financer ce revenu, sauf en s'endettant ou en taxant les plus riches. Les lecteurs réguliers de Vers Demain savent que Douglas et Louis Even proposent une solution beaucoup plus efficace, celle du dividende social, où l'on n'aurait besoin de taxer personne ni de s'endetter. C'est ce qu'explique l'article suivant:



C.H. Douglas



Louis Even

Louis Even (1885-1974) s'est fait le propagateur, tout d'abord au Canada français, des propositions financières de l'ingénieur écossais Clifford Hugh Douglas (1879-1952), énoncées pour la première fois en 1918, et connues sous le nom de démocratie économique (d'après le premier livre de Douglas sur le sujet), ou bien de Crédit Social. Louis Even a fondé en 1939 un périodique pour faire connaître ces idées, Vers Demain, et aussi un groupe dévoué à faire connaître cette idée du Crédit Social, les Pèlerins de saint Michel.

La mise en application des principes de la Démocratie économique ferait l'organisme économique et social atteindre efficacement sa fin, qui est la satisfaction des besoins humains: c'est-à-dire, financer non seulement la production de biens qui correspondent aux besoins, mais aussi financer la consommation, pour s'assurer que ces biens et services joignent véritablement les êtres humains de façon concrète.

Le Crédit Social repose sur trois principes (comme un trépied)



1. L'argent fait sans intérêt par la société
2. Un dividende à chaque citoyen
3. Un escompte sur les prix remboursé au marchand

Le génie de Louis Even a été de vulgariser les notions d'ingénieur de Douglas pour les mettre à la portée de monsieur et madame Tout-le-monde, et surtout de les éclairer de la lumière de la doctrine sociale de l'Église catholique, et de la philosophie de saint Thomas d'Aquin.

Un des trois principes de la Démocratie Économique, qui fait l'objet de l'étude qui suit, est le dividende, ou revenu garanti à chaque citoyen, du berceau à la tombe, sans conditions, que l'on soit salarié ou non. (Il ne s'agit pas d'égalitarisme, puisque ceux qui sont employés recevraient leur salaire en plus du dividende.) On revient donc à la définition de la justice selon saint Thomas d'Aquin: *suum cuique*, rendre à chacun ce qui lui est dû.

Mais ce dividende n'a de sens que dans la mesure où il est appliqué avec les deux autres principes de la Démocratie Économique:

1. L'argent nouveau appartient à la société, et non pas à des compagnies privées (les banques commerciales), et doit être émis par un organisme créé par l'État, un Office national de crédit. En vérité, l'argent tire sa valeur de la capacité de production du pays, du fait qu'il existe des richesses naturelles et des travailleurs disposés à développer ces ressources. Louis Even écrit:

«L'argent doit être mis au monde à mesure que le rythme de la production et les besoins de la distribution l'exigent. Mais à qui appartient cet argent neuf en venant au monde? Aux citoyens eux-mêmes. Pas au gouvernement, qui n'est pas le propriétaire du pays, mais seulement le gardien du bien commun. ni aux comptables de l'organisme monétaire national.

«Ce n'est pas un salaire, mais une injection d'argent dans le public pour faire appel sur du travail, sur des produits qui n'attendent que cela. On ne peut une minute se représenter que l'argent nouveau appartienne à un individu ou à un groupe privé. Il n'y a pas d'autre moyen, en toute justice, de mettre cet argent nouveau en circulation qu'en en distribuant une part égale à chaque citoyen. C'est en même temps le meilleur moyen de rendre l'argent effectif, puisque cette distribution le répartit dans tout le pays.»

2. L'autre principe de la Démocratie Économique, c'est l'escompte compensé — un rabais sur les prix compensé au vendeur — pour empêcher toute hausse des prix, donc toute inflation.

Pourquoi un revenu à tous, et pourquoi l'appeler dividende?

Lorsqu'on parle de quelqu'un qui reçoit des dividendes, on pense généralement à celui qui possède des actions dans une compagnie, et qui reçoit ainsi une part des profits. Eh bien, on peut dire en toute vérité que chaque citoyen du pays, chaque membre de la société est co-capitaliste, propriétaire d'un capital réel et immensément productif.

Il a été dit précédemment que l'argent, ou crédit financier est, à sa naissance, propriété de toute la société. Il l'est, parce qu'il est basé sur le crédit réel, sur la capacité de production du pays. Cette capacité de production est faite, certes, en partie, du travail, de la compétence de ceux qui participent à la production. Mais elle est faite surtout, et de plus en plus, d'autres éléments qui sont propriété de tous.

Il y a d'abord les richesses naturelles, qui ne sont la production d'aucun homme; elles sont un don de Dieu, une gratuité qui doit être au service de tous. Il y a aussi toutes les inventions faites, développées et transmises d'une génération à l'autre. C'est le plus gros facteur de production aujourd'hui. Et nul homme ne peut prétendre, plus qu'un autre, à la propriété de ce progrès, qui est fruit de générations.

Sans doute il faut des hommes actuels pour le mettre à contribution — et ceux-là ont droit à une récompense: ils la reçoivent en rémunérations: salaires, traitements, etc. Mais un capitaliste qui ne participe pas personnellement à l'industrie où il a placé son capital a droit quand même à une part du résultat, à cause de son capital.

Eh bien! le plus gros capital réel de la production moderne, c'est bien la somme des découvertes, des inventions progressives, qui font qu'aujourd'hui, on obtient plus de produits avec moins de travail. Et puisque tous les vivants sont, à titre égal, cohéritiers de cet immense capital qui s'accroît toujours, tous ont droit à une part des fruits de la production.

L'employé a droit à ce dividende et à son salaire. Le non-employé n'a pas de salaire, mais a droit à ce dividende, que nous appelons social, parce qu'il est le revenu d'un capital social.

Un double héritage

Karl Marx prétendait que le travail (le prolétariat) créait toute la richesse. Adam Smith disait que le capital (celui qui investit de l'argent dans une entreprise) avait aussi sa part. Mais tous deux ignorent ce que Douglas appelle «l'héritage culturel», ce fameux héritage des ressources naturelles et des inventions, responsable de plus de 90% de la production du



«L'homme, par son travail, hérite d'un double patrimoine: il hérite d'une part de ce qui est donné à tous les hommes, sous forme de ressources naturelles et, d'autre part, de ce que tous les autres ont déjà élaboré à partir de ces ressources...»
Jean-Paul II, Laborem exercens

► pays. En fait, quand on parle des pauvres, il est tout à fait juste de parler de «deshérités», car ce sont des gens à qui on a refusé leur héritage.

Le dividende du Crédit Social (ou Démocratie Économique) est donc basé sur deux choses: l'héritage des richesses naturelles et des inventions des générations précédentes. C'est exactement ce que le Pape Jean-Paul II écrivait en 1981 dans son Encyclique *Laborem exercens*, sur le travail humain (n. 13):

«L'homme, par son travail, hérite d'un double patrimoine: il hérite d'une part de ce qui est donné à tous les hommes, sous forme de ressources naturelles et, d'autre part, de ce que tous les autres ont déjà élaboré à partir de ces ressources, en réalisant un ensemble d'instruments de travail toujours plus parfaits. Tout en travaillant, l'homme hérite du travail d'autrui.»

Comblar le manque de pouvoir d'achat

Une autre raison de verser un dividende à chaque citoyen est de nature mathématique: c'est que le système financier actuel crée un manque chronique de pouvoir d'achat.

Aujourd'hui, les produits sont offerts à un certain prix. Les personnes qui ont de l'argent achètent ces produits en y mettant le prix. Cela permet aux personnes qui ont de l'argent de choisir les produits qui leur conviennent.

Un système de Démocratie Économique ne bouleverserait point cette méthode de distribuer les produits. La méthode est souple et bonne – à condition, évidemment, que les individus qui ont des besoins aient en même temps du pouvoir d'achat pour choisir les produits qui conviennent à leurs besoins.

Du pouvoir d'achat entre les mains de ceux qui ont des besoins: c'est justement là que le système actuel a des défauts, et que la Démocratie Économique corrigerait ces défauts.

Quand la production est financée, elle fonctionne. Quand elle fonctionne, elle distribue l'argent qui sert à la financer. L'argent ainsi distribué, sous forme de salaires, profits, dividendes industriels, constitue du pouvoir d'achat pour ceux qui le reçoivent. Mais:

1. Premièrement, l'industrie ne distribue jamais le pouvoir d'achat au même régime qu'elle bâtit ses prix.

2. Deuxièmement, la production ne distribue pas de pouvoir d'achat à tout le monde. Elle n'en distribue qu'à ceux qui sont employés par elle.

Même si les banques ne chargeaient aucun intérêt sur l'argent qu'elles prêtent, il existerait toujours un manque de pouvoir d'achat, car jamais l'argent distribué en salaires ne peut acheter toute la production, qui comprend d'autres éléments dans ses prix.

Certains économistes prétendent que la production finance automatiquement la consommation, que les salaires distribués suffisent pour acheter tous les biens mis en vente, mais les faits prouvent le contraire. L'ingénieur écossais Clifford Hugh Douglas fut le premier à démontrer ce manque chronique de pouvoir d'achat, et à y apporter une solution scientifique, connue sous le nom de «Démocratie économique» ou «Crédit Social». Douglas explique ainsi ce manque de pouvoir d'achat par ce qu'il appelle le «théorème A + B»:

A ne peut acheter A + B

Le producteur doit inclure dans ses prix tous ses coûts de production s'il désire rester en affaires. Les salaires distribués à ses employés – que Douglas appelle «paiements A» – ne sont qu'une partie du coût de production du produit. Le producteur a aussi d'autres coûts de production qui ne sont pas distribués en salaires, mais qu'il doit inclure dans ses prix: les paiements pour les matériaux, les taxes, les frais bancaires, l'entretien et le remplacement des machines, etc. Douglas appelle ces paiements faits à d'autres organisations les «paiements B».

Le prix de vente du produit doit inclure tous les coûts: les salaires (A) et les autres paiements (B). Le prix de vente du produit sera donc A + B. Alors, il est évident que les salaires (A) ne peuvent acheter la somme de tous les coûts (A + B). Il y a donc un manque chronique de pouvoir d'achat dans le système.

Quand le produit fini est offert au public, il est accompagné de son prix. Mais une partie de l'argent figurant dans ce prix fut distribuée, peut-être, il y a six mois, un an, ou plus. Une autre partie le sera seulement après que le produit aura été vendu et que

le marchand se sera servi de son profit. Une autre partie, dans dix ans peut-être, quand la machine, dont l'usure est inscrite en frais dans les prix, sera remplacée par une machine neuve, etc.

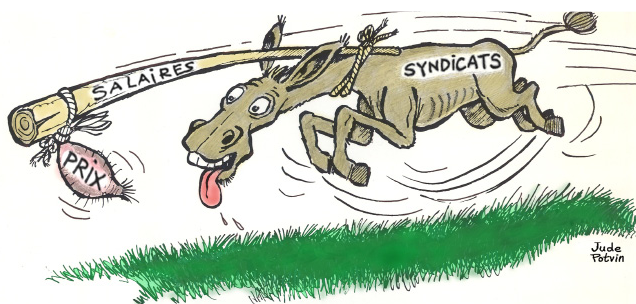
Puis, il y a des personnes qui reçoivent de l'argent et ne s'en servent pas. (Ils l'épargnent.) Cet argent est dans les prix; il n'est pas dans le pouvoir d'achat de ceux qui ont besoin des produits.

Le remboursement des prêts bancaires à terme fixé et le système fiscal actuel accentuent encore la discordance entre les prix et le pouvoir d'achat. D'où l'accumulation des produits. D'où le chômage, et le reste.

Certains peuvent répliquer que les entreprises payées par les paiements «B» (celles ayant fourni la matière première, la machinerie, etc.) paient des salaires à leurs propres employés, et qu'une partie des paiements «B» devient ainsi des paiements «A» (salaires). Cela ne change rien à la vérité de ce qui a été dit précédemment: c'est tout simplement un salaire distribué à une autre étape de la production, et ce salaire (A) ne se distribue pas sans entrer dans un prix, qui ne peut être moindre que $A + B$; l'écart existe toujours.

Même si on essaie d'augmenter les salaires pour rattraper les prix, la hausse des salaires sera incluse automatiquement dans les prix, et rien ne sera réglé. (C'est comme l'âne qui court après le navet sur la caricature ci-dessous.) Pour pouvoir acheter toute la production, il faut donc un revenu supplémentaire en dehors des salaires, au moins égal à B. C'est ce que ferait le dividende du crédit social, accordé à chaque mois à chaque citoyen du pays. (Remarquez bien, ce dividende serait financé par de l'argent nouveau créé par la nation, et non pas par les taxes des contribuables, car ce serait alors de l'argent provenant des salaires.)

Pauvre âne ! Allonger la perche ne rapproche pas le navet !

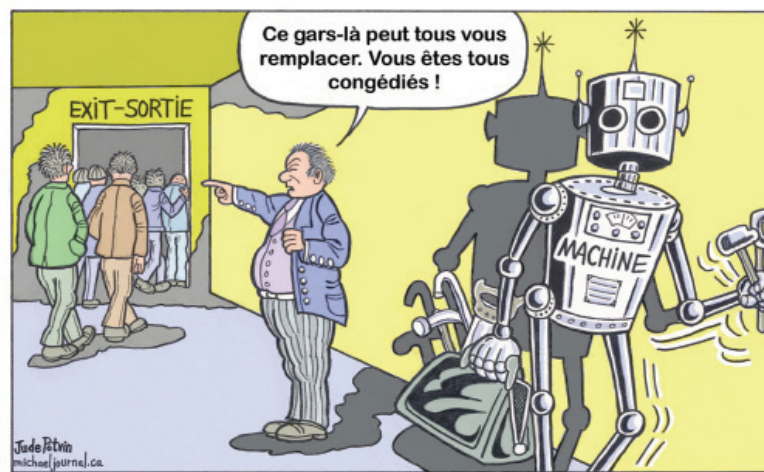


Le dividende du Crédit Social augmenterait les revenus sans augmenter les prix ni les salaires

Sans cette autre source de revenu (le dividende), il devrait y avoir théoriquement, dans le système actuel, une montagne de produits invendus. Si les produits se vendent tant bien que mal malgré tout, c'est qu'on a à la place une montagne de dettes ! En effet, puisque les gens n'ont pas assez d'argent, les marchands doivent encourager les ventes à crédit pour écouler leur marchandise. (Achetez maintenant, payez plus tard... en 36 versements !)

Le progrès remplace le besoin de labeur humain

Un autre défaut du système financier actuel est que la production ne distribue pas de pouvoir d'achat à tout le monde. Elle n'en distribue qu'à ceux qui sont employés par elle. Et plus la production provient des machines, moins elle provient du travail humain. Elle augmente alors même que l'emploi nécessaire diminue. Il y a donc conflit entre le progrès qui supprime le besoin de labeur, et le règlement qui ne distribue de pouvoir d'achat qu'à l'emploi.



Pourtant, tout le monde a le droit de vivre. Et tout le monde a droit aux nécessités de la vie. Les biens de la terre ont été créés pour tous les hommes, pas seulement pour les employables.

C'est pourquoi la Démocratie économique ferait ce que le système actuel ne fait pas. Sans supprimer la récompense au travail, il distribuerait à tous un revenu périodique, appelé dividende social – revenu lié à la personne et non pas à l'emploi.

Les biens de la terre ont été créés pour tous

C'est le moyen le plus direct, le plus concret pour garantir à tout être humain l'exercice de son droit fondamental à une part des biens de la terre. Toute personne possède ce droit – non pas à titre d'embauché dans la production, mais à seul titre d'être humain.

Cette notion de la destination universelle des biens a été reprise plusieurs fois par le Magistère de l'Église, y compris dans le document conciliaire *Gaudium et Spes* (paragraphe 69) et les encycliques sociales de Paul VI, Jean-Paul II et Benoît XVI. Dans

- le *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, la destination universelle des biens de la terre fait partie du deuxième des quatre grands principes de l'enseignement social de l'Église, le bien commun (les trois autres principes étant le primauté de la personne humaine, la subsidiarité et la solidarité).

Pour ne citer qu'un pape, nous reprenons ici les paroles de Pie XII tirées de son radio-message du 1er juin 1941 (à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII) :

«Les biens créés par Dieu l'ont été pour tous les hommes et doivent être à la disposition de tous, selon les principes de la justice et de la charité.

«Tout homme, en tant qu'être doué de raison, tient en fait de la nature le droit fondamental d'user des biens matériels de la terre, quoiqu'il soit laissé à la volonté humaine et aux formes juridiques des peuples de régler plus en détail la réalisation pratique de ce droit. Un tel droit individuel ne saurait en aucune manière être supprimé, pas même par l'exercice d'autres droits certains et reconnus sur des biens matériels.»

Pie XII dit qu'il appartient aux peuples eux-mêmes, par leurs lois et leurs règlements, de choisir les méthodes capables de permettre à chaque homme d'exercer son droit à une part des biens terrestres. Le dividende à tous le ferait. Aucune autre formule proposée n'a été, de loin, aussi effective, pas même nos actuelles lois de sécurité sociale.

Aujourd'hui, ce n'est pas la production qui manque, mais c'est la distribution qui fait défaut. Il faut donc avoir recours à la «justice distributive», à la distribution par un dividende. Benoît XVI écrivait dans son encyclique *Caritas in veritate* :

«La doctrine sociale de l'Église n'a jamais cessé de mettre en évidence l'importance de la justice distributive et de la justice sociale pour l'économie de marché (n. 35) ... La vie économique a sans aucun doute besoin du contrat (les salaires en échange du travail fourni) pour réglementer les relations d'échange entre valeurs équivalentes. Mais elle a tout autant besoin de lois justes et de formes de redistribution guidées par la

politique, ainsi que d'œuvres qui soient marquées par l'esprit du don.» (n. 37)

Dans *Caritas in veritate*, Benoît XVI insiste beaucoup sur l'économie de don, l'économie de gratuité, tant au niveau des personnes que des institutions. Tout ne peut être calculé en salaires, beaucoup de bien peut être fait par le bénévolat. Dans un système de Crédit Social, les citoyens ayant la sécurité économique garantie par le dividende, l'entraide et le bénévolat croîtraient tout naturellement. Dieu Lui-même nous comble de gratuités avec les ressources naturelles et la nourriture qu'Il donne en abondance: le dividende serait le reflet de cette générosité, de ces gratuités de Dieu.

Dans la mesure où la production peut se passer d'emploi humain, le pouvoir d'achat exprimé par l'argent doit atteindre les consommateurs par un autre canal que la récompense à l'emploi. Le remplacement de l'homme par la machine dans la production devrait être un enrichissement, délivrant l'homme de soucis purement matériels et lui permettant de se livrer à d'autres fonctions humaines que la seule fonction économique. Si c'est au contraire une cause de soucis

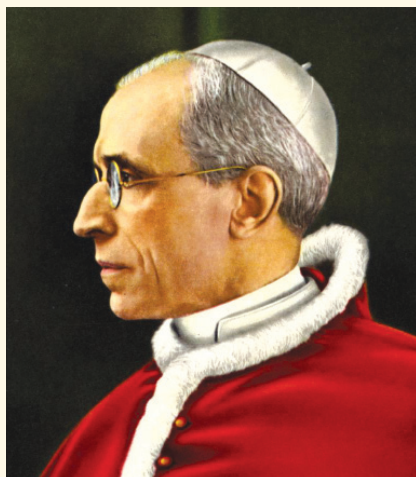
et de privations, c'est simplement parce qu'on refuse d'adapter le système financier à ce progrès, qu'on veut limiter les revenus au seul emploi rémunéré.

La technologie, alliée ou ennemie de l'homme ?

La technologie est-elle un mal ? Doit-on se révolter et détruire toutes les machines parce qu'elles nous enlèvent nos emplois ? Non, si le travail peut être accompli par la machine, tant mieux: cela permettra à l'homme de consacrer ses temps libres à d'autres activités, à des activités libres, des activités de son choix. Mais cela, à condition qu'il reçoive un revenu pour remplacer le salaire qu'il a perdu avec l'introduction de la machine, du robot; autrement, la machine, qui devrait être l'alliée de l'homme, devient son ennemi, car elle le prive de revenu, et l'empêche de vivre.

En 1850, alors que les manufactures venaient à peine d'apparaître, au tout début de la Révolution industrielle, l'homme faisait 20% du travail, l'animal 50%, et la machine 30%. En 1900, l'homme accomplissait seulement 15% du travail, l'animal 30%, et la machine 55%. En 1950, l'homme ne faisait que 6% du travail, et les machines accomplissaient le reste – 94%. (Les animaux ont été libérés !)

Et nous n'avons encore rien vu, puisque nous entrons maintenant dans l'ère de l'ordinateur. Une «troisième révolution industrielle» a commencé avec l'apparition des transistors et de la puce de silicone, ou microprocesseur (qui peut effectuer jusqu'à un

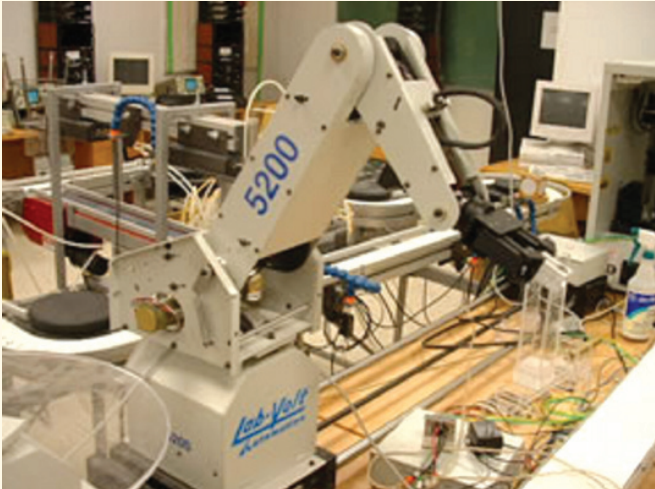


Le Pape Pie XII



Benoît XVI

million d'opérations à la seconde). «Cette puce peut être programmée de manière à retenir de nouvelles informations et s'ajuster, et ainsi remplacer les travailleurs sur les lignes d'assemblage... De telles usines entièrement automatisées existent déjà, comme l'usine de moteurs de la compagnie Fiat en Italie, qui est contrôlée par une vingtaine de robots, et l'usine d'automobiles de la compagnie Nissan à Zama, au Japon, qui produit 1,300 automobiles par jour avec l'aide de seulement 67 personnes — ce qui représente plus de 13 autos par jour par travailleur.



En 1964, était présenté au Président des Etats-Unis, un rapport intitulé «Le chaos social dans l'automatisation», signé par 32 sommités, dont M. Gunnar Myrdal, économiste né en Suède, et le Dr. Linus Pauling, détenteur d'un Prix Nobel. Ce rapport disait en résumé que «les Etats-Unis, et éventuellement le reste du monde, seraient bientôt impliqués dans une «révolution» qui promet une production illimitée... par des systèmes de machines qui nécessiteront peu de coopération des êtres humains. Par conséquent, on doit agir pour garantir un revenu à tous les hommes, qu'ils soient ou non engagés dans ce qui est communément appelé travail.»

Dans son livre intitulé *La fin du travail* publié en 1995, l'auteur américain Jeremy Rifkin cite une étude suisse selon laquelle «d'ici 30 ans, moins de 2% de la main-d'oeuvre suffira à produire la totalité des biens dont le monde a besoin.» Rifkin affirme que trois travailleurs sur quatre — des commis jusqu'aux chirurgiens — seront éventuellement remplacés par des machines guidées par ordinateurs.

Si le règlement qui limite la distribution d'un revenu à ceux qui sont employés n'est pas changé, la société se dirige tout droit vers le chaos. Il serait tout simplement absurde et ridicule de taxer 2% des travailleurs pour faire vivre 98% de chômeurs! Il faut absolument une source de revenu non liée à l'emploi.

Si on veut persister à tenir tout le monde, hommes et femmes, employés dans la production, même si la production pour satisfaire les besoins de base est

déjà toute faite, et cela, avec de moins en moins de la main humaine, alors il faut créer de nouveaux emplois complètement inutiles, et dans le but de justifier ces emplois, créer de nouveaux besoins artificiels, par une avalanche de publicité, pour que les gens achètent des produits dont ils n'ont pas réellement besoin. C'est ce qu'on appelle «la société de consommation».

De même, on fabriquera des produits dans le but qu'ils durent le moins longtemps possible, dans le but d'en vendre plus, et faire plus d'argent, ce qui entraîne un gaspillage non nécessaire des ressources naturelles, et la destruction de l'environnement. (C'est ce qu'on appelle l'obsolescence programmée.) Aussi, on persistera à maintenir des travaux qui ne nécessitent aucun effort de créativité, qui ne demandent que des efforts mécaniques, qui pourraient facilement être faits uniquement par des machines, des travaux où l'employé n'a aucune chance de développer sa personnalité. Mais pour cet employé, ce travail, si déshumanisant soit-il, est la condition d'obtenir l'argent, le permis de vivre.

Activités libres

Mais alors, si l'homme n'est pas employé dans un travail salarié, que va-t-il faire de ses temps libres? Il l'occupera à faire des activités libres, des activités de son choix. C'est justement dans ses temps libres que l'homme peut vraiment développer sa personnalité, développer les talents que Dieu lui a donnés et les utiliser à bon escient.

De plus, c'est durant leurs temps libres que l'homme et la femme peuvent s'occuper de leurs devoirs familiaux, religieux et sociaux: élever leur famille, pratiquer leur religion (connaître, aimer et servir Dieu), venir en aide à leur prochain. Élever des enfants est le travail le plus important au monde, mais parce que la femme qui reste au foyer pour élever ses enfants ne reçoit pas de salaire, on considère qu'elle ne fait rien, qu'elle ne travaille pas!

Être libéré de la nécessité de travailler pour produire les biens essentiels à la vie ne signifie aucunement paresse. Cela signifie tout simplement que l'individu est alors en position de choisir l'activité qui l'intéresse. Sous un système de Crédit Social, il y aura une floraison d'activités créatrices. Par exemple, les grandes inventions, les plus grands chefs-d'oeuvre de l'art, ont été accomplis dans des temps libres. Comme le disait C. H. Douglas:

«La majorité des gens préfèrent être employés – mais dans des choses qu'ils aiment plutôt que dans des choses qu'ils n'aiment pas. Les propositions du Crédit Social ne visent aucunement à produire une nation de paresseux... Le Crédit Social permettrait aux gens de s'adonner aux travaux pour lesquels ils sont qualifiés. Un travail que vous faites bien est un travail que vous aimez, et un travail que vous aimez est un travail que vous faites bien.» ♦

Alain Pilote

Deux objections au dividende: paresse et communisme

Ceux qui entendent parler pour la première fois de dividendes, ou d'un revenu minimum garanti distribué à tous, soulèvent souvent les deux objections suivantes: plus personne ne voudra travailler, et/ou que c'est du communisme, se faire vivre par les taxes des contribuables. Il est vrai que si ce revenu garanti est financé par les taxes, la dernière accusation sera valable, mais cette accusation ne tiendrait pas avec le dividende du Crédit Social, puisqu'il serait financé non pas par les taxes, mais par de l'argent nouveau, créé sans intérêt, et n'appauvrirait personne.

Certains économistes, comme Milton Friedman, aiment à répéter qu'on n'a rien pour rien, qu'il n'existe rien de gratuit dans la vie («there is no such thing as a free lunch»). Mais la nature abonde d'exemples qui prouvent le contraire. L'air que nous respirons, le soleil, l'eau, etc., sont tous des dons gratuits de notre Créateur. Dieu Lui-même nous comble de gratuités avec les ressources naturelles et la nourriture qu'Il donne en abondance: le dividende serait le reflet de cette générosité, de ces gratuités de Dieu.

Ceux qui sont contre le dividende aiment bien aussi citer cette phrase de saint Paul, dans sa deuxième lettre aux Thessaloniciens: «Si quelqu'un ne veut pas travailler, il ne doit pas manger non plus.» (2 Th 3, 10.) À les écouter, on ne devrait même pas verser d'aide à ceux qui ont perdu leurs revenus en raison du confinement actuel. Le pape Pie XI, dans son encyclique *Quadragesimo anno* sur l'instauration de l'ordre social, datée du 15 mai 1931, donne une réponse à cette accusation, au paragraphes 63 et 64:

«Observons à cet égard combien c'est hors de propos et sans fondement que certains en appellent ici au témoignage de l'Apôtre: "Si quelqu'un ne veut pas travailler, il ne doit pas manger non plus." L'Apôtre, en effet, condamne par ces paroles ceux qui se dérobent au travail qu'ils peuvent et doivent fournir; il nous presse de mettre soigneusement à profit notre temps et nos forces d'esprit et de corps, et de ne pas nous rendre à charge à autrui alors qu'il nous est loisible de pourvoir nous-mêmes à nos propres nécessités.

«En aucune manière il ne présente ici le travail comme l'unique titre à recevoir notre subsistance. Il importe donc d'attribuer à chacun ce qui lui revient et de ramener aux exigences du bien commun ou aux normes de la justice sociale la distribution des ressources de ce monde, dont le flagrant contraste entre une poignée de riches et une multitude d'indigents atteste de nos jours, aux yeux de l'homme de cœur, les graves dérèglements.»

Ce qui revient à chacun, ce qui est dû à chaque per-

sonne, c'est un dividende social. Dans son encyclique *Caritas in veritate*, Benoît XVI reprend aussi l'idée que le travail ne doit pas être l'unique source de revenu (n. 37): **«La vie économique a sans aucun doute besoin du contrat (les salaires en échange du travail fourni) pour réglementer les relations d'échange entre valeurs équivalentes. Mais elle a tout autant besoin de lois justes et de formes de redistribution guidées par la politique, ainsi que d'œuvres qui soient marquées par l'esprit du don.»**

Dans un autre encyclique, *Deus caritas est* (Dieu est amour, n. 25-26), Benoît XVI écrivait aussi: **«L'Église est la famille de Dieu dans le monde. Dans cette famille, personne ne doit souffrir par manque du nécessaire... Le but d'un ordre social juste consiste à garantir à chacun, dans le respect du principe de subsidiarité, sa part du bien commun.»**

Ce sont les lois de sécurité sociale actuelles qui découragent le travail: on les donne à condition que les gens ne travaillent pas; si les gens veulent avoir un revenu supplémentaire, on leur coupe leur chèque de sécurité sociale. De plus, ce chèque de sécurité sociale est financé par les taxes de ceux qui travaillent, et qui parfois, malgré leur salaire, se retrouvent à avoir moins d'argent à la fin du mois que ceux qui ne travaillent pas et qui reçoivent le chèque. Cela crée du mécontentement, avec raison.

Le dividende du Crédit Social est versé sans conditions à tous les citoyens, qu'ils soient salariés ou non, du seul fait qu'ils sont tous héritiers du progrès et des richesses naturelles du pays. Et il n'est pas financé par les taxes des travailleurs, donc personne n'est pénalisé: tous reçoivent un dividende, et ceux qui travaillent reçoivent leur salaire en plus.

Alain Pilote

Dans la brochure du Syllabaire du Crédit Social, Louis Even répond à ces deux objections de paresse et de communisme, ou égalitarisme:

Objection: la paresse

— Le Crédit Social va faire des paresseux.

— Pourquoi?

— Parce qu'il veut augmenter l'argent, et l'argent fait des paresseux.

— C'est justement quand il y a de l'argent que les produits se vendent; et c'est quand les produits se vendent que l'industrie donne du travail à son personnel. Or, ce n'est pas le travail, mais la réduction à l'inaction, qui tend à faire des paresseux.

D'ailleurs, la paresse est un vice — un péché capital. Ce n'est pas par des moyens financiers que l'on

corrige les vices. La finance n'a pas à remplacer l'éducation, ni la morale, ni la prière, ni les sacrements, ni la religion.

— Oui, mais cet argent pour rien, assuré à tout le monde !

— Ce n'est pas de l'argent pour rien. C'est le revenu d'un capital qui appartient à tout le monde. Puis, c'est de l'argent pour acheter de la production en attente.

L'assurance d'un minimum, au lieu de rendre paresseux, permet à l'homme de se placer là où il peut le mieux mettre à profit ses aptitudes. Le bien général y gagne.

Il n'y a pas de meilleurs travailleurs que ceux qui travaillent par goût, par choix. Non pas le travail forcé, non pas la carrière imposée dictatorialement. Mais le travail choisi librement.

Le dividende constitue du pouvoir d'achat pour acheter des produits. Il suppose donc le travail d'hommes et de machines pour répondre à la demande. Il est clair que si la production arrêta, aucun argent ne serait du pouvoir d'achat, puisqu'il n'y aurait rien à acheter. Une création d'argent dans ces circonstances ne serait pas du tout la représentation des réalités. Or le Crédit Social va d'après les réalités.

Le dividende à tous serait, comme le salaire aux travailleurs, un stimulant à la production, puisqu'il grossirait avec l'augmentation de la production.

Le dividende à tous ne supprimerait pas les salaires aux employés de la production. Il y aurait encore la même différence de revenu entre un homme qui n'a que son dividende et celui qui a en même temps son dividende et un salaire.

Objection: communisme

— Donner à tous la même somme, c'est mettre tout le monde égal, c'est du communisme !

— Le dividende ne nivelle pas les fortunes. Pierre

a 100 000 dollars. Paul en a 100. Si je donne 40 \$ à chacun, deviennent-ils également riches? Tous les deux sont mieux, et c'est le plus pauvre qui sent le mieux l'amélioration.

— Quelque chose pour rien, c'est du communisme !

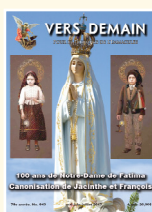
— Pas du tout. Que veut le communisme? Lorsque le communisme réclame un sort économique égal pour tous, il a tort. Mais réclamer pour chaque être humain le droit aux nécessités de la vie, parce que Dieu a créé les biens matériels pour l'espèce humaine tout entière, ce n'est pas du communisme, c'est de la sociologie chrétienne. C'est la loi de l'usus communis. Si des communistes la rappellent à un monde qui l'a oubliée, ils ont raison. L'autre loi, la propriété privée, est juste aussi et les capitalistes ont raison d'y tenir, comme les communistes ont tort de la nier.

Le Crédit Social, comme l'Eglise, veut l'observation des deux. Le Crédit Social, par son dividende à tous, propose une méthode pour garantir légalement à chacun une part minimum des biens créés pour tous les hommes. En équilibrant le pouvoir d'achat global avec les prix, il facilite l'écoulement de la production et consolide ainsi la propriété.

Le communisme veut enrégimenter tout le monde au service de l'Etat. Le Crédit Social, en garantissant à tous un minimum vital, leur permet de se placer selon leurs aptitudes; en rendant la production payante, il libère les citoyens du recours continu à l'intervention de l'Etat et à des octrois qui font chanceler la liberté.

D'ailleurs, une commission de théologiens nommée par les évêques étudia le Crédit Social en 1939 et fut unanime à reconnaître qu'il n'y a ni communisme ni socialisme condamné par l'Eglise dans le Crédit Social. Son rapport fait même des rapprochements intéressants entre l'encyclique de Pie XI et les propositions monétaires du Crédit Social. ♦

Louis Even



Vers Demain publié en quatre langues

Saviez-vous que Vers Demain est publié en quatre langues — français, anglais, espagnol et polonais? Ils sont tous publiés en format magazine. Si vous connaissez quelqu'un qui peut lire une de ces langues, n'hésitez pas à lui offrir un abonnement-cadeau, ou bien abonnez-vous vous-même pour améliorer vos habiletés dans une deuxième langue! Le prix est le même pour chacune des quatre éditions: 20 dollars pour 4 ans (pour le Canada et les États-Unis, ou 20 euros pour 2 ans pour l'Europe). Envoyez votre chèque ou mandat-poste à notre bureau de Rougemont, ou payez par carte de crédit sur notre site (et n'oubliez pas de mentionner dans quelle langue vous voulez recevoir le magazine). Pour l'adresse des autres pays, voir en page 2.

Le droit de tous aux biens de la terre

Discours de Louis Even au Congrès de Trois-Rivières

Voici des extraits d'un discours de Louis Even donné il y a cinquante-cinq ans, au congrès de Vers Demain à Trois-Rivières, le 1^{er} septembre 1957, alors qu'il commentait le radio-message de Pie XII du 1^{er} juin 1941 sur le droit de tous aux biens de la terre:

Bien chers créditistes,

Si nous voulons embarquer dans une année de réalisations, il faut embarquer dans une année de travail. Pour embarquer dans une année de travail avec ardeur, il ne faut pas perdre de vue l'importance de l'oeuvre que nous poursuivons. Nous demandons constamment aux créditistes de faire des efforts, de faire du travail, de faire des sacrifices. Il faut qu'ils soient tous bien convaincus que le Crédit Social c'est une grande chose: on pourrait en parler pendant des journées, parler de différents aspects du Crédit Social.

Cet après-midi je vais surtout essayer de faire ressortir un point du Crédit Social en touchant légèrement les autres en passant.

Restituer la personne dans ses droits

Le Crédit Social c'est la réhabilitation des droits de la personne; c'est restituer la personne dans ses droits. Cela dit beaucoup! Cela dit: il faut donner à chaque personne ce qui est son droit; pas le donner à un groupe, pas à une nation, pas à une classe, pas à un syndicat ouvrier! Le donner à chaque personne! Restituer chaque personne dans ses droits!

La personne, c'est beaucoup! Parce que chaque personne, vous savez, a une destinée à accomplir! Une destinée qui va jusqu'à l'éternité. Mais, pendant qu'elle est sur la terre, il faut qu'elle trouve un climat favorable à l'accomplissement de sa destinée et notre travail à nous, les créditistes, se



Louis Even (à droite) reçoit un portrait du Pape Pie XII.

situe justement dans ce domaine-là! Établir un ordre qui favorise un climat, un ordre politique, économique, social, qui favorise l'épanouissement de la personne humaine et sa marche vers sa destinée propre.

Nous avons tous une destinée éternelle: nous sommes appelés à vivre de la vie divine, par grâce, dans le ciel, toute l'éternité, mais chacun de nous a une vocation, a un épanouissement à faire de sa propre personne. Il faut que le climat le permette! C'est pour cela que, tantôt, nous nous occupons par conséquent du domaine temporel, mais, sans oublier que la personne qui va vivre dans ce domaine temporel est appelée à une destinée éternelle. C'est pour cela que nous ne pouvons pas être de l'école matérialiste, nous

ne pouvons pas être de l'école communiste, nous ne pouvons pas être de l'école socialiste qui diminue la personne en faveur du groupe, en faveur de l'État!

Quels sont les droits de la personne? Dans son discours radio-diffusé du 1^{er} juin 1941, le jour de la Pentecôte, le Pape Pie XII trace, justement, les droits de la personne dans ce domaine-là:

«Les biens que Dieu a créés l'ont été pour tous les hommes et doivent être à la disposition de tous, selon les principes de la justice et de la charité.»

Quand on dit «tous» cela n'exclut personne! Et, s'il y a des gens qui ne veulent pas du Crédit Social, qui dit «à tous et à chacun», qu'ils nous donnent leur formule pour atteindre tout le monde!

Les partisans de l'embauchage intégral, en passant, qu'ils nous disent comment ce petit bébé-là va être embauché pour avoir ses droits? Comment le vieillard va être embauché? Comment la femme qui travaille dans la maison à élever ses enfants va être embauchée et faire un salaire?

L'embauchage intégral n'est pas une solution

Vouloir régler le problème social rien que par les salaires, c'est faire fausse route! Le salaire ne peut pas donner des revenus à tout le monde. D'autant plus que le progrès moderne va justement diminuer le besoin de salariés! Et l'autre jour, je lisais une phrase du docteur Monahan, qui est à la tête, aujourd'hui, du secrétariat du Crédit Social, deuxième successeur de Douglas, et il disait: «C'est le conflit entre le progrès et la recherche de l'embauchage intégral, c'est ce conflit-là qui est à la base de l'inflation, aujourd'hui.»

Dès qu'on fait un progrès, pour détacher du besoin de l'emploi, on cherche un autre emploi! À faire des armes, à bâtir des usines, à extraire des minerais dont on n'a pas besoin afin de les occuper. Et tout cela ce n'est pas des choses pour les maisons, il faut qu'elles soient payées dans le prix que l'on paie pour les maisons; c'est à la base de l'inflation. Au lieu de nous donner des loisirs pour nous occuper davantage de notre vie culturelle, et de la préparation de notre vie éternelle, on veut nous embaucher davantage, et vous entendez des gens qui se pensent catholiques, qui nous prêchent le catholicisme, et qui viennent nous dire: «Il faut que l'homme soit embauché tout le temps; il faut qu'il travaille à la sueur de son front, sans cela il ne gagnera pas son pain!»

Je continue la citation du Pape; elle est merveilleuse, vous savez: **«Tout homme, en tant qu'être doué de raison»** — c'est ce qui distingue l'homme de l'animal, c'est la raison. Il ne dit même pas en tant que chrétien, il ne dit même pas en tant que catholique,

il ne dit même pas en tant qu'appelé à la vie surnaturelle, il dit «en tant qu'être doué de raison»; c'est de l'humanisme cela!

Tout homme, en tant qu'être humain, en tant qu'être doué de raison, pas en tant qu'embauché, en tant qu'être doué de raison; en fait de sa nature même tient le droit fondamental d'user des biens matériels de la terre. Tout homme! Tout homme qui a une âme a la raison, n'est-ce pas? La raison c'est l'âme; c'est ce qui nous distingue de l'animal. Tout homme a un droit fondamental aux biens de la terre, rien que parce qu'il est homme; pas pour d'autres choses! Parce qu'il est homme il a un droit fondamental aux biens de la terre. Quel est mon droit à mon pain quotidien? Mon premier droit c'est que je suis un homme, que je suis né!

Pie XII ajoute après, ce qui n'est pas fait encore: **«quoi qu'il soit laissé à la volonté humaine et aux formes juridiques des peuples»**; les formes juridiques ce sont les législations; c'est laisser à la volonté humaine, à la communauté, c'est laisser aux législateurs,

le soin de régler plus en détail la réalisation pratique de ce droit. Mais jamais il ne leur est laissé de nier ce droit, ni de l'empêcher de l'exercer.

Des législateurs qui ne reconnaissent pas le droit de chaque personne aux biens de la terre, qui mettent des entraves pour que chaque personne puisse les avoir, ces législateurs-là vont contre le droit fondamental de l'homme; ils ne sont pas dignes de leur mission. Ce sont des usurpateurs! Et je voudrais bien voir où est dans notre code de loi nationale, dans notre code de droit provincial, où est l'article de loi qui garantit à chaque être humain, dans notre pays, dans nos provinces catholiques, dans les provinces voisines, où est l'article de loi qui garantit à chaque personne qu'elle pourra exercer son droit fondamental d'user des biens de la terre?

Qu'est-ce qu'un déshérité?

Le cardinal Léger a fondé à Montréal un hôpital pour les gens qui n'ont pas de place ailleurs, pour les déshérités. C'est une belle oeuvre, et il y en a d'autres pour les déshérités. Pourquoi est-ce qu'il y a des déshérités? ►

Au Congrès de 1957, un diplôme est remis à Mme Gilberte Côté-Mercier, co-fondatrice de Vers Demain avec Louis Even, pour ses 25 ans d'apostolat à plein temps. Les deux demoiselles qui l'entourent, Florentine Séguin (à gauche) et Thérèse Tardif (à droite) sont encore à plein temps pour Vers Demain.



► **Qui est-ce qui s'est permis de les déshériter? Pourquoi les appelle-t-on des «déshérités»? Parce qu'ils ont perdu leur héritage! Quel est leur héritage? Leur héritage, c'est le droit aux biens de la terre que le bon Dieu a créés pour tous les hommes, c'est cela! C'est le premier héritage; et le deuxième héritage ce sont les progrès qui ont été faits dans toutes les générations passées, dont notre génération présente n'est pas la seule qui l'ait fait; ce n'est pas elle qui a inventé tout un tas de choses du passé sur lesquelles on s'est basé pour inventer des choses nouvelles. C'est des choses des autres générations! Et pourquoi y a-t-il un groupe d'hommes sur la terre qui s'empare des bienfaits de toutes les générations et qui ne nous les donne qu'au compte-goutte et avec leurs conditions? Pourquoi? De quel droit s'emparent-ils de cela?**

Le Pape dit «selon les principes de la justice et de la charité»; il y a une injustice à voler le bien des autres! Il y a une injustice à voler à chacun son droit aux biens de la terre. La charité doit venir après la justice pour combler les petits trous que la justice n'a pas pu combler. Quand tout le monde, par exemple, dans le Crédit Social aurait son revenu par un dividende qui lui donne droit à une part des biens de la terre, il y en aurait quand même quelques uns qui auraient des malchances, des maladies, ou bien leur maison brûle ou bien ils ont un accident, dans ce temps-là, eh bien, il y a besoin de secours pour eux-mêmes. Là la charité vient pour finir ce que la justice n'a pas pu faire.

Mais des gens qui nous prêchent la charité et qui supportent l'injustice, je ne comprends pas cela!

On nous dit, et c'est vrai, que la charité est une vertu théologale et que dans son ordre elle est plus élevée que la justice, c'est vrai, mais, dans l'ordre de la distribution des biens de la terre, la justice doit venir en premier lieu!

Le Pape dit de ce droit-là aux biens de la terre par tout le monde, que c'est un droit «imprescriptible». Qu'est-ce que cela veut dire «imprescriptible»? Demandez aux avocats, ils savent bien ce que c'est que la «prescription». La «prescription», ça veut dire qu'après un certain temps, après cinq ans pour certaines choses, après un an pour les accidents d'automobile, après trente ans pour les propriétés, etc., après un certain temps, le droit est prescrit; on n'a plus le droit de le faire valoir.

Un droit qui ne peut être effacé

Eh bien, le Pape dit: le droit de chacun aux biens de la terre, lui ne peut pas être prescrit, il ne peut pas être prescrit, c'est-à-dire: il ne peut pas être terminé par des années, il ne peut pas être aboli par des années, il ne peut pas être effacé par des siècles; il ne peut pas être effacé par des lois humaines! S'il y a des lois humaines qui nient ces droits ou nous empêchent de les exercer, elles ne peuvent pas empêcher ce droit d'exister; ce droit existera quand même!

Et c'est cela que nous revendiquons dans le Crédit Social: le droit pour chaque personne de pouvoir s'épanouir. Elle ne le peut pas si, premièrement, elle est prise avec un cœur qui ne peut pas vivre. Saint Vincent de Paul le disait bien: avant de dire à quelqu'un de sauver son âme, de travailler pour son âme, il faut commencer par le mettre dans des conditions matérielles où il peut s'apercevoir qu'il en a une.

Des gens qui sont dans des conditions matérielles assimilables à celles des étables et même moins, ceux-là, comment peut-on bien leur parler de leur âme? Je sais que dans n'importe quelle prison, dans n'importe quelle misère affreuse, dans n'importe quelle pauvreté, on peut sauver son âme; le bon Dieu donne encore des grâces là aussi, mais c'est plus difficile! C'est plus difficile et le Pape le dit bien: c'est plus difficile de faire leur salut dans ces conditions-là!

Eh bien, on n'a pas le droit de mettre des conditions difficiles aux gens! On n'a pas le droit de les mettre dans ces conditions-là et de dire: «Faites des héros! Sauvez-vous quand même! Tirez-vous en quand même!» On n'a pas le droit de faire cela! Si les conditions viennent, on est obligé de les subir, mais on n'a pas le droit de les accepter! Un chrétien n'a pas le droit d'être résigné au désordre, même quand il le subit!

«Ce droit individuel de chaque personne, dit le Pape encore, ne saurait être supprimé même par l'exercice d'autres droits certains et reconnus sur des biens matériels.» Cela veut dire: Voici une personne qui a un droit certain sur sa maison, un autre sur sa ferme; un autre a des droits certains sur son usine; ce sont des droits certains et des droits reconnus. Ils sont certains, ils sont reconnus, ils peuvent subsister, mais, cela n'empêche pas l'autre droit fondamental, le droit

Livres sur le Crédit Social

Pour étudier la cause des crises financières, ces quatre livres sont accessibles gratuitement sur la page d'accueil de notre site web (www.versdemain.org), ainsi que d'autres brochures sur le même sujet. Pour ceux qui préfèrent lire ces livres sur une version imprimée sur papier, vous pouvez aussi les commander de notre bureau de Rougemont, ou en allant directement sur notre site au lien suivant: <http://www.versdemain.org/boutique>, et payer par carte de crédit ou paypal.



de chaque personne à une part des biens de la terre ! Et d'abord, qu'est-ce que nous disons, nous, dans le Crédit Social ? Est-ce que nous demandons d'enlever la propriété à celui qui l'a ? Pas du tout ! Nous ne demandons d'enlever aucune ferme à aucun cultivateur, aucune usine à aucun patron ! Mais nous demandons de permettre à chacun, à chaque personne, de se procurer des biens qui sortent de cette usine, qui sortent de cette ferme, et le propriétaire de l'usine et le propriétaire de la ferme seront les premiers contents si leurs produits s'en vont dans les maisons de tout le monde, ils seront les premiers contents !

Le droit de tous à un capital

C'est une formule merveilleuse que le Crédit Social qui respecte la propriété des moyens de production à ceux qui les ont et qui donne quand même à tout le monde un «usufruit» sur ce grand capital que le bon Dieu a créé et que les hommes ont développé. L'«usufruit» ça veut dire : «le droit aux produits». Ils ont le droit, mais pour avoir de l'ordre, on n'a pas le droit de les prendre comme l'on veut, ici et là, il faut présenter, dans notre monde moderne, présenter un droit imprimé ou un droit inscrit sur une feuille de papier qui s'appelle «argent». C'est l'expression du droit. Le droit existe ; il est conféré par Dieu à notre nature. Le droit imprimé doit nous être donné en rapport avec ce droit réel qui existe et en rapport avec la capacité de production du pays d'y répondre !

Dans le Crédit Social justement, on fait cette grande distinction, c'est Douglas qui l'a faite pour la première fois, entre le crédit réel et le crédit financier. Le crédit réel d'un pays, c'est tout ce que le pays peut fournir pour répondre aux besoins, et le crédit financier, c'est l'argent pour exprimer ces besoins. Et il dit : «Il faut un rapport d'égalité, un rapport de proportion, un rapport de permanence, de stabilité entre le crédit financier et le crédit réel.»

Le crédit réel est fait par qui ? Par qui est faite la capacité de production du pays ? Le premier grand facteur, le premier grand agent ou premier grand auteur du crédit réel, c'est le bon Dieu !

S'il n'avait pas fait la terre avec tout ce qu'elle a dessus et dedans, avec les forêts et leur gibier et leurs arbres, avec les rivières et leur eau, avec la mer et avec le soleil qui la pompe et avec les montagnes qui font qu'il y a des chutes d'eau et qu'on peut avoir des forces, avec toutes les forces déjà connues par l'homme, avec toutes les forces inconnues et qu'il a mission de trouver. C'est sa mission : Dieu l'a dit à Adam, même après son péché : «Domine la terre, tu as péché, mais domine la terre, arrange-toi pour la dominer tout de même !» (...)

Les politiciens aiment à chanter la prospérité du pays en calculant des statistiques de production. Ils ne calculent pas les statistiques de souffrance qu'il y a dans les maisons ! Il n'y a pas de statisticien pour faire cela ! Mais, vous, créditistes, qui faites du porte en porte, vous avez pu voir dans combien de régions, même de notre province de Québec qui est pourtant dite une

province riche, dans des districts de l'Ontario, qui est une province riche, dans d'autres districts de toutes les provinces, vous avez pu voir bien des misères, bien des souffrances.

L'humain là ? Non, la loi, le règlement ! L'humain ? Non, la loi n'a pas prévu cela ! Il y a des lois pour les droits de l'argent. Si vous ne remplissez pas vos obligations financières, votre créancier vous traduit en cour. Et la cour lui donnera raison ; elle saisira vos biens si vous en avez, elle saisira votre salaire si vous en gagnez pour rencontrer les droits de l'argent ! Je ne critique pas ces actes-là ! Je dis qu'il y a des lois pour protéger les droits de l'argent, mais il n'y en a pas pour protéger les droits de la personne humaine aux biens de la terre, à son bien, il n'y en a pas ! Il est temps qu'il y en ait !

Le Pape, qui est le Vicaire de Notre-Seigneur sur la terre, qui est, par conséquent, le premier représentant du Christ, qui est là, à Rome, pour tout l'univers, à la place du Christ qui est rendu invisible sur la terre, mais qui est dans le ciel, le Pape, lui, ne dit pas qu'un pays est prospère quand il y a beaucoup de biens dans le pays. Qu'est-ce qu'il dit, à ce sujet-là ? Il dit : « **La richesse économique d'un peuple ne consiste pas proprement dans l'abondance des biens mesurés selon un calcul matériel pur et simple de leur valeur** », cela vaut tant, cela vaut tant, total tant, donc le pays est riche. Il dit ce n'est pas cela la vraie richesse, « **mais bien dans ce qu'une telle abondance représente et fournit réellement et efficacement comme base matérielle pour le développement personnel convenable de ses membres.** » La prospérité non distribuée n'est pas une prospérité ! C'est la prospérité distribuée qui l'est.

Et j'ai hâte d'entendre les politiciens chanter la prospérité distribuée à chaque personne, à chaque famille ! Ça n'est pas fait encore.

Pie XII ajoute : « Si une telle distribution » remarquez bien, le problème de production est réglé, au moins dans nos pays et dans une bonne partie des pays de l'univers ! « **Si une telle distribution des biens ne s'est pas réalisée, ou si elle n'était qu'imparfaitement assurée** », si elle n'est pas parfaitement assurée, il faut qu'elle soit parfaitement assurée ! Si elle n'est qu'imparfaitement assurée, « **le vrai but de l'économie nationale ne serait pas atteint.** » L'économie nationale doit assurer **parfaitement**, le mot est là, il faut que soit parfaitement assurée la distribution à chaque personne, ou bien l'économie nationale n'est pas bonne ! Le but n'est pas atteint, étant donné, dit-il, que, « **quelle que fût l'opulence l'abondance, des biens disponibles, le peuple n'étant pas appelé à y participer, ne serait pas riche mais pauvre.** »

Peuple pauvre en face d'une abondance de richesses, on connaît ça ! Tant que ça n'est pas distribué le peuple est pauvre et on n'a pas le droit de dire que la prospérité règne ! Le pays est riche ? Oui ! Eh bien, c'est une accusation contre vous, gouvernements, parce que le peuple est pauvre et le pays est riche ! Vous êtes coupables ! ❖



Il est impossible de rembourser les dettes des pays

Puisque tout l'argent est créé par les banques sous forme de dettes

Le déficit du gouvernement canadien catapulté par la pandémie à un niveau jamais vu

par Alain Pilote

On voyait venir cette nouvelle depuis quelque temps: avec toutes les dépenses astronomiques faites par le gouvernement canadien pour venir en aide aux citoyens et entreprises frappés par la pandémie du coronavirus et l'arrêt de pratiquement toutes les activités économique, M. Yves Giroux, directeur du budget du parlement canadien, annonçait le 30 avril 2020 que le déficit budgétaire du gouvernement fédéral atteindrait un niveau record, passant de 24,9 milliards de dollars en 2019-2020 à 252,1 milliards de dollars en 2020-2021, doit dix fois plus.

Résultat: la dette accumulée du gouvernement fédéral, qui était de 685 milliards en 2018-2019, bondirait à 962 milliards. Et si ça peut vous consoler, tous les autres pays sont dans une même situation catastrophique. Ainsi, la dette des États-Unis, qui atteint 25 trillions (25 mille milliards) de dollars au début de mai 2020, pourrait atteindre les 30 trillions d'ici la fin de l'année.

Il faut remonter à la dernière guerre mondiale pour voir un déficit si élevé, en comparaison de l'économie du pays (PIB), mais justement, le Canada — et tous les autres pays du monde — sont en guerre contre un ennemi commun, qui s'appelle coronavirus. Aux journalistes qui lui demandaient quel était son plan pour revenir à des déficits moins élevés, le premier ministre Justin Trudeau a tout simplement répondu: «On n'est pas du tout en train de penser à cela maintenant.»

On n'y pense pas maintenant, mais les maux de tête vont venir quand il faudra rembourser toutes ces sommes avec les intérêts. Car toutes ces sommes versées par le gouvernement pour aider les gens, c'est de l'argent emprunté des banques, de l'argent créé sous forme de dette.

Il est important de comprendre ce point: la dette totale ne peut jamais être remboursée, car elle représente de l'argent qui n'existe pas. Louis

Even l'a expliqué brillamment dans la parabole de l'Île des Naufragés (qu'on peut retrouver sur le site internet de Vers Demain dans la brochure *Qui sont les vrais maîtres du monde.*) Dans cette parabole, le banquier Martin prête l'argent à un taux de 8%, mais n'importe quel taux d'intérêt, même 1%, créerait une impossibilité mathématique de rembourser le prêt en entier, capital et intérêt.



Supposons que les cinq naufragés sur l'île décident d'emprunter du banquier Martin une somme totale de 100 dollars, à un taux d'intérêt de 6%. À la fin de l'année, les cinq naufragés doivent rembourser au banquier Martin l'intérêt de 6%, soit 6\$. $100\$ - 6\$ = 94\$$, il reste donc 94\$ en circulation sur l'île. Mais la dette de 100\$ demeure. Le prêt de 100\$ est donc renouvelé, et un autre 6\$ doit être payé à la fin de la deuxième année. $94\$ - 6\$$, il reste 88\$ en circulation. Si les cinq naufragés continuent ainsi de payer 6\$ d'intérêt à chaque année, au bout de 17 ans, il ne restera plus d'argent sur l'île. Mais la dette de 100\$ demeurera, et le banquier Martin sera autorisé à saisir toutes les propriétés des habitants de l'île.

La production de l'île avait augmenté, mais pas l'argent. Ce ne sont pas des produits que le banquier exige, mais de l'argent. Les habitants de l'île fabriquaient des produits, mais pas d'argent. Quand bien même les cinq habitants de l'île travailleraient jour et nuit, cela ne fera pas apparaître un sou de plus en circulation. Seul le banquier a le droit de créer l'argent. Il semblerait donc que pour la communauté, il n'est pas sage de payer l'intérêt annuellement.

Même emprunter l'intérêt ne règle pas le problème, mais ne fait que retarder la faillite finale. Voyez plutôt: reprenons donc notre exemple au début. À la fin de la première année, les cinq naufragés choisissent donc de ne pas payer l'intérêt, mais de l'emprunter de la banque, augmentant ainsi le prêt à 106\$. (C'est ce que nos gouvernements font, puisqu'ils doivent emprunter pour payer seulement l'intérêt sur la dette.) «Pas de problème, dit le banquier, cela ne représente que 36¢ de plus d'intérêt, c'est une goutte sur le prêt de 106\$!» La dette à la fin de la deuxième année est donc: 106\$ plus l'intérêt à 6% de 106\$ — 6,36\$ — pour une dette totale de 112,36\$.

Croissance d'une dette de \$100 à 6% d'intérêt

Année	Capital original emprunté	Dette à la fin de l'année	Intérêt dû à la fin de l'année	Argent en circulation
1	100 \$	106,00 \$	6,00 \$	100 \$
2	100 \$	112,36 \$	6,36 \$	100 \$
3	100 \$	119,10 \$	6,74 \$	100 \$
4	100 \$	126,25 \$	7,15 \$	100 \$
5	100 \$	133,82 \$	7,57 \$	100 \$
10	100 \$	179,08 \$	10,14 \$	100 \$
20	100 \$	320,71 \$	18,15 \$	100 \$
30	100 \$	574,35 \$	32,51 \$	100 \$
40	100 \$	1 028,57 \$	58,22 \$	100 \$
50	100 \$	1 842,02 \$	104,26 \$	100 \$
60	100 \$	3 298,77 \$	186,72 \$	100 \$
70	100 \$	5 907,59 \$	334,39 \$	100 \$

Au bout de 5 ans, la dette est de 133,82\$, et l'intérêt est de 7,57\$. «Pas si mal», se disent les cinq naufragés, l'intérêt n'a augmenté que de 1,57\$ en cinq ans.» Mais qu'en est-il au bout de 50 ans?

La dette augmente relativement peu les premières années, mais augmente ensuite très rapidement. A remarquer, la dette augmente à chaque année, mais le montant original emprunté (argent en circulation) demeure toujours le même: 100 \$. En aucun temps la dette ne peut être payée, pas même à la fin de la première année: seulement 100 \$ en circulation et une dette de 106 \$. Et à la fin de la cinquantième année, tout l'argent en circulation (100 \$), n'est même pas suffisant pour payer l'intérêt sur la dette: 104,26 \$.

Tout l'argent en circulation est un prêt, et doit retourner à la banque grossi d'un intérêt. Le banquier crée l'argent et le prête, mais il se fait promettre de se faire rapporter tout cet argent, plus d'autre qu'il ne crée pas. Seul le banquier crée l'argent: il crée le capital, mais pas l'intérêt (Dans l'exemple plus haut, il crée 100 \$, mais demande 106 \$).

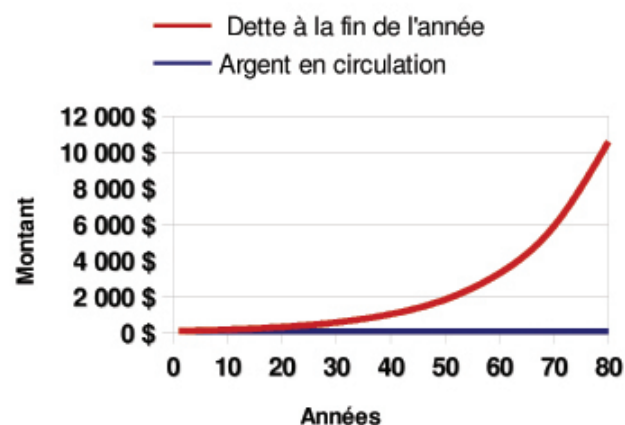
Le banquier demande de lui rapporter, en plus du capital qu'il a créé, l'intérêt qu'il n'a pas créé, et que personne n'a créé. Il est impossible de rembourser

de l'argent qui n'existe pas, les dettes ne peuvent donc que s'accumuler. La dette publique est faite d'argent qui n'existe pas, qui n'a jamais été mis au monde, mais que le gouvernement s'est tout de même engagé à rembourser. C'est un contrat impossible, que les financiers représentent comme un contrat sain à respecter, même si les humains dussent en crever.

En mettant sur un graphique la dette cumulative des cinq habitants de l'île, où la ligne horizontale est graduée en années, et la ligne verticale graduée en dollars, et en joignant tous les points obtenus pour chaque année par une ligne, nous obtenons une courbe qui permet de mieux voir l'effet de l'intérêt composé et la croissance de la dette:

Croissance de la dette

Pour maintenir seulement \$100 en circulation en empruntant à un taux d'intérêt de 6%

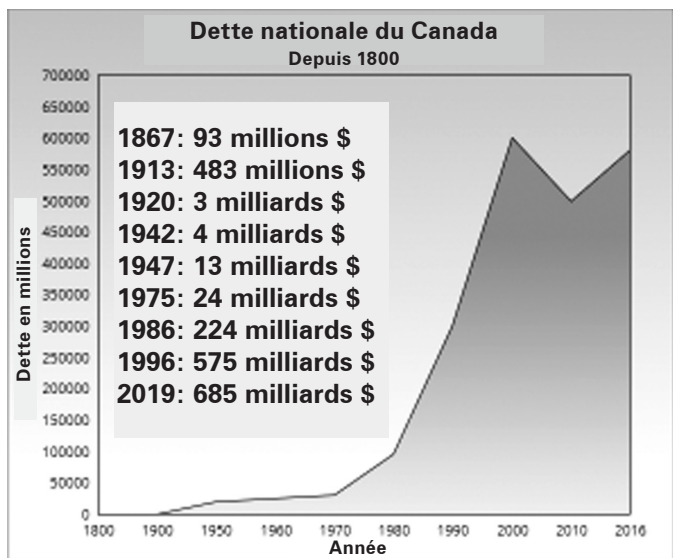


La pente de la courbe augmente peu durant les premières années, mais s'accroît rapidement après 30 ou 40 ans. Les dettes de tous les pays du monde suivent le même principe et augmentent de la même manière. Étudions par exemple la dette du Canada:

Lors de la formation du Canada en 1867 (l'union de quatre provinces: Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Ecosse), la dette du pays était de 93 millions \$. La première grande augmentation est survenue durant la Première Guerre mondiale (1914-1918), où la dette publique du Canada est passée de 483 millions \$ en 1913 à 3 milliards \$ en 1920. La seconde grande hausse est intervenue durant la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945), où la dette est passée de 4 milliards \$ en 1942 à 13 milliards \$ en 1947. Ces deux hausses peuvent s'expliquer par le fait que le gouvernement dut emprunter de grandes sommes d'argent pour sa participation à ces deux guerres.

Mais comment expliquer la hausse phénoménale des années plus récentes, alors que la dette passait ►

- de 24 milliards \$ en 1975 à 224 milliards \$ en 1986, puis à 685 milliards \$ en 2019, alors que le Canada était en temps de paix et n'a pas eu à emprunter pour la guerre? C'est l'effet de l'intérêt composé, comme dans l'exemple de l'Île des Naufragés.



Si le gouvernement canadien a pu réduire sa dette entre 1997 et 2007, c'est qu'il a pu faire des surplus budgétaires en coupant dans ses dépenses essentiellement les transferts d'argent aux provinces, les forçant à s'endetter davantage pour maintenir leurs services aux citoyens. Mais la dette totale des administrations (fédérale, provinciales et municipales) ne peut que continuer d'augmenter.

Si les dettes des gouvernements représentent des sommes énormes, elles ne représentent que la pointe de l'iceberg: en plus des dettes publiques, il existe aussi les dettes privées (individus et compagnies)! Ainsi, aux États-Unis, en 1992, la dette du gouvernement fédéral était de 4000 milliards \$, et la dette totale de 16 000 milliards, avec une masse monétaire de seulement 950 millions \$. En 2020, la dette du gouvernement fédéral américain atteint les 25 000 milliards, ce qui vous donne un aperçu de la dette totale d'individus, compagnies et gouvernements..

Dans son rapport de novembre 1993, le vérificateur général du Canada disait que sur la dette nette de 423 milliards \$ accumulée par le gouvernement canadien de 1867 à 1992, seulement 37 milliards \$ avaient été dépensés pour des biens et services, alors que le reste (386 milliards \$, ou 91% de la dette) consistait en frais d'intérêt, ce qu'il a coûté au gouvernement pour emprunter ce 37 milliards \$ (c'est comme si le gouvernement avait emprunté ce 37 milliards \$ à un taux de 1043% !). Le capital original emprunté représente moins de 10% de la dette. **En d'autres mots, la dette du Canada a déjà été payée dix fois. Ne pensez-vous pas que c'est suffisant? La vraie justice, c'est de**

rembourser le capital qu'une seule fois, et non pas cinq ou dix fois à cause des intérêts !

Heureusement, de plus en plus de gens voient clair dans cette fraude des banquiers. Par exemple, M. Gilbert Vik, de l'État de Washington, aux États-Unis, a écrit, il a quelques années, la lettre suivante:

«Pour chaque personne dans notre pays, il existe 20 000 \$ en argent. Cela paraît bien ! Mais il existe en même temps 64 000 \$ de dette pour chaque personne ! Dépensez votre 20 000 \$ pour payer la dette, et ce 20 000 \$ cesse d'exister, vous laissant sans argent et avec encore une dette de 44 000 \$. Vous avez le choix entre perdre vos biens ou bien emprunter ce 44 000 \$, mais cela ne fait que grossir la dette. Rembourser la dette est donc impossible !

«Puisque la manière dont l'argent est créé (sous forme de dette) est elle-même la cause de la dette sans cesse croissante, il n'est pas possible de corriger le problème en utilisant une méthode qui s'occupe de l'argent seulement après qu'il ait été créé.»

«Travailler plus fort ne règlera pas le problème. Travailler plus longtemps ne règlera pas le problème. Donner un emploi à tous les membres de la famille ne règlera pas le problème. Augmenter ou diminuer les salaires ne règlera pas le problème, etc.

«La seule chose qui règlera le problème est d'enlever aux compagnies privées (les banques) le pouvoir de créer l'argent sous forme de dette (en exigeant un intérêt), et d'adopter une méthode de création de l'argent où l'Office national de Crédit crée l'argent lui-même ! Cette solution est d'une importance déterminante pour l'avenir financier de notre pays et du monde entier !»

La seule chose qui manque, c'est l'éducation du peuple, pour lui démontrer la fausseté, l'absurdité et l'injustice du système financier actuel, et l'urgence pour le gouvernement de créer lui-même son argent, au lieu de l'emprunter des banques. Seul Vers Demain dénonce le système actuel et apporte la solution; c'est donc Vers Demain que la population doit étudier. Et pour cela, il faut abonner tout le monde à Vers Demain ! ♦

Alain Pilote

Changement d'adresse

Veuillez nous faire parvenir votre nouvelle adresse lorsque vous déménagez. Les bureaux de poste ne nous donnent pas les nouvelles adresses. Nous devons acquitter des frais d'un dollar pour chaque adresse qui nous est retournée. Envoyez donc votre nouvelle adresse au bureau de Vers Demain.

La doctrine sociale de l'Église et le Crédit Social à la lumière de la Bible

L'abbé Albert Kaumba Mufwata, ordonné prêtre en 1988 dans le diocèse de Kolwezi, Province ecclésiastique de Lubumbashi en République démocratique du Congo, est depuis 2017 curé de l'Unité pastorale Soleil Levant dans l'Est-Ontarien (St-Grégoire de Vankleek Hill, Ste Anne de Prescott, St-Eugène, St-Joachim à Chute-à-Blondeau, St-Jean-Baptiste de L'Orignal et St-Bernardin, dans le diocèse d'Ottawa-Cornwall, au Canada.



En 2009, il accompagnait M. Marcel Lefebvre, Pèlerin de saint Michel de Rougemont, dans une tournée en RDC, et depuis ce temps, il fait connaître la philosophie du Crédit Social autour de lui, et reste en contact régulier avec la direction de Vers Demain. Voici le texte de son intervention lors de la session de formation sur la doctrine sociale de l'Église à la lumière du Crédit Social au diocèse de Kolwezi en RDC tenue en août 2019. C'est le premier d'une série d'articles à suivre dans de prochains numéros:

par l'abbé Albert Kaumba Mufwata Introduction générale

Notre présentation vise à introduire à l'approfondissement de la connaissance de la doctrine sociale de l'Église à la lumière du Crédit Social. Certains d'entre nous connaissent plus ou moins la doctrine sociale de l'Église ou ont déjà entendu parler aussi du Crédit Social, mais pour beaucoup d'autres, la notion du crédit social doit soulever sans doute bien des questions ! Nous allons nous pencher dans le présent texte à la fois sur la doctrine sociale de l'Église et le crédit social à la lumière de la Bible.

Revenons sur quelques notions essentielles:

L'Église qui est définie chez nous ici en Afrique comme la famille de Dieu¹, tient son origine de la convocation en vue de la mission. Même son étymologie qui se tire du verbe *Qahal* (en hébreu, convoquer, appeler une assemblée, réunir), et qui se traduit en grec par le verbe *Kalew* (qui donnera en latin le mot *ecclesia*), reflète au départ cette notion de convocation, qui indique clairement que nous tenons tout d'un Autre ou de sa providence. Il faut tout le temps nous rappeler qu'il y a quelqu'un qui nous appelle, c'est le Seigneur Dieu qui nous convoque et donc c'est Lui qui nous confie la mission. On ne s'attribue pas soi-même

une tâche à accomplir ou mission, c'est le Seigneur ou son représentant qui nous la confie, l'épître aux Hébreux (5,4) est on ne peut plus claire à ce sujet: **«Nul ne s'attribue cette dignité, s'il n'est appelé de Dieu, comme le fut Aaron.»**

Ainsi, donc si l'Église est rassemblée, elle l'est pour être envoyée en mission. Ceci vaut beaucoup aussi pour les Pèlerins de saint Michel qui se considèrent à tout instant comme des missionnaires engagés à aller répandre la Bonne Nouvelle du Crédit Social. Ainsi concluons ce paragraphe en soulignant de nouveau que l'Église n'a de sens que si elle ne perd pas de vue ce qu'elle est parce que centrée sur l'Autre et portée vers d'autres.

C'est ce souci du bien de l'autre, de la compassion non pas simplement anthropologique, mais divino-cosmo-anthropologique, qui motive l'action missionnaire de l'Église et son côté de charité ou dévouement pour les autres. La notion de disciples missionnaires chère au Pape François ne peut mieux se comprendre qu'en cette ligne. Et ainsi dit, les Pèlerins de saint Michel, par leur souci d'apostolat missionnaire, ont été fondés dans cet esprit de l'Église qui se porte au secours des autres.

Déjà dans l'Ancien Testament un écho comme celui d'Exode 3, 9-10, nous indique clairement que Dieu n'aime pas voir son peuple souffrir: **«Maintenant, le cri des fils d'Israël est parvenu jusqu'à moi, et j'ai vu l'oppression que leur font subir les Égyptiens. Maintenant donc, va! Je t'envoie chez Pharaon: tu feras sortir d'Égypte mon peuple, les fils d'Israël.»**

Les consignes que Dieu va indiquer iront clairement en ce sens. Deutéronome 24, 10-22:

«Lorsque tu fais à ton prochain un prêt quelconque, tu n'entreras pas dans sa maison pour lui prendre un gage. Tu resteras dehors et l'homme à qui tu prêtes sortira pour te l'apporter. Si c'est un pauvre, tu ne te coucheras pas en gardant son gage. Tu devras le lui rapporter au coucher du soleil : il se couchera dans son manteau et te bénira. Et tu seras juste devant le Seigneur ton Dieu.

«Tu n'exploiteras pas un salarié pauvre et malheureux, que ce soit l'un de tes frères, ou un immigré qui réside dans ton pays, dans ta ville. Le jour même, tu lui donneras son salaire. Que le soleil ne se couche pas sur cette dette, car c'est un pauvre, il attend impatiemment son dû. Ainsi, il ne criera pas contre toi vers le Seigneur, et tu ne te chargeras pas d'un péché. (...)

«Tu ne feras pas dévier le droit de l'immigré ni celui de l'orphelin, et tu ne feras pas saisir comme gage le manteau de la veuve. Souviens-toi que tu as

¹ Voir "Ecclesia in Africa", Exhortation finale du Synode africain tenu à Rome du 10 avril au 8 mai 1994.

► **été esclave en Égypte et que le Seigneur ton Dieu t'a racheté. Voilà pourquoi je te donne ce commandement.**

«Lorsque tu feras ta moisson, si tu oublies une gerbe dans ton champ, tu ne retourneras pas la chercher. Laisse-la pour l'immigré, l'orphelin et la veuve, afin que le Seigneur ton Dieu te bénisse dans tous tes travaux.

«Lorsque tu auras récolté tes olives, tu ne retourneras pas chercher ce qui reste. Laisse-le pour l'immigré, l'orphelin et la veuve.

«Lorsque tu vendangeras ta vigne, tu ne retourneras pas grappiller ce qui reste. Laisse-le pour l'immigré, l'orphelin et la veuve.

«Souviens-toi que tu as été esclave au pays d'Égypte. Voilà pourquoi je te donne ce commandement.»

D'autres textes autour de Moïse et des cinq premiers livres de la Bible iront dans ce sens :

Deutéronome 23, 20-21: **«Tu n'exigeras de ton frère aucun intérêt ni pour argent, ni pour vivres, ni pour rien de ce qui se prête à intérêt. Tu pourras tirer un intérêt de l'étranger, mais tu n'en tireras point de ton frère, afin que l'Éternel, ton Dieu, te bénisse dans tout ce que tu entreprendras au pays dont tu vas entrer en possession.»**

Exode 22, 24: **«Si tu prêtes de l'argent à mon peuple, au pauvre qui est avec toi, tu ne seras point à son égard comme un créancier, tu n'exigeras de lui point d'intérêt.»**

Exode 22, 25-26: **«Si tu prends en gage le vêtement de ton prochain, tu le lui rendras avant le coucher du soleil; car c'est sa seule couverture, c'est le vêtement dont il s'enveloppe le corps: dans quoi coucherait-il? S'il crie à moi, je l'entendrai, car je suis miséricordieux.»**

Lévitique 25, 39-40: **«Si ton frère devient pauvre près de toi, et qu'il se vende à toi, tu ne lui imposeras point le travail d'un esclave. Il sera chez toi comme un mercenaire, comme celui qui y demeure; il sera à ton service jusqu'à l'année du jubilé.»**

Les prophètes en l'occurrence Amos, Osée, Isaïe, Michée, Jérémie ou Ézéchiël nous amèneront en ce sens au cœur de Dieu qui est Amour, donc tout donné pour les autres, qui est Justice, Compassion et Miséricorde. Oui il porte notre misère dans son cœur. En ce sens il ne tolère pas l'exploitation de l'humain par l'humain. C'est ce que bien des latinistes exprimaient par l'adage *homo homini lupus*, «L'homme est pour l'homme un loup».

Amos 2, 8 aura ces mots spécialement: **«Ils s'étendent près de chaque autel sur des vêtements pris en gage, et ils boivent dans la maison de leurs dieux le vin de ceux qu'ils condamnent.»**

On retrouve la même dénonciation chez Ézéchiël 18, 12: **«s'il opprime le malheureux et l'indigent, s'il**

commet des rapines, s'il ne rend pas le gage, s'il lève les yeux vers les idoles et fait des abominations.»

Même durant la période plus proche de l'arrivée de Jésus, on retrouve les mêmes types de dénonciation de la part des hommes de Dieu; arrêtons-nous à deux citations de Job:

Job 22, 6: **«Tu enlevais sans motif des gages à tes frères, Tu privais de leurs vêtements ceux qui étaient nus.»**

Job 24, 3: **«On enlève l'âne de l'orphelin, On prend pour gage le bœuf de la veuve.»**

C'est en ce sens que nous pouvons comprendre la mission confiée au Seigneur Jésus, sous l'impulsion de l'Esprit-Saint: annoncer la bonne nouvelle aux pauvres, aux prisonniers la libération, aux gens tristes la joie, aux malades la guérison, toute une année ou vie de bienfaisance (Luc 4,18). Il faut remarquer la subtilité et l'ironie que le Seigneur Jésus va souvent utiliser pour dénoncer toute exploitation des faibles ou pauvres.

Luc 6, 34-35: **«Et si vous prêtez à ceux de qui vous espérez recevoir, quel gré vous en saura-t-on? Les pécheurs aussi prêtent aux pécheurs, afin de recevoir la pareille. Mais aimez vos ennemis, faites du bien, et prêtez sans rien espérer. Et votre récompense sera grande, et vous serez fils du Très Haut, car il est bon pour les ingrats et pour les méchants.»**

Luc 7, 41-43: **«Un créancier avait deux débiteurs: l'un devait cinq cents deniers, et l'autre cinquante. Comme ils n'avaient pas de quoi payer, il leur remit à tous deux leur dette. Lequel l'aimera le plus? Simon répondit: Celui, je pense, auquel il a le plus remis. Jésus lui dit: Tu as bien jugé.»**

C'est dans cette mouvance que l'Église est née et s'est répandue. Personne ne considérait son bien comme personnel. Le partage était une assise importante pour la communauté. Joseph Barnabé nous est donné en exemple ici dans les Actes des Apôtres 4, 32-37:

«La multitude de ceux qui étaient devenus croyants avait un seul cœur et une seule âme; et personne ne disait que ses biens lui appartenaient en propre, mais ils avaient tout en commun.

«C'est avec une grande puissance que les Apôtres rendaient témoignage de la résurrection du Seigneur Jésus, et une grâce abondante reposait sur eux tous.

«Aucun d'entre eux n'était dans l'indigence, car tous ceux qui étaient propriétaires de domaines ou de maisons les vendaient, et ils apportaient le montant de la vente pour le déposer aux pieds des Apôtres; puis on le distribuait en fonction des besoins de chacun.

«Il y avait un lévite originaire de Chypre, Joseph, surnommé Barnabé par les Apôtres, ce qui se traduit: "homme du réconfort". Il vendit un champ qu'il possédait et en apporta l'argent qu'il déposa

aux pieds des Apôtres.»

C'est dans ce contexte que la fourberie et l'égoïsme d'Ananie et sa femme Saphira vont les conduire à leur perte et ruine :

Actes des Apôtres 5, 3-5: **«Pierre lui dit: "Ananie, comment se fait-il que Satan a envahi ton cœur, pour que tu mentes à l'Esprit, l'Esprit Saint, et que tu détournes pour toi une partie du montant du domaine? Tant que tu le possédais, il était bien à toi, et après la vente, tu pouvais disposer de la somme, n'est-ce pas? Alors, pourquoi ce projet a-t-il germé dans ton cœur? Tu n'as pas menti aux hommes, mais à Dieu." En entendant ces paroles, Ananie tomba, et il expira. Une grande crainte saisit tous ceux qui apprenaient la nouvelle.»**

La doctrine sociale de l'Église, comme le Crédit Social qui en est une meilleure application, tire son impulsion de cet élan de Dieu comme de son fils Jésus. Elle se définit principalement comme étant la préoccupation d'assurer le mieux être pour le peuple de Dieu.

À partir de ce point nous suivons principalement les données recueillies et présentées à travers le livre *La démocratie économique vue à la lumière de la doctrine sociale de l'Église*, étude préparée par Alain Pilote et publiée par les Pèlerins de Saint Michel, Rougemont, Canada, version de 2015.

Nous débutons par les leçons 13 et 14 (Le Crédit Social et la doctrine sociale de l'Église – 1ère et 2e

parties) et nous tenterons dans la mesure du possible de revenir sur toutes les leçons.

Alors que la crise mondiale des années 30 bat son plein, les Papes qui ont dirigé l'Église durant ce temps interviennent, citons en l'occurrence le Pape Benoît XV et son successeur Pie XI.

Comment mettre en pratique leur préoccupation? Comment les vulgariser et amener le peuple de Dieu à trouver solution à sa situation misérable?

La lecture de C.H. Douglas ouvrira les yeux à Louis Even, fondateur des Pèlerins de saint Michel. Ici lisons intégralement les textes des leçons 13 et 14 (Pages 162-197).

On se penche sur la vie de Louis Even et sa rencontre ou lecture de C.H. Douglas, on développe les quatre principes de base de la doctrine sociale de l'Église, on se penche sur la comparaison du capitalisme et du communisme. Nous relisons ensemble l'illustration présentée à travers l'Île des naufragés et la brochure *Qui sont les véritables maîtres du monde?*

Nous lisons l'introduction du livre la démocratie économique et donnons un aperçu général sur toutes les leçons. Comme nous nous sommes penché sur les leçons 13 et 14, nous orientons nos questions principalement dans cette ligne et allons développer chaque chapitre et toute la thématique du crédit social à la lumière de la Bible. Donc à suivre... ❖

Abbé Albert Kaumba Mufwata

Paroles de Mgr Nestor Ngoy, évêque de Kolwezi

*Dans son introduction, lors de la session d'étude d'août 2019 à Kolwezi, Mgr Nestor Ngoy Katahwa, évêque du diocèse, qui s'adressait aux prêtres, religieux et religieuses œuvrant dans son diocèse, avait insisté sur le fait que l'élément économique est très important pour les chrétiens. Mgr Nestor a rappelé à l'auditoire à relire et méditer profondément le texte proposé par la Congrégation pour la Doctrine de la Foi et le Dicastère pour le service du Développement Intégral intitulé *Oeconomicae et pecuniariae quaestiones, Considérations pour un discernement éthique sur certains aspects du système économique et financier actuel*, daté de janvier 2018:*

«C'est une grande bénédiction pour nous et pour notre église, que l'on se rende compte au niveau du Saint-Siège et de l'Église en général que la disparité au niveau des richesses et de la vie n'est pas accidentelle, mais bel et bien entretenue principalement par les banquiers. C'est un peu comme



une reconnaissance de tout le travail de sensibilisation qu'auront réalisé les Pèlerins de saint Michel...

«C'est impressionnant de voir comment il y a déjà bien des années que Louis Even avait déjà souligné l'importance de demeurer vigilants vis-à-vis de ceux qui produisent l'argent. Ce n'est pas par altruisme que les banquiers s'occupent de l'argent de la population ou en produisent, c'est pour leurs intérêts, spécialement pour les intérêts de ceux et celles à qui ces banques appartiennent. À Rougemont au Canada, toute une grande communauté des membres ayant accepté de vivre dans la ligne de Louis Even, les Pèlerins de saint Michel, qui se consacrent justement à diffuser et répandre cette bonne œuvre. Il y a quelques années, j'y suis allé en compagnie de l'Abbé Albert Kaumba qui vient nous présenter la formation sur le Crédit Social aujourd'hui.

«Je cède la parole à l'abbé Albert et bénis ces journées de formation sur le Crédit Social.» ❖



M. Alyre Richard 1923-2020

M. Alyre Richard, de Saint John, Nouveau-Brunswick, est décédé le 14 février 2020, à l'âge de 96 ans. Vétéran de la Deuxième Guerre Mondiale dans l'armée de l'air canadienne, il avait ensuite entrepris de construire des maisons dans la grande région de Saint John, et également travaillé pour le port de Saint John avec la compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique. C'est en 1963 qu'il devint actif pour l'Oeuvre de Vers Demain, qui fut pour lui une lumière sur son chemin, et changea le reste de sa vie. Catholique pratiquant, il avait bien compris combien le Crédit Social aiderait les pauvres et appliquerait la doctrine sociale de l'Église.



Il avait aussi bien compris le sens de cette citation du philosophe irlandais Edmund Burke: «La seule chose nécessaire pour le triomphe du mal est que les hommes de bien ne fassent rien.» En tant qu'homme de bien, il continua ainsi à se dévouer corps et âme dans l'apostolat des Pèlerins de saint Michel pour bâtir un monde meilleur pour tous ses concitoyens, jusqu'à ce que tout récemment, sa santé l'oblige à se retirer. Malgré les grandes distances à parcourir, il assistait régulièrement aux assemblées de Vers Demain à Rougemont, ainsi qu'à nos «Sièges de Jéricho»..

M. Richard a été pour ainsi dire notre responsable pour les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse pendant toutes ces années, accompagnant nos Pèlerins locaux et à plein-temps à la Croisade du Rosaire de porte en porte, et visitant nos abonnés pour le réabonnement. Par exemple, ces dernières années, il a fait des tournées d'apostolat avec notre Plein-temps Melvin Sickler, ainsi que M. et Mme Mark Lawyer du Nouveau-Brunswick et Bertrand Gaouette du Québec. Souvent, il demandait à M. Sickler quand il pourrait faire une prochaine tournée d'apostolat avec lui, car il comprenait l'importance d'être un apôtre de Vers Demain pour la justice sociale. En plus de se donner lui-même à l'apostolat, M. Richard aidait aussi généreusement en finance l'Oeuvre de Vers Demain.

M. Richard a été un géant de l'apostolat, et il va beaucoup nous manquer. Mais nous savons qu'avec sa vie remplie de mérites, une belle couronne l'attend au Ciel, puisque pour chaque âme que nous aidons à sauver, une étoile de plus sera ajoutée à notre couronne au Ciel pour l'éternité. Combien d'âmes M. Richard a aidées à sauver par son apostolat dans Vers Demain! Nos plus sincères sympathies à ses huit enfants.

Hommage à M. Émile Boutin

Un bon apôtre, mais surtout un apôtre bon, qui rayonnait le Christ par sa douceur et sa bienveillance, nous a quittés le samedi 7 mars, à l'âge de 91 ans, journée consacrée à Marie, notre Mère du Ciel. M. Émile Boutin portait le scapulaire de Notre-Dame du Mont-Carmel auquel est rattaché de grandes promesses, dont celle de monter au Ciel le premier samedi après sa mort. Quelle délicatesse du Bon Dieu pour son enfant Émile.



Il en a donné des samedis à la Très Sainte Vierge, soit pour visiter les familles dans le porte à porte, soit pour la distribution de circulaires. C'était un pèlerin généreux et infatigable. Créditeur convaincu, il brûlait de faire connaître à tous la grande escroquerie du système financier. C'était un chrétien vrai, fidèle à ses devoirs, grand défenseur de la justice. Les pauvres en série dans des pays d'abondance le mettaient hors de lui, et c'est pour cela qu'il a lutté pendant près de 45 années pour abolir ce système financier infernal.

M. Boutin était mécanicien de profession. Que d'innombrables services il a rendus aux Pèlerins de saint Michel en réparant les automobiles de leurs deux maisons à Rougemont. Toujours disponible, il accomplissait ces besognes joyeusement et saintement. Il était fidèle à tous les quatrièmes dimanches du mois, les sessions d'étude et les Sièges de Jéricho.

Il en a semé des actes de miséricorde. Voici par exemple un petit fait à noter qui souligne sa piété et sa générosité: un jeune couple, voulant instaurer l'heure d'adoration dans leur paroisse, ont été soutenus par ce bon Émile Boutin qui ne manquait jamais les rendez-vous du dimanche après-midi pour venir adorer avec eux. Pour témoigner de la grandeur et de la nécessité de l'Oeuvre de Vers Demain, il avait installé le long de l'autoroute 73 un drapeau blanc qu'il remplaçait régulièrement. Il fut un fervent propagandiste des banderoles demandant un salaire pour la mère au foyer. Il n'avait pas peur de s'afficher, même son auto parlait (avec des slogans créditistes)... Il portait fièrement son bon béret blanc partout où il allait.

Chère madame Boutin, ainsi que ses enfants Serge, Michel et Martine, veuillez accepter, de la part de la grande famille des Pèlerins de saint Michel, nos plus sincères condoléances. Nous sommes de tout cœur avec vous dans cette grande épreuve de perdre un époux si attentionné et un papa tendrement aimé. Il nous attend dans l'éternelle Patrie, là où tous ses désirs sont maintenant comblés, car le Seigneur a promis: «Les jouissances les plus belles, les plus pures, les plus vives de la terre ne sont que cendre à côté des joies splendides que Je prépare à mes fidèles serviteurs.»

M. Donat Bernier, 1930-2020

Chers amis de Vers Demain, nous avons la douleur de vous annoncer le décès, à l'âge de 89 ans, de notre grand apôtre et pèlerin Donat Bernier, d'Amos (et autrefois de Guyenne) en Abitibi, survenu le 26 mars 2020, à la suite d'un AVC (accident vasculaire cérébral) survenu quelques jours auparavant. M.



Bernier avait alors été admis aux soins palliatifs, où il a pu faire une sainte mort avec sa chère épouse Marie-Paule à ses côtés; il avait reçu les derniers sacrements la semaine d'avant et il portait son scapulaire.

M. Bernier était un créditiste de longue date, car son père Oliva (décédé en 2000 à l'âge de 93 ans) était lui-même abonné à Vers Demain depuis les tous débuts de l'Œuvre et un ardent apôtre du porte en porte. Le premier congrès de Vers Demain auquel M. Donat avait assisté était celui d'Amos en 1959, accompagné bien sûr de sa chère Marie-Paule, qu'il avait épousée en 1955, qui partageait son idéal créditiste et son dévouement à l'apostolat pour Vers Demain. M. et Mme Bernier auraient donc célébré leur 65e anniversaire de mariage en 2020. Ils étaient toujours ensemble; disaient les 20 dizaines du Rosaire, le chapelet de la Divine Miséricorde et le chapelet de Saint Michel tous les jours.

Depuis ce congrès de 1959, M. et Mme Bernier n'ont jamais manqué aucun congrès et grandes assemblées de Vers Demain malgré les grandes distances à parcourir entre Guyenne et Rougemont, jusqu'à tout récemment, alors que la santé ne leur permettait plus ces déplacements.

Que de familles ils ont visitées pour leur présenter le beau journal Vers Demain, n'ayant pas peur encore une fois de parcourir de grandes distances, non seulement en Abitibi, mais aussi dans d'autres régions du Québec et jusque dans le nord de l'Ontario, et ils étaient grandement appréciés par tous les Pèlerins de notre Œuvre. C'est avec des âmes humbles et généreuses comme M. et Mme Bernier que notre Mouvement a été construit. Ils ont été des pèlerins et parents exemplaires qui n'ont pas eu peur des sacrifices, ayant élevé 12 enfants — tous créditistes et catholiques convaincus, bien reconnaissants de l'héritage de foi que leur ont transmis leurs parents, qui leur ont fait à tous l'école à la maison, l'évêque d'Amos ayant lui-même béni leur salle de classe. Tous les enfants ont fait de l'apostolat pour Vers Demain, que ce soit pour la visite des familles ou la distribution des circulaires; quatre d'entre eux — Robert, Serge, Maria et François — ayant même donné quelques années à plein temps à la maison-mère de Vers Demain à Rougemont.

M. Bernier était un grand ami de M. Émile Boutin (décédé quelques jours avant lui) et de notre Pèlerin à plein-temps Réjean Lefebvre (décédé en 2017), car les trois travaillaient ensemble à notre garage de Rougemont pour réparer les voitures du Mouvement. M. Boutin et Réjean l'ont sûrement accueilli avec joie au Ciel, avec Louis Even et tous les créditistes défunts. Jésus et Marie l'accueilleront aussi à bras ouverts et n'auront pas à rougir de leur fidèle et dévoué Pèlerin, puisque M. Donat Bernier n'a jamais rougi de ses convictions catholiques et créditistes, portant en tout temps son béret blanc et affichant fièrement le drapeau de Vers Demain sur sa maison et sur son automobile.

Nos plus sincères sympathies à Mme Bernier et à ses enfants; nous gardons tous un bon souvenir de M. Donat, nous savons qu'il continuera de nous aider du haut du Ciel, mais nous lui demandons aussi de nous trouver de bons Pèlerins de saint Michel comme lui. ❖

Notre prochaine session d'étude et Congrès à Rougemont, sous toute réserve



Nos assemblées mensuelles à Rougemont sont annulées depuis l'interdiction de rassemblements émise par le gouvernement à la mi-mars dernier, en raison de la pandémie du coronavirus. Sous toute réserve — c'est-à-dire si l'interdiction de rassemblements est levée — notre session d'étude à Rougemont avec le livre *La démocratie économique* vue à la lumière de la doctrine sociale de l'Église est prévue du 20 au 26 septembre 2020, suivie par le Congrès du 27 au 29 septembre, et le Siège de Jéricho du 1er au 3 octobre. Contactez-nous quelques semaines auparavant pour savoir si la session et le Congrès auront lieu ou non.



Le but ultime des Financiers: un gouvernement mondial

La COVID-19: une occasion en or pour pousser leur plan



par Alain Pilote

Le vice du système financier actuel, c'est que les banques créent l'argent sous forme de dette, chargeant un intérêt sur l'argent qu'elles créent. L'obligation pour les pays endettés de rembourser à la banque de l'argent qu'elle n'a pas créé, de l'argent qui n'existe pas, entraîne des dettes impayables. Les Financiers savent très bien que les dettes des pays sont impossibles à rembourser, que le système financier actuel est défectueux à sa base, et qu'il ne peut engendrer que crises et révolutions. Mais c'est exactement ce qu'ils souhaitent !

Comme l'a écrit Clifford Hugh Douglas, le fondateur de l'école créditiste: **«Le Pouvoir Monétaire ne veut pas, et n'a jamais voulu, améliorer le système monétaire; ses conséquences — guerres, sabotage et frictions sociales — sont exactement ce qui est désiré.»** Pourquoi ?

C'est parce que les Financiers se croient les seuls à être capables de bien diriger l'humanité, et c'est afin de pouvoir imposer leur volonté sur les individus et contrôler le monde qu'ils ont inventé un tel système d'argent-dette. Ils veulent amener toutes les nations du monde dans un tel état de crise que ces pays croiront

n'avoir pas d'autre choix que d'accepter la solution «miracle» des Financiers pour les «sauver» de la catastrophe: la centralisation complète, une seule monnaie mondiale et un gouvernement mondial, où toutes les nations devront abandonner leur souveraineté.

Et parlant d'état de crise, celui amené par la pandémie du coronavirus (COVID-19) en est un de taille gigantesque et mondiale : ce qui en fait la crise rêvée par ces mondialistes pour pousser à la vitesse grand V leur plan d'un gouvernement mondial, une dictature totale, avec une seule monnaie unique pour le monde entier. C'est ce que nous verrons un peu plus loin.

La plupart des gens normaux n'ont pas l'ambition de vouloir contrôler la planète, se contrôler soi-même est déjà amplement suffisant ! Cependant, l'histoire humaine compte tout de même quelques exemples d'empereurs et de dictateurs qui ne voulaient pas seulement se limiter à un pays, mais s'étendre au monde entier: Alexandre le Grand, Napoléon, Hitler, Staline, etc.

De nos jours, plus besoin de guerres et de soldats pour faire cette conquête, c'est une conquête qui se fait par la finance. Que faire quand vous vous appelez Rockefeller ou Rothschild, et que vous avez déjà plus de milliards de dollars que vous ne pourrez jamais en

dépenser dans toute une vie? À la soif d'argent succède la soif de pouvoir : vous cherchez à imposer votre volonté aux autres, tout contrôler.

Dans son encyclique *Sollicitudo rei socialis* (sur l'intérêt actif que porte l'Église à la question sociale), Jean-Paul II écrit (n. 37): «**Parmi les actes ou les attitudes contraires à la volonté de Dieu et au bien du prochain et les "structures" qu'ils induisent, deux éléments paraissent aujourd'hui les plus caractéristiques : d'une part le désir exclusif du profit et, d'autre part, la soif du pouvoir dans le but d'imposer aux autres sa volonté.**» Voilà qui décrit très bien ce qui se passe dans le cœur de ces financiers internationaux – si tant soit peu qu'ils en aient un, car un de leurs objectifs est de réduire drastiquement la population de la planète, car 7 milliards de personnes, c'est difficile à contrôler (voir page 46).

Les Illuminati

Cette quête d'un gouvernement mondial existe depuis nombre d'années. Par exemple, le 17 février 1953, le financier Paul Warburg déclarait devant le Sénat américain: «**Nous aurons un gouvernement mondial que vous le vouliez ou non, par conquête ou par consentement.**» Cette quête d'un gouvernement mondial remonte à la création des «Illuminati», une société secrète, en 1776. Leur chef, Adam Weishaupt, écrivit le plan d'ensemble pour amener l'assujettissement de tous les êtres humains à une oligarchie de Financiers. Le mot «Illuminati» tire son origine de Lucifer, et signifie «porteurs de la lumière» (Lucifer signifie «porte-lumière», car il était le plus beau et le plus brillant des anges avant sa révolte contre Dieu et sa chute en enfer).

Aussi surprenant que cela puisse paraître, l'insigne de l'Ordre des Illuminati apparaît au revers du billet d'un dollar américain, et cela depuis 1933, année où il y apparut pour la première fois, sur ordre du Président américain Franklin D. Roosevelt, au tout début du «New Deal» (nom donné aux réformes politiques de Roosevelt).

On peut lire à la base de la pyramide de 13 étages l'année 1776 (MDCCLXXVI en chiffres romains). La plupart des gens s'imaginent que ce chiffre représente l'année de la signature de la Déclaration d'Indépendance américaine, mais en réalité, il représente l'année de la fondation de l'Ordre des Illuminati par Weishaupt, le 1er mai 1776.

La pyramide (sur le même billet de banque) représente la conspiration pour la destruction de l'Église, et l'établissement d'une dictature mondiale. L'œil au sommet représente le réseau d'espions mis sur pied par Weishaupt pour conserver le secret de l'Ordre, pour terroriser la population et la forcer à accepter sa

dictature. Les mots latins «ANNUIT COEPTIS» signifient «notre entreprise (conspiration) a été couronnée de succès». En bas, les mots «NOVUS ORDO SECLORUM» expliquent la nature de cette entreprise; ils signifient un «nouvel ordre mondial».

Cet insigne fut adopté comme revers du grand sceau des États-Unis d'Amérique par le Congrès américain le 15 septembre 1789. (L'avvers, ou côté opposé du sceau, montre le symbole plus connu de l'aigle, figurant lui aussi à l'endos du billet d'un dollar américain).

Le fait que ce symbole fit son apparition sur les billets de banque américains en 1933 signifie que les chefs conspirateurs des Illuminati considéraient alors que leurs efforts étaient effectivement «couronnés de succès», et qu'ils contrôlaient totalement le gouvernement américain.

La Commission Trilatérale

Passons maintenant à une époque plus récente. Il existe actuellement trois grandes régions ou blocs économiques dans le monde: l'Europe, l'Amérique du Nord, et l'Extrême-Orient (Japon, Corée du Sud, Taiwan, etc.). Sous le prétexte de devoir s'unir afin de pouvoir faire compétition aux autres grands blocs économiques, les pays membres de chacun de ces trois blocs décideront de se fusionner en un seul pays, formant ainsi trois super-États, et alors le gouvernement mondial unique sera presque atteint.

C'est ce qui est poussé par la «Commission Trilatérale», un organisme fondé en juillet 1973 par David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank de New-York. Le but officiel de la Commission Trilatérale est «d'harmoniser les relations politiques, économiques, sociales et culturelles entre les trois grandes régions économiques du globe» (d'où le nom de «Trilatérale»). Ce but est déjà presque atteint en Europe avec la loi sur l'Europe Unie, entrée en vigueur au début de 1993, et l'adoption en 1999 d'une seule monnaie unique pour l'Europe: l'euro.

En ce qui concerne le bloc de l'Amérique du Nord, la fusion de ses pays membres est bien avancée avec le passage de l'ALENA (Accord de Libre-Échange Nord Américain) en 1988, et renégociée en 2018 sous le nom d'ACEUM (Accord Canada-États-Unis-Mexique). En face de ces deux géants économiques (l'Europe et l'Amérique), les pays de l'Extrême-Orient n'auront pas d'autre choix que de s'unir eux aussi, pour pouvoir faire compétition aux deux autres blocs dans le domaine du commerce international.

Cependant, ce plan de trois super-États bat de l'aile depuis le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne (le Brexit), et de plus en plus de



► pays du sud de l'Europe, dont l'Italie (*voir le texte de Mgr Crepaldi en page 12*), se plaignent de ne recevoir aucune aide de l'Union européenne dans le cadre de la crise du coronavirus, remettant en question leur appartenance à cette union.

La crise du coronavirus: une «plandémie» ?

Donc ce plan de gouvernance mondiale semblait avoir du plomb dans l'aile, mais voici qu'arrive maintenant, à point nommé (exactement au moment voulu), la crise du coronavirus, une occasion en or pour ces financiers internationaux d'avancer à vitesse grand V dans leur plan pour l'imposition d'un gouvernement mondial.

Tous s'accordent à dire que ce virus originerait de la région de Wuhan, en Chine, mais les versions sur les circonstances de l'apparition de ce virus diffèrent. La version officielle dit que ce virus provient d'un marché public où on vend des animaux, tandis que d'autres sources prétendent qu'il a été créé dans un laboratoire de Wuhan et en est sorti accidentellement, ou bien même qu'il ait été créé pour servir d'arme bactériologique. À cela, les autorités chinoises répliquent que ce sont les Américains qui ont créé ce virus et l'ont implanté en Chine. Mais peu importe l'origine du virus, les financiers internationaux ont saisi immédiatement cette pandémie mondiale comme occasion d'en venir plus rapidement à leur plan de domination mondiale.

On ne saura probablement jamais avec certitude l'origine de ce virus, mais cela importe peu dans le plan des financiers: que la COVID-19 soit d'origine animale, accidentelle ou créée intentionnellement comme arme biologique n'a finalement pas d'importance, car la pandémie qui en a résulté a été récupérée par les mondialistes qui l'ont transformée en «plan-démie», car les mesures qui ont suivi pour endiguer la propagation de ce virus ont entraîné la suppression de la plupart de nos droits et libertés – la mise en confinement de la moitié de la planète, l'arrêt complet des activités économiques, besoin d'autorisations écrites des autorités simplement pour sortir de chez soi et aller à la pharmacie ou l'épicerie.

Tout cela correspond exactement au plan des financiers internationaux pour amener l'écroulement de l'économie mondiale et remplacer l'ordre actuel des choses par un Nouvel Ordre Mondial — un gouvernement mondial où toutes les nations souveraines seront abolies. Une telle abolition de nos droits et libertés aurait été impossible à imposer à la population en temps normal, mais le prétexte de la pandémie permet d'imposer toutes ces mesures de contrôle sans que les gens protestent, car on nous dit que c'est pour notre bien, pour nous sauver la vie.

A-t-on fait les bons choix ?

Dans un passé récent, on a connu d'autres pandémies (épidémies mondiales), comme la grippe de Hong-Kong en 1957, ou la grippe porcine (H1N1).

Mais on n'avait pas confiné des populations entières ni stoppé l'économie. Cette fois-ci, les autorités gouvernementales nous disent que l'apparition de la COVID-19 nous met dans une situation inédite, qu'on n'a pas eu le choix d'imposer le confinement total de la population et l'arrêt pratiquement total des activités économiques.

Cependant, plusieurs remettent en question ce choix, disant que le confinement de tous les citoyens n'était pas la meilleure solution, qu'on aurait dû choisir de confiner seulement les malades et ceux à risque — dans ce cas-ci, les personnes de plus de 70 ans — et laisser le reste de la population active vaquer à leurs activités normales, sans faire effondrer le système économique. Un pays comme la Suède, par exemple, a fait ce choix (de ne pas confiner les gens), et n'a pas plus de morts dus au coronavirus que le pays voisin, la Norvège. Ou bien, on peut demander aux gens de porter un masque, sans cesser les activités normales, comme l'a fait Hong-Kong, qui n'ont pas plus de décès. Mettre en quarantaine les gens bien-portants, et non seulement les malades, est contraire à la logique.

Confiner les gens et arrêter toute activité économique peut en fait causer plus de morts que le coronavirus lui-même, et d'autres conséquences désastreuses : suicides, violence familiale, dépressions. Le remède proposé (le confinement) devient ainsi pire que le mal (le virus) qu'il est sensé soigner. Et on crée un état de peur permanent, par exemple, en débutant les bulletins de nouvelles avec un décompte des nouveaux cas de décès et d'infectés dus au COVID-19. On oublie de dire que plus de 90 % des personnes infectées par le coronavirus se rétablissent spontanément sans aucune intervention médicale. On oublie de dire que chaque année, la grippe saisonnière fait plus de morts (600 000) que le coronavirus. De plus, certains médecins disent que le montant des décès dus au coronavirus annoncé dans les médias est gonflé: par exemple, 90% des personnes déclarées mortes à cause de la COVID-19 souffraient déjà d'une, deux ou même trois maladies. Et on déclare mortes du coronavirus des personnes qui n'ont jamais été testées pour la COVID-19.

Cependant, si on considère ce qui arrive du point de vue des promoteurs du gouvernement mondial, faire s'écrouler le système économique, et tenir les gens dans la peur est exactement le but cherché. Ce n'est peut-être pas fait intentionnellement par les gouvernements, mais ça correspond certainement au plan des financiers pour un Nouvel Ordre Mondial.

Autre chose qui fait bien le jeu des financiers: on dit que le coronavirus peut se transmettre par le papier-monnaie, alors on encourage les gens à payer avec une carte bancaire. On a publié dans les numéros passés de Vers Demain (le dernier en date d'octobre 2017) plusieurs articles expliquant que le plan des financiers est d'éliminer le papier-monnaie et de le remplacer par de l'argent numérique, électronique

(n'existant que dans les ordinateurs des banques et les puces électroniques des cartes bancaires), et qu'éventuellement la puce de ces cartes bancaires serait implantée directement sous la peau des êtres humains, nous fichant tous comme du bétail.



Cette puce permettra ainsi de nous localiser en tout temps, comme cela se fait présentement en Chine, avec un système que le gouvernement communiste là-bas a ironiquement appelé «crédit social» (*voir encadré page 45*). Il y a 20 ans on parlait d'une puce de la grosseur d'un grain de riz, maintenant on a mis au point la nanotechnologie: des puces invisibles à l'œil nu, de la grosseur d'un nanomètre (un milliardième de mètre, soit la distance entre deux atomes) qui peuvent être injectées par un vaccin... d'où la campagne de Bill Gates pour la vaccination de tous les êtres humains.

On nous dit que le confinement ne durera que deux semaines, puis deux autres semaines, puis un mois, etc. Puis on nous dit qu'on craint une deuxième vague du coronavirus à l'automne, qu'il ne faut pas relâcher les mesures de sécurité sanitaire. Certains disent même que le virus sera présent pour les deux prochaines années. Mais surtout, on nous dit qu'on ne pourra retourner à la normale (la situation d'avant le coronavirus, quand nous pouvions circuler librement et vaquer à nos activités), tant qu'on n'aura pas découvert un vaccin, ce qui pourrait prendre de 12 à 18 mois.

Le vaccin et Bill Gates

C'est Bill Gates lui-même qui a mentionné pour la première fois ce délai: et cela a été repris par la suite par le premier ministre canadien Justin Trudeau et toutes les autorités à travers le monde. Gates a même ajouté : «Il n'y aura pas de retour à la normale tant que TOUTE la population de la planète aura été vaccinée». Qui est Bill Gates? Fondateur de la compagnie Microsoft (créateur des logiciels Windows pour les ordinateurs), il est un des hommes les plus riches au monde, et depuis quelques années, consacre tout son temps à sa campagne de vaccination mondiale. Un de ses objectifs avoués est de réduire la population mondiale de 15%.

Il veut lier son vaccin au projet ID 2020: donner une identité numérique à chaque être humain, pour prouver d'abord que vous avez été vacciné contre le coronavirus, ce qui vous autorisera à travailler et cir-

culer librement, et avoir accès aux différents services gouvernementaux. Ce vaccin injecterait donc une puce permettant de vous identifier de façon numérique (et de faire des achats, et permettre de vous localiser en tout temps par satellite). Ceux qui refuseraient ce vaccin seraient donc privés de moyens de paiement, lorsque le papier-monnaie sera éliminé.

Conspiration luciférienne

Dire que les Illuminati sont une «conspiration luciférienne» n'est pas simplement une figure de style, mais est littéralement exact. En effet, les chefs des Illuminati sont réellement des adorateurs de Satan, et leur objectif final est que tout le monde s'incline devant lui. Au moyen de ses serviteurs, c'est Lucifer qui continue sa révolte contre Dieu en voulant faire échouer le plan de Dieu sur la terre, et d'enlever à Dieu le plus d'âmes possible.

Tout comme Satan, les Financiers se croient plus fins que Dieu, les seuls à être capables de bien diriger l'humanité. Les membres des Illuminati sont des gens de toutes races et croyances, mais qui sont unis par la même soif d'argent et de pouvoir.

Reconnaître les forces en présence

En conclusion de son livre *Pawns in the Game* (Des pions sur l'échiquier, dans sa version en langue française), qui dénonce le complot des Illuminati pour une domination mondiale, William Guy Carr explique ce qui doit être fait pour stopper ce plan.

Premièrement, reconnaître les forces spirituelles en présence, réaliser que nous avons à faire pas seulement à des forces terrestres, mais des forces spirituelles, que c'est le combat de Dieu contre Satan. Nous devons choisir qui nous allons servir, pour qui nous allons combattre: Dieu ou Satan.

Deuxièmement, prendre les moyens concrets de contrecarrer le plan des Financiers, ce qui, selon les mots de M. Carr, ne peut se faire que par une réforme monétaire: **«Les électeurs doivent insister pour que l'émission de l'argent soit placée entre les mains du gouvernement, auquel elle appartient de droit.»**

La prière et les sacrifices pour obtenir l'aide du Ciel sont certainement nécessaires pour arrêter le plan des Financiers. Mais il faut aussi une technique, un moyen temporel pour contrecarrer le plan des Financiers. Et ce moyen, c'est la réforme du Crédit Social, conçue par l'ingénieur écossais Clifford Hugh Douglas — la seule que les Financiers craignent réellement, et qui mettrait fin à leur pouvoir de contrôler toutes les nations. (Les mots «crédit social» signifient argent social — de l'argent créé sans dette, par la société, au lieu d'un crédit bancaire — de l'argent créé par les banques, sous forme de dette.)

Et restons vigilants pour que les mesures et restrictions en temps d'urgence ne deviennent pas des mesures permanentes. ❖

Alain Pilote

Agenda mondial des vaccins de Gates: situation gagnant-gagnant pour l'industrie pharmaceutique et la vaccination obligatoire

Robert Francis Kennedy Jr. est un avocat américain spécialisé dans les questions d'environnement, auteur et opposant à la vaccination. Il est le président de l'ONG Children's Health Defense (Pour la défense de la santé des enfants) et président du conseil d'administration de Waterkeeper Alliance, autre ONG qu'il a contribué à fonder en 1999. Militant anti-vaccination, il est l'un des tenants de la théorie du lien existant entre vaccination et autisme. Il est producteur délégué du film Vaxxed II: The People's Truth, la suite du film anti-vaccination Vaxxed. RF Kennedy est le fils de Robert F. Kennedy et le neveu de l'ancien président John F. Kennedy.



Voici la traduction d'une tribune rédigée le 9 avril 2020 par Robert F. Kennedy Jr, président de l'ONG Children's Health Defense, publiée en français sur le site strategika.fr, sous le titre «Robert F. Kennedy Jr dénonce le programme mondial de vaccination de Bill Gates»¹:

par Robert Kennedy Jr.

Les vaccins, pour Bill Gates, sont une philanthropie stratégique qui alimente ses nombreuses activités liées aux vaccins (y compris l'ambition de Microsoft de contrôler une entreprise mondiale d'identification vaccinale) et lui donne un contrôle dictatorial de la politique de santé mondiale.

L'obsession de Gates pour les vaccins semble être alimentée par la conviction de sauver le monde par la technologie.

Promettant sa part de 450 millions de dollars sur 1,2 milliard de dollars pour éradiquer la polio, Gates a pris le contrôle du Groupe consultatif technique national indien sur la vaccination (NTAGI), qui a prescrit jusqu'à 50 doses de vaccins contre la polio par le biais de programmes de vaccination se chevauchant pour les enfants avant l'âge de cinq ans. Les médecins indiens accusent la campagne Gates d'être à l'origine d'une épidémie dévastatrice de paralysie flasque aiguë non-polio (NPAFP) qui a paralysé 490 000 enfants au-delà des taux attendus entre 2000 et 2017. En 2017, le gouvernement indien a

rappelé le schéma vaccinal de Gates et a demandé à Gates et à ses politiques de vaccination de quitter l'Inde. Les taux de NPAFP ont chuté brusquement.

Les épidémies [de polio] les plus effrayantes au Congo, en Afghanistan et aux Philippines sont toutes liées aux vaccins.

En 2017, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a admis à contrecœur que l'explosion mondiale de la polio est principalement une souche vaccinale. Les épidémies les plus effrayantes au Congo, en Afghanistan et aux Philippines sont toutes liées aux vaccins. En fait, en 2018, 70% des cas mondiaux de poliomyélite étaient des souches vaccinales.

En 2014, la Fondation Gates a financé des tests de vaccins expérimentaux contre le VPH, développés par Glaxo Smith Kline (GSK) et Merck, sur 23 000 jeunes filles dans des provinces indiennes éloignées. Environ 1 200 ont souffert d'effets secondaires graves, notamment des troubles auto-immunes et de la fertilité. Sept sont mortes. Les enquêtes du gouvernement indien ont accusé les chercheurs financés par Gates d'avoir commis des violations éthiques généralisées: faire pression sur les filles vulnérables durant le procès, intimider les parents, falsifier les formulaires de consentement et refuser les soins médicaux aux filles blessées. L'affaire est maintenant devant la Cour suprême du pays.

Les journaux sud-africains se sont plaints: «Nous sommes des cobayes pour les fabricants de médicaments»

En 2010, la Fondation Gates a financé un essai de phase 3 du vaccin expérimental contre le paludisme de GSK, tuant 151 nourrissons africains et causant des effets indésirables graves, notamment des paralysies, des convulsions et des convulsions fébriles, à 1 048 des 5 949 enfants.

Pendant la campagne MenAfriVac de Gates en 2002 en Afrique subsaharienne, les agents de Gates ont vacciné de force des milliers d'enfants africains contre la méningite. Des dizaines d'enfants vaccinés ont développé une paralysie. Les journaux sud-africains se sont plaints: «Nous sommes des cobayes pour les fabricants de médicaments». L'ancien économiste principal de Nelson Mandela, le professeur Patrick Bond, décrit les pratiques philanthropiques de Gates comme «impitoyables et immorales».

En 2010, lorsque Gates a engagé 10 milliards de dollars pour l'OMS, il a déclaré: «Nous devons en

¹ <https://strategika.fr/2020/04/16/robert-f-kennedy-jr-denonce-le-programme-mondial-de-vaccination-de-bill-gates/?fbclid=IwAR0JOoBNBUPvOFTSGJo2DtdHsXZj4gaanDRsBEJ2LugjffhN0orA4PThJOo>



Bill Gates, le «commandant en chef de la vaccination mondiale

faire la décennie des vaccins.» Un mois plus tard, Gates a déclaré dans un TED Talk que les nouveaux vaccins «pourraient réduire la population». Et, quatre ans plus tard, en 2014, l'Association des médecins catholiques du Kenya a accusé l'OMS d'avoir stérilisé chimiquement des millions de femmes kenyanes réticentes avec une campagne de vaccination contre le «tétanos». Des laboratoires indépendants ont trouvé une formule de stérilité dans chaque vaccin testé. Des accusations similaires sont venues de Tanzanie, du Nicaragua, du Mexique et des Philippines.

Une étude de 2017 (Morgenson et al. 2017) a montré que le vaccin DTP populaire de l'OMS tue plus d'enfants africains que les maladies qu'il prévient. Les filles vaccinées au DTC ont subi 10 fois le taux de mortalité des enfants qui n'avaient pas encore reçu le vaccin. L'OMS a refusé de rappeler le vaccin mortel, qu'elle impose à des dizaines de millions d'enfants africains chaque année.

Des défenseurs mondiaux de la santé publique dans le monde entier accusent Gates de détourner l'agenda de l'OMS des projets dont il est prouvé qu'ils freinent les maladies infectieuses: eau potable, hygiène, nutrition et développement économique. La Fondation Gates dépense seulement environ 650 millions de dollars sur son budget de 5 milliards de dollars dans ces domaines. Ils disent qu'il a détourné les ressources de l'agence pour servir sa philosophie personnelle selon laquelle une bonne santé ne vient que dans une seringue.

En plus d'utiliser sa philanthropie pour contrôler l'OMS, l'UNICEF, GAVI et PATH, Gates finance une société pharmaceutique privée qui fabrique des vaccins et fait un don de 50 millions de dollars à 12 sociétés pharmaceutiques pour accélérer le développement d'un vaccin contre le coronavirus. Dans ses récentes apparitions dans les médias, Gates semble confiant que la crise de Covid-19 lui donnera maintenant l'occasion de forcer ses programmes de vaccins dictatoriaux sur tous les enfants américains – et les adultes. ❖

Robert Kennedy Jr.

Le «crédit social» chinois, dictature technologique

Depuis 2018, le gouvernement chinois a commencé à appliquer un système dit de «crédit social». Attention, ce n'est pas du tout le crédit social tel qu'enseigné par Douglas ou Louis Even; en Chine, les mots «crédit social» ont un tout autre sens: il s'agit d'un système de notation des citoyens, visant à récompenser les bons comportements et à punir les mauvais via un système de points. Chaque citoyen se voit attribué 1000 points, qui évoluent en fonction de ses actions. Vous jetez un papier par terre? C'est une incivilité qui vous fait perdre 50 points. Mais si vous donnez de votre sang, vous gagnez 50 points. Si vous signalez la présence d'un délinquant à la police, alors vous gagnez 200 points (on encourage donc la délation). Les Chinois ayant une note trop basse se voient interdire l'achat de billets de train ou d'avion, la location d'un appartement, ou même l'accès à un compte bancaire. Le projet existe présentement dans 43 villes de Chine, et doit être totalement opérationnel à la grandeur du pays d'ici la fin de 2020.

Ce système se base sur la surveillance de masse de la population, non seulement par l'internet, mais aussi par des centaines de millions de caméras de surveillance installées partout à travers le pays. Chaque fait et geste de 1,3 milliard de Chinois sont rassemblés dans un fichier unique et individuel. Vous êtes en retard pour un rendez-vous professionnel, vous avez de «mauvaises fréquentations» sur les réseaux sociaux? Votre note de «crédit social» baisse.

Vous êtes un piéton et traversez la rue au feu rouge? Vous perdez 50 points, et en moins de trois secondes, une caméra vous a filmé et vous a identifié grâce à un système de reconnaissance faciale contenant tous les visages de tous les citoyens chinois. À Shenzhen par exemple, le visage et l'identité des piétons coupables sont affichés sur écran géant jusqu'au paiement de leurs amendes. Que Dieu nous délivre d'une telle dictature technocratique! ❖

Limiter la population mondiale à 500 millions?

Les dix commandements du Nouvel Ordre Mondial Gravés sur le monument le plus étrange des États-Unis

Les Georgia Guidestones (qu'on pourrait traduire littéralement par «pierres servant de guides») sont un monument de granit érigé le 22 mars 1980, situé à Elbert County, dans l'État de la Géorgie, aux États-Unis. Aussi connu comme le Stonehedge américain, la gigantesque structure a près de 5,87 mètres (20 pieds) de haut et est composée de six dalles de granit, d'un poids total de 107 000 kg (237 746 livres).

Le détail le plus étonnant du monument n'est cependant pas sa taille, mais le message qui est gravé dessus: dix règles pour un «Âge de la Raison». Ces commandements portent sur des sujets qui sont en rapport avec le «Nouvel Ordre Mondial», comme le dépeuplement massif, un gouvernement mondial unique, l'introduction d'un nouveau type de spiritualité, etc. Les auteurs de ces règles ont demandé à rester anonymes et, jusqu'à maintenant, leur anonymat a été dûment préservé.

Le monument se compose de quatre grands blocs de pierre, qui contiennent dix principes de vie en huit langues: anglais, espagnol, swahili, hindi, hébreu, arabe, chinois et russe. Un court message est inscrit au sommet de la structure dans le script de quatre langues: babylonienne, grecque classique, sanskrit, et hiéroglyphes égyptiens. (Ces quatre langues anciennes sont d'une grande importance dans les enseignements des écoles à mystères occultes, comme les francs-maçons et les Rose-Croix.)

Les quatre grandes pierres sont disposées en une configuration géante «roue à aubes» et sont orientées vers les limites de la migration du soleil au cours de l'année, et montrent également les positions extrêmes du lever et du coucher du soleil dans son cycle de 18,6 années. La pierre centrale a deux particularités: d'abord, l'étoile du Nord est toujours visible à travers un trou spécial foré à partir du Sud vers le côté nord de la pierre centrale, d'autre part, une autre ouverture s'aligne avec les positions du soleil levant au moment des solstices d'été et d'hiver et à l'équinoxe.

Les dix commandements pour un nouvel âge de raison sont:

- 1. Maintenir l'humanité en dessous de 500 millions d'individus en perpétuel équilibre avec la nature.**
- 2. Guider la reproduction intelligemment en améliorant la forme physique et la diversité.**
- 3. Unir l'humanité avec une nouvelle langue mondiale.**



- 4. Traiter de la passion, la foi, la tradition et toutes les autres choses avec modération.**
- 5. Protéger les personnes et les nations avec des lois et des tribunaux équitables.**
- 6. Laisser toutes les nations régler leurs problèmes externes et internes devant un tribunal mondial.**
- 7. Éviter les lois et les fonctionnaires inutiles.**
- 8. Équilibrer les droits personnels et les devoirs sociaux.**
- 9. Faire primer la vérité, la beauté, l'amour en recherchant l'harmonie avec l'infini.**
- 10. Ne pas être un cancer sur la terre, laisser une place à la nature.**

Comme vous pouvez le voir, les lignes directrices appellent à une réduction drastique de la population mondiale, l'adoption d'une nouvelle langue mondiale, la création d'un tribunal international et de vagues allusions à l'eugénisme. En d'autres termes, un plan pour un Nouvel Ordre Mondial.

Le premier «commandement» est particulièrement choquant, car il stipule essentiellement que 12 personnes sur 13 sur cette Terre ne devraient pas exister; si on considère que la population mondiale actuelle est de 6,7 milliards, alors ceci représente un surplus de 92,54%. Ces chiffres sont tout simplement ahurissants.

Si on considère que Satan se sert des promoteurs d'un gouvernement mondial, on peut dire que les Georgia Guidestones contiennent les dix commandements de l'Antichrist.

Source: http://www.alterinfo.net/Sites-Sinistres-Les-Georgia-Guidestones_a52667.html

«Sous l'abri de ta miséricorde, nous nous réfugions, Sainte Mère de Dieu.»

Datée du 25 avril 2020, une lettre du Pape François adressée à tous les fidèles rappelle la dimension mariale du mois de mai, et encourage à «redécouvrir la beauté de la prière du chapelet chez soi», en particulier en ce temps d'épreuve. Le Saint-Père indique également deux prières à Marie, spécialement rédigées pour l'implorer dans la pandémie. Voici le texte de la deuxième prière proposée par le Saint-Père:

«Sous l'abri de ta miséricorde, nous nous réfugions, Sainte Mère de Dieu.»

Dans la situation dramatique actuelle, chargée de souffrances et d'angoisses qui tourmentent le monde entier, nous avons recours à Toi, Mère de Dieu et notre Mère, et nous cherchons refuge sous Ta protection.

Ô Vierge Marie, tourne vers nous tes yeux miséricordieux en cette pandémie de coronavirus, et reconforte tous ceux qui sont perdus et pleurent leurs proches décédés, parfois enterrés d'une manière qui blesse l'âme. Soutiens ceux qui sont inquiets pour les personnes malades auprès desquelles ils ne peuvent se rendre, pour éviter la contagion. Inspire confiance à ceux qui sont dans l'angoisse en raison d'un avenir incertain et des conséquences pour l'économie et le travail.

Mère de Dieu et notre Mère, obtiens pour nous de la part de Dieu, Père de miséricorde, que cette dure épreuve se termine et qu'un horizon d'espoir et de paix revienne. Comme à Cana, intervien auprès de ton Divin Fils, en lui demandant de reconforter les familles des malades et des victimes, et d'ouvrir leur cœur à la confiance.

Protège les médecins, les infirmières, les travailleurs de la santé, les bénévoles qui, en cette période d'urgence, sont en première ligne et mettent leur vie en danger pour sauver d'autres vies. Accompagne leurs efforts héroïques et donne-

leur force, bonté et santé.

Sois proche de ceux qui s'occupent jour et nuit des malades, et des prêtres qui, avec une sollicitude pastorale et un engagement évangélique, cherchent à aider et à soutenir chacun.

Vierge Sainte, éclaire l'esprit des hommes et des femmes de science, afin qu'ils trouvent les solutions justes pour vaincre ce virus.

Aide les dirigeants des nations afin qu'ils puissent travailler avec sagesse, sollicitude et générosité, en aidant ceux qui manquent du nécessaire pour vivre, en planifiant des solutions sociales et économiques avec prévoyance et dans un esprit de solidarité.

Très Sainte Marie, touche les consciences afin que les sommes énormes utilisées pour augmenter et perfectionner les armements soient plutôt utilisées pour promouvoir des études appropriées afin d'éviter des catastrophes similaires à l'avenir.

Mère bien-aimée, fais naître dans le monde un sentiment d'appartenance à une grande famille, dans la conscience du lien qui unit tous les hommes, afin qu'avec un esprit fraternel et solidaire nous venions en aide aux nombreuses pauvretés et situations de misère. Encourage la fermeté dans la foi, la persévérance dans le service, la constance dans la prière.

Ô Marie, consolatrice des affligés, embrasse tous tes enfants dans la tribulation et obtiens que Dieu intervienne de sa main toute-puissante pour nous libérer de cette terrible épidémie, afin que la vie puisse reprendre son cours normal dans la sérénité.

Nous nous confions à Toi, qui brille sur notre chemin comme un signe de salut et d'espérance, ô miséricordieuse, ô pieuse, ô douce Vierge Marie. Amen.



Return undeliverable U.S. addresses to:

MICHAEL
P.O. Box 38
Richford, VT 05476-0038
U.S.A.

(Nos abonnés des États-Unis qui veulent nous contacter devraient utiliser l'adresse:
P.O. Box 86, South Deerfield, MA 01373)

U.S. Postage Paid
Standard mailing
Permit No. 11
Richford, VT 05476
USA

Retournez les copies non livrables au Canada à:

VERS DEMAIN
Maison Saint-Michel
1101, rue Principale
Rougemont, QC, J0L 1M0
Canada



Imprimé au Canada

Assurez-vous de renouveler votre abonnement avant la date d'échéance. (La première ligne indique l'année et le mois.)

Acte de communion spirituelle

Autant notre corps ne peut vivre sans nourriture, autant notre âme ne peut vivre sans l'Eucharistie — le Pain du Ciel, Jésus ressuscité, réellement présent dans l'hostie sainte. En ces temps de pandémie où nous ne pouvons recevoir en personne la Sainte Communion. L'Église nous suggère de faire une communion de désir, ou communion spirituelle. Voici une belle prière en ce sens, composée par Mgr Raymond Centène, évêque de Vannes en France :

Seigneur Jésus, je crois fermement que Tu es présent dans le Saint Sacrement de l'Eucharistie. Je T'aime plus que tout et je Te désire de toute mon âme. «Après toi languit ma chair comme une terre assoiffée» (psaume 62)

Je voudrais Te recevoir aujourd'hui avec tout l'amour de la Vierge Marie, avec la joie et la ferveur des saints.

Puisque je suis empêché de Te recevoir sacramentellement, viens au moins spirituellement visiter mon âme.

En ce temps de carême, que ce jeûne eucharistique auquel je suis contraint me fasse communier à Tes souffrances et surtout, au sentiment d'abandon que Tu as éprouvé sur la Croix lorsque Tu t'es écrié: «Mon Dieu, mon Dieu pourquoi m'as-tu abandonné?».

Que ce jeûne sacramentel me fasse communier aux sentiments de Ta Très Sainte Mère et de Saint Joseph quand ils T'ont perdu au temple de Jérusalem, aux sentiments de Ta Sainte mère quand elle Te reçut, sans vie, au pied de la Croix.

Que ce jeûne eucharistique me fasse communier aux souffrances de Ton Corps mystique, l'Église, partout dans le monde où les persécutions, ou l'absence de prêtres, font obstacle à toute vie sacramentelle.

Que ce jeûne sacramentel me fasse comprendre que l'Eucharistie est un don surabondant de Ton amour et pas un dû en vue de mon confort spirituel.

Que ce jeûne eucharistique soit une réparation pour toutes les fois où je T'ai reçu dans un cœur mal préparé, avec tiédeur, avec indifférence, sans amour et sans action de grâce.

Que ce jeûne sacramentel creuse toujours davantage ma faim de Te recevoir réellement et substantiellement avec Ton corps, Ton sang, Ton âme et Ta divinité lorsque les circonstances me le permettront.

Et d'ici là, Seigneur Jésus, viens nous visiter spirituellement par Ta grâce pour nous fortifier dans nos épreuves.

Maranatha, viens Seigneur Jésus. Amen.

